



Direction des Affaires Civiles et du Sceau
Bureau du droit de l'Union, du droit international privé
et de l'entraide civile
13 Place Vendôme
75042 PARIS CEDEX 01

Paris, le 27-01-2017

LE GARDE DES SCAUX,
MINISTRE DE LA JUSTICE

À

DANIEL F BLANKS
50 NORTH LAURA STREET, APPARTEMENT 4100
FL 32202 JACKSONVILLE
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

© Téléphone : 01 44 77 62 43 ou 65 73
Télécopie : 01 44 77 61 22

00.01.2017 001035

Référence à rappeler :

8049TR2016 ETATS-UNIS D'AMERIQUE
58NOTIF2016

Demande Daniel F Blanks-Procédure n°3:16-ap-00183-
PMG-Convocation devant le Tribunal des Faillites des
Etats-Unis, district méridional de Floride

Destinataire : RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Objet : Retour d'une demande de notification d'acte judiciaire.

Texte de référence : Circulaire NOR JUS CO5 20 961 C (CIV/20/05) du 1^{er} février 2006, relative aux "Notifications internationales des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale" [la partie pratique de la circulaire est disponible sur l'Internet à l'adresse : www.entraide-civile-internationale.justice.gouv.fr]

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli les documents établis à la suite d'une demande de notification internationale.

LD

Cachet du Ministère de la Justice



ATTESTATION CERTIFICATE

L'autorité soussignée a l'honneur d'attester conformément à l'article 6 de ladite Convention,
The undersigned authority has the honour to certify, in conformity with Article 6 of the Convention,

1. que la demande a été exécutée*
that the document has been served*

– le (date) / the (date):	16/12/2016
– à (localité, rue, numéro): at (place, street, number):	TOUR PASCAL B – 92055 LA DEFENSE CEDEX

– dans une des formes suivantes prévues à l'article 5 : in one of the following methods authorised by Article 5:	
<input checked="" type="checkbox"/>	a) selon les formes légales (article 5, alinéa premier, lettre a)* in accordance with the provisions of sub-paragraph a) of the first paragraph of Article 5 of the Convention*
<input type="checkbox"/>	b) selon la forme particulière suivante*: in accordance with the following particular method*: _____
<input type="checkbox"/>	c) par remise simple* by delivery to the addressee, if he accepts it voluntarily*

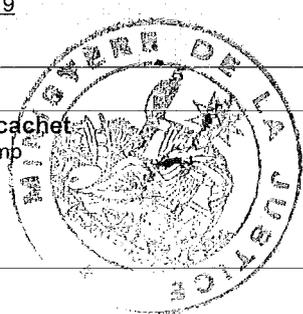
Les documents mentionnés dans la demande ont été remis à :
The documents referred to in the request have been delivered to:

Identité et qualité de la personne : Identity and description of person:	<u>Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer</u> <u>- Monsieur Jean-Luc LAVALARO (Courrier Central</u> <u>TPA)</u>
Liens de parenté, de subordination ou autres, avec le destinataire de l'acte : Relationship to the addressee (family, business or other):	_____

2. que la demande n'a pas été exécutée, en raison des faits suivants* :
that the document has not been served, by reason of the following facts*:

- Conformément à l'article 12, alinéa 2, de ladite Convention, le requérant est prié de payer ou de rembourser les frais dont le détail figure au mémoire ci-joint*.
In conformity with the second paragraph of Article 12 of the Convention, the applicant is requested to pay or reimburse the expenses detailed in the attached statement*.

Annexes / Annexes

Pièces renvoyées : Documents returned:	_____
Le cas échéant, les documents justificatifs de l'exécution : In appropriate cases, documents establishing the service: * s'il y a lieu / if appropriate	<u>Avis de réception de l'envoi en recommandé</u> <u>n° 1A 064 825 1070 9</u>
Fait à / Done at <u>PARIS</u> , le / the <u>06/01/2017</u>	Signature et / ou cachet Signature and/or stamp 

PRÉUVE DE DÉPÔT
À CONSERVER PAR LE CLIENT

SGR2 V15 - PTC 7 - 20128927011 - 08/11

58 Notef 2016

GOREBES

1

Numéro de l'envoi : **1A 064 825 1070 9**

LA POSTE

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Expéditeur

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DACS - Ref 8049 TR 2016
13 Place Vendôme
75002 PARIS cedex 01

Destinataire

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER
Directeur des affaires européennes
Toussaint Pascal B
92005 - LA DEFENSE cedex 04

Les avantages du service suivi :

Vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée ou le motif de non-distribution.

3 modes d'accès direct à l'information de distribution :

- SMS : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 3680 (0,35€ TTC + prix d'un SMS)
- Le site internet : www.laposte.fr/csuivi
- Le service vocal interactif : 0969 397 397 (prix d'un appel non surtaxé).

POSTE
15-12
2016
FRANCE

CRBT :

Date : Prix : Niveau de garantie : 16 € 153 € 458 €

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.
Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de Poste.
Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de Poste ou sur le site www.laposte.fr

Pensez également à la Lettre Recommandée Électronique, consultez www.laposte.fr/re.

**Tribunal des faillites des États-Unis
District méridional de Floride**

In re :
RMS TITANIC, INC.
Débiteur

Affaire de faillite no. **3 : 16-bk-02230-
PMG**

RMS TITANIC, INC.
Demandeur

Procédure contradictoire no. : **3 : 16-ap-
00183-PMG**

v.

**LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
ALIAS LA RÉPUBLIQUE DE FRANCE**
Défendeur

CONVOCATION À UNE PROCÉDURE CONTRADICTOIRE

VOUS ÊTES CONVOQUÉ et on vous demande de soumettre une requête ou de répondre à la plainte qui est jointe à cette convocation auprès du Greffier du Tribunal des faillites dans un délai de 30 jours après la date d'émission de la présente convocation ; de manière exceptionnelle, les États-Unis et ses fonctionnaires et agences doivent soumettre une requête ou répondre à la plainte dans un délai de 35 jours après l'émission.

L'adresse du greffier

**Greffier, Cour des faillites des États-Unis
District Méridional de Floride
300 North Hogan Street Appartements 3 – 150
Jacksonville, FL 32202**

En même temps, vous devez fournir une copie de la requête ou une réponse à l'avocat du demandeur.

Nom et adresse de l'avocat du demandeur

**Daniel F Blanks
50 North Laura Street, Appartement 4100
Jacksonville, FL 32202**

Si vous présentez une requête, le délai dont vous disposez pour répondre se soumet à la Loi Fédérale de la Procédure de Faillite 7012.

SI VOUS NE RÉPONDEZ PAS À LA PRÉSENTE CONVOCATION, VOTRE DÉFAILLANCE SERA CONSIDÉRÉ COMME ÉTANT VOTRE CONSENTEMENT RELATIF À L'ENREGISTREMENT DU JUGEMENT AUPRÈS DE LA COUR DES FAILLITES ; UN JUGEMENT PAR DÉFAUT PEUT ÊTRE PRONONCÉ À VOTRE ENCONTRE POUR LES RÉPARATIONS DEMANDÉES DANS LA PLAINTÉ.

REÇU LE

23 NOV. 2016

BDIP

Règle 7001-1

PROCÉDURE CONTRADICTOIRE – PROCÉDURES

- (a) **Dispositions générales.** Cette règle s'applique à toutes les procédures contradictoires et, selon la décision de la Cour, aux affaires contestées. Dans la mesure où les périodes établies dans la présente règle entrent en conflit avec celles établies dans les Règles Fédérales de Procédure Civile, les Règles Générales de Procédure de Faillite ou avec d'autres Règles Locales, la présente règle a la primauté.
- (b) **La signification.** Le demandeur est tenu de transmettre la convocation issue par le Greffier, la plainte et une copie de la présente règle dans un délai de sept jours après l'émission de la convocation, tel que requis par la Règle Fédérale de Procédure de Faillite 7004(e). Si la convocation initiale et les documents qui y sont joints ne sont pas transmis en temps utile, le demandeur peut solliciter immédiatement l'émission d'une convocation alias et peut transmettre la convocation alias avec la plainte et une copie de la présente règle. Le demandeur est tenu de transmettre ces documents aux défendeurs dans un délai maximal de 28 jours après le dépôt de la plainte. Si une autre partie est nommée ensuite en tant que demandeur ou défendeur, le demandeur est tenu de transmettre une copie de la présente règle à chaque partie supplémentaire dans un délai de sept jours après la date où la partie supplémentaire est nommée.
- (c) **Preuve de signification.** Le demandeur est tenu de déposer immédiatement une preuve de la signification, qui atteste la transmission de chaque convocation, de la plainte et de la présente règle à chaque défendeur.
- (d) **Défaut de signification.** Si le demandeur ne transmet pas en temps utile et de manière efficace la convocation et la plainte, la Cour peut rejeter la procédure contradictoire pour absence de poursuite, sans notification ou audience ultérieure. Si le demandeur a besoin d'un délai supplémentaire pour effectuer la signification, il doit déposer une requête pour demander un délai supplémentaire.
- (e) **Défaillances.** Si le défendeur n'a pas déposé une réponse en temps utile, le demandeur est tenu de solliciter un enregistrement de la défaillance du défendeur respectif par le Greffier et le jugement par défaut dans un délai maximal de 60 jours après le dépôt de la plainte. Si le demandeur requiert un délai supplémentaire pour solliciter l'enregistrement de la défaillance ou le jugement par défaut, il doit déposer une requête pour demander un délai supplémentaire.
- (f) **Déclarations initiales.** En conformité avec la Règle Fédérale de Procédure Civile 26(f), pendant ou avant la Rencontre des Parties décrite ci-dessous et sans des demandes formelles de découverte, chaque partie doit :
- (1) Identifier par écrit le nom et, s'ils sont connus, l'adresse et le numéro de téléphone de chaque individu ayant des informations qui peuvent être divulguées et qui font référence aux faits disputés ;
 - (2) Fournir des copies ou une description écrite, par catégories et lieux, de tous les documents qui sont importants dans la perspective des faits disputés ;
 - (3) Fournir un calcul écrit de tous les dommages réclamés ;
 - (4) Fournir une copie de tout accord d'assurance qui puisse être disponible afin de se conformer à un jugement rendu, en totalité ou en partie, ou d'indemniser ou de rembourser les paiements effectués pour se conformer au jugement.

- (g) **Rencontre des Parties.** Dans un délai d'au moins 14 jours avant la conférence préparatoire ou de mise en état, les avocats des parties ou les parties, si elles ne sont pas représentées par des avocats, se rencontreront (« la Rencontre des Parties ») afin de discuter :
- (1) Les prétentions et les défenses des parties ;
 - (2) La possibilité d'arriver à un règlement à l'amiable ;
 - (3) Les déclarations initiales requises dans la sous-section (f) ci-dessus ; et
 - (4) Un plan d'enquête, tel que requis par la Règle Fédérale de Procédure Civile 26(f). S'il n'y a pas de dispositions contraires données par la Cour, les parties peuvent annoncer oralement leur plan d'enquête lors de la conférence préparatoire ou de mise en état ; elles ne sont pas tenues de déposer un rapport écrit.
- (h) **La conférence préparatoire ou de mise en état.** La Cour organisera une conférence préparatoire ou de mise en état à tout moment après le dépôt d'une contestation d'une demande mais, en tout cas, dans un délai approximatif de 90 jours après le dépôt de la plainte. Les parties n'ont pas le droit de présenter des témoignages ou des preuves documentaires lors de la conférence de mise en état. La Cour, en tout cas, peut considérer importants des faits non-disputés, des affidavits offerts sans objection par les parties opposées, des éléments relatifs à la connaissance d'office et des admissions effectuées pendant la conférence de mise en état par les parties, directement ou par l'intermédiaire des avocats respectifs.
- (i) **L'enquête.**
- (1) **Dispositions générales.** Les parties doivent connaître les Règles Fédérales sur l'enquête, y compris les Lois Locales 7026-1, 7030-1 et 7037-1.
 - (2) **Début de l'enquête.** S'il n'y a pas d'exemption établie par la Cour, l'enquête ne peut commencer qu'après avoir obtenu une conclusion suite à la Rencontre des Parties.
 - (3) **Délai de l'enquête.** Les parties sont tenues d'effectuer l'enquête dans un délai maximal de sept jours avant la date du procès ; par contre, les parties peuvent prendre des dépositions programmées avant jusqu'à la date du procès.
 - (4) **Disputes sur l'enquête.** S'il y a une dispute sur l'enquête, les parties doivent essayer d'abord de résoudre le litige de bonne foi, tel que requis par la Règle Fédérale de Procédure de Faillite 7037(a)(1). Si les parties ne sont pas capables de résoudre la dispute, toute partie peut demander à la Cour une conférence par téléphone, de manière que la Cour rende une décision informelle et préliminaire sur la dispute qui porte sur l'enquête, sans porter atteinte au droit de toute partie de déposer une requête formelle.
- (j) **Les requêtes.**
- (1) **Les requêtes doivent être déposées en utilisant les procédures d'avis contraire de la Cour.** Toutes les requêtes, à l'exception des types de requêtes mentionnés ci-dessous, doivent être déposées et remises en utilisant les procédures d'avis contraire de la Règle Locale 2002-4 :
 - (i) Les requêtes stipulées, communes ou de consentement ;
 - (ii) Les requêtes pour prolongement des délais ;
 - (iii) Les requêtes de continuation ;
 - (iv) Les requêtes portant sur les situations d'urgence ou sur une exemption immédiate ;
 - (v) Les requêtes en vue de l'enregistrement de la défaillance et du jugement par défaut ; et
 - (vi) Les requêtes en vue du retrait de la référence, en conformité avec la Règle Locale 5011-1.

Les instructions sur l'avis contraire doivent prévoir une période de réponse de 14 jours, à l'exception des requêtes de jugement sommaire, dans le cas desquelles le temps de réponse sera de 21 jours, s'il n'y a pas de stipulation contraire donnée par la Cour. L'auteur de la requête peut déposer une réponse, s'il pense nécessaire, dans un délai maximal de sept jours après le dépôt de la réponse.

- (2) **Le format.** Toutes les requêtes, réponses et répliques doivent respecter le Guide Stylistique de la Cour, qui se trouve sur le site Internet de la Cour, www.flmb.uscourts.gov. Les documents doivent être rédigés à interligne double et, le cas échéant, doivent inclure un memorandum juridique qui doit comprendre l'argument et la mention des autorités. S'il n'y a pas d'exemption donnée par la Cour, les mentions et les mémorandums d'appui ne doivent pas dépasser dix pages.
- (3) **Requêtes d'urgence.** La Cour prendra en compte les requêtes d'urgence à tout moment, à son entière discrétion. Les requêtes d'urgence doivent respecter la Règle Locale 9004-2(e) et doivent être déposées en utilisant le lien Dépôts d'urgence/Questions urgentes/Requêtes d'urgence qui se trouve sur le site Internet de la Cour, www.flmb.uscourts.gov.
- (4) **Requêtes déposées afin d'établir si l'affaire est centrale.** Une partie qui conteste l'enregistrement des décisions ou les jugements finaux donnés par la Cour des faillites sur tout problème qui fait référence à la procédure contradictoire doit déposer une requête, en respectant la date établie pour déposer une réponse à la plainte, par laquelle elle doit demander que la Cour établisse si la procédure est une procédure centrale ou si elle se soumet à l'enregistrement des décisions ou des jugements finaux par cette Cour. On considérera qu'une partie qui ne dépose pas une requête dans le délai établi pour le dépôt d'une réponse à la plainte a exprimé son accord avec l'enregistrement par la Cour des faillites des décisions et des jugements finaux de la procédure, qui peuvent être contestées seulement par appel, en conformité avec 28, Code des États-Unis § 158.
- (5) **Requêtes pour jugement sommaire.** Les requêtes pour jugements sommaires doivent être déposées dans un délai maximal de 60 jours avant le procès. La Cour peut établir une audience sur la requête pour jugement sommaire, mais cela n'est pas obligatoire. S'il n'y a pas de disposition de la part de la Cour, le procès aura lieu le jour établi, même s'il y a une requête pour jugement sommaire en cours.
- (k) **Déclarations concernant les témoins et emploi des dépositions avant le procès.** La Règle Fédérale de Procédure Civile 26(a)(3) (à l'exception des dispositions qui portent sur les limites) régira les déclarations concernant les témoins et l'emploi des dépositions avant le procès. Les parties doivent déposer et échanger des noms, des numéros de téléphone et des adresses des témoins, tout comme tout autre élément des dépositions dans un délai maximal de 28 jours avant le procès. Les objections concernant l'emploi des dépositions devront être déposées dans un délai de 14 jours après les déclarations. Les parties peuvent se référer à toute stipulation factuelle ou concernant les preuves avant le procès.
- (l) **Les preuves.**
- (1) **Les preuves qui seront déposées et échangées par l'intermédiaire du CM/ECF.** Les parties doivent préparer les preuves en conformité avec la Règle Locale 9070-1 et l'Ordre Administratif FLMB-2015-6 qui porte sur les Preuves Stockées sur support électronique et doivent échanger des preuves dans un délai maximal de sept jours avant la date établie pour le procès. Sauf objection écrite concernant l'admissibilité d'une preuve, déposée avant la clôture de l'affaire, le lendemain du procès, toute objection d'admissibilité (autre que celles prévues par la Règle Fédérale sur les Preuves 402 et 403) sera considérée annulée.
- (2) **Auto-authentication des enregistrements de l'activité menée régulièrement.** Une partie qui a l'intention de faire recours aux procédures d'auto-authentication prévues par la Règle Fédérale sur les Preuves 902(11) ou (12) afin de présenter comme éléments de preuve des enregistrements concernant les activités menées régulièrement, en conformité avec la Règle Fédérale sur les Preuves 803(6), doit, dans

un délai maximal de 28 jours avant le procès, déposer auprès de la Cour et remettre aux autres parties la déclaration écrite requise par la Règle Fédérale sur les Preuves 902(11) ou (12) et une copie des tous les enregistrements qui sont présentés en vue de l'admission.

- (m) **Témoignages des experts.** Sauf si la Cour décide autrement, une partie qui veut offrir des témoignages des experts pendant le procès doit respecter les exigences de la Règle Fédérale de la Procédure Civile 26(a)(2).
- (n) **Stipulations.** Toutes les stipulations des parties doivent être préparées par écrit et doivent être signées et déposées immédiatement auprès de la Cour.
- (o) **Supplémentation des déclarations.** Les parties sont tenues de compléter ou de corriger leurs Déclarations initiales et leurs Déclarations formulées avant le procès, en conformité avec la Règle Fédérale de la Procédure Civile 26(e).
- (p) **Sanctions.** Si les exigences de cette règle ne sont pas respectées, cela peut mener à des sanctions, qui peuvent comprendre l'annulation de la plainte d'une partie ou le refus du droit de présenter des preuves ou des témoignages des témoins.
- (q) **Règlements à l'amiable.** En conformité avec la Loi Locale 9019-1, les parties sont tenues de notifier immédiatement la Cour concernant tout règlement à l'amiable et de déposer et de transmettre promptement une requête pour demander l'approbation du compromis dans l'affaire principale du débiteur et pas dans la procédure contradictoire. Si la plainte fait valoir seulement des prétentions formulées en conformité avec 11 du Code des États-Unis § 523, une requête d'approbation du compromis n'est pas nécessaire. En tout cas, le cas échéant, les parties peuvent demander l'approbation du règlement à l'amiable en déposant une requête dans la procédure contradictoire.

Notations du Comité Consultatif

2016

Cette nouvelle règle comprend les dispositions de l'Ordre Administratif archivé FLMB-2014-1, « Ordre Administratif prescrivant les Procédures pour la Procédure Contradictoire ». En plus, la section (f)(4) concernant les déclarations formulées avant le procès est conforme maintenant à la Règle Fédérale de Procédure Civile 26(f). La règle apporte également des clarifications sur l'exigence selon laquelle la requête dans la procédure contradictoire doit être déposée et transmise en utilisant les procédures de l'avis contraire prévues par la Loi Locale 2002-4. Cette règle entre en vigueur le 1^{er} juillet 2016.

CERTIFICAT DE SIGNIFICATION

Je soussigné,, certifie que j'ai l'âge légal, que j'ai eu l'âge légal pendant la signification et que je ne suis pas une partie de l'affaire qui fait l'objet de la signification. De même, je certifie avoir transmis la présente convocation, une copie de la plainte et une copie de la Règle Locale 7001-1 le (date), par :

Le service postal : courrier régulier, courrier rapide des États-Unis, courrier prépayé entièrement, adressé à :

Signification personnelle : Après le procès, au défendeur ou à un fonctionnaire ou représentant du défendeur, à :

Signification à la résidence : En laissant la copie du procès à la personne adulte ci-dessous, à :

Le service de poste recommandée ou une Institution de dépôt assuré : En envoyant le procès par poste certifiée adressé au fonctionnaire ou au représentant ci-dessous, à :

Par publication : Le défendeur a reçu la copie comme suit : [Veuillez décrire brièvement]

La loi de l'État : Le défendeur a reçu le document en conformité avec les lois de l'État de (nom de l'État).

Sous peine de parjure, je déclare que les faits exposés ci-dessus sont vrais et exacts.

Date

.....

Signature

.....

Nom imprimé		
Adresse commerciale		
Ville	État	Code zip

**TRIBUNAL DES FAILLITES DES ÉTATS-UNIS
DISTRICT MERIDIONAL DE FLORIDE
DIVISION DE JACKSONVILLE**

In re :
RMS TITANIC, INC., *et al.*¹
Débiteurs

Affaire no. 3 : 16-bk-02230-PMG
Chapitre 11 (Administré conjointement)

Procédure contradictoire no. :

RMS TITANIC, INC.
Demandeur

v.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ALIAS
LA RÉPUBLIQUE DE FRANCE
Défendeur

PLAINTÉ CONTRADICTOIRE

Le demandeur, RMS Titanic, Inc. (« le Demandeur »), par et par l'intermédiaire de ses avocats soussignés, allègue et porte plainte par la présente contre le Défendeur, la République Française, alias la République de France (« la France » ou « le Défendeur »), comme suit :

NATURE DE L'ACTION

1. Le présent document représente une procédure contradictoire introduite en conformité avec les Règles 7001(2) et (9) des Règles Fédérales sur la Procédure de Faillite (« les Règles sur la faillite ») et avec les Sections 105 et 363 du Titre 11 du Code des États-Unis, §§ 101 *et suiv.* (« le Code de la faillite »), ayant comme but de demander : (i) un jugement déclaratoire, en conformité avec la Règle sur la faillite 7001(9), conformément auquel la France n'a pas d'intérêt dans les Artefacts français (tel que défini ci-dessous) ; ou (ii) alternativement, une décision, en conformité avec la Règle sur la faillite 7001(2) sur la validité, la priorité ou l'étendue de tout intérêt de la France dans les Artefacts français (tel que défini ci-dessous).

JURIDICTION ET COMPÉTENCE

2. La présence Cour est compétente en la matière, en conformité avec 28 Code des États-Unis §§ 157 et 1334(b).
3. La présente procédure contradictoire est une procédure centrale, en conformité avec 28, Code des États-Unis § 157(b)(2).

¹ Les Débiteurs mentionnés dans les affaires du Chapitre 11, accompagnés par les quatre derniers chiffres de leurs numéros d'identification fédérale aux fins de l'impôt, sont : RMS Titanic, Inc. (3162) ; Premier Exhibitions, Inc. (4922) ; Premier Exhibitions Management, LLC (3101) ; Arts and Exhibitions International, LLC (3101) ; Premier Exhibitions International, LLC (5075) ; Premier Exhibitions NYC, Inc. (9246) ; Premier Merchandising, LLC (3867) ; et Dinosaur Unearthed Corp. (7309). L'adresse de service des Débiteurs est : 3045, Kingston Court, Appartement I, Peachtree Corners, Georgia, 30071.

4. Le lieu de jugement de cette affaire et de la présente procédure contradictoire dans le présent District est conforme, en conformité avec 28, Code des États-Unis §§ 1408 et 1409.

LES PARTIES

5. Le Demandeur est un débiteur et un débiteur-non-dessaisi dans l'affaire susvisée dans le Chapitre 11.
6. Le Défendeur est un État souverain, ayant l'adresse de service ci-dessous :

Chambre Nationale des Huissiers de Justice
Service des Actes Internationaux
447, rue Douai
750009, Paris, France

INFORMATIONS PRÉLIMINAIRES

7. Le 14 juin 2016 (« la Date de la requête »), chaque Débiteur a déposé une requête volontaire auprès de la présente Cour pour demander une réparation, en conformité avec le chapitre 11 du Code des États-Unis, 11 Code des États-Unis §§ 101 *et suiv.* (avec les amendements ultérieurs, « Le Code de la Faillite »). Les informations préliminaires factuelles concernant les Débiteurs, y compris l'opération commerciale, le capital et la structure des dettes, et les événements qui ont déterminé le dépôt de cette affaire de faillite sont présentés en détail dans le Résumé de l'affaire.
8. Les Débiteurs continuent à gérer et à conduire leurs affaires en tant que débiteur non dessaisi, en conformité avec le Code de la faillite, sections 1107 et 1108.
9. Aucun administrateur ou examinateur n'a été désigné dans l'affaire mentionnée dans le chapitre 11 ; aucune commission n'a pas encore été nommée.

RÉPARATIONS DEMANDÉES

10. Par l'intermédiaire de la présente procédure contradictoire, le Demandeur sollicite l'enregistrement d'une décision judiciaire qui comprenne et qui soutienne : (i) un jugement déclaratoire, en conformité avec la Règle sur la faillite 7001(9), conformément auquel la France n'a aucun intérêt dans les Artefacts français (tel que le terme est défini ci-dessous) ; ou (ii) alternativement, une décision, en conformité avec la Règle sur la faillite 7001(2) sur la validité, la priorité ou l'étendue de tout intérêt dans les Artefacts français (tel que le terme est défini ci-dessous).

LES ARTEFACTS DE TITANIC

I. Les Artefacts français

11. La société en commandite Titanic Ventures (« TVLP »), un prédécesseur de l'intérêt du Demandeur (appelés collectivement « RMST »), avec l'assistance de l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer, l'institut océanographique du Gouvernement Français (« IFREMER »), ont mené une expédition à l'épave de RMS TITANIC en 1987. À l'occasion des 32 plongées effectuées pendant l'expédition, TVLP a récupéré un nombre approximatif de 2.100 artefacts du lieu de l'épave du navire Titanic (« les Artefacts français » ou « la Collection

- française »). TVLP a transporté les Artefacts français en France, en vue de la conservation et de la restauration.
12. IFREMER est une agence du gouvernement français, qui se trouve sous le contrôle du Ministère Français de l'Éducation Nationale et du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et des Affaires Maritimes.
 13. IFREMER et TVLP ont conclu un contrat d'affrètement qui régit leurs tâches, obligations, droits et bénéfices associés avec l'expédition (« le Contrat d'affrètement »).
 14. Une copie conforme du Contrat d'affrètement est jointe aux présentes en tant qu'Annexe A.
 15. Le 20 octobre 1993, un Administrateur du Bureau Français des Affaires Maritimes (Ministère de l'Équipement, du Transport et du Tourisme), en conformité avec le procès-verbal, a accordé à la Société le droit aux Artefacts français (« le Procès-verbal »).
 16. Une copie conforme du Procès-verbal est jointe aux présentes en tant qu'Annexe B.
 17. Le 22 septembre 1993, TVLP a écrit une lettre adressée à la France pour préciser les prétentions de la société concernant les Artefacts français (« la Lettre du 22 septembre 1993 »).
 18. Une copie conforme de la Lettre du 22 septembre 1993 et attachée aux présentes en tant qu'Annexe C.
 19. La décision de l'Administrateur « mentionnait dûment » des garanties formulées par TVLP, conformément auxquelles il « a convenu d'utiliser ces objets en conformité avec le respect dû à la mémoire de leurs propriétaires initiaux et de ne pas dérouler des transactions commerciales concernant de tels objets, de ne vendre aucun objet et de ne pas effectuer de transactions qui mèneraient à leur dispersion, si cela n'est pas effectué en vue d'une exposition. » Voir l'Annexe C. Ces garanties ont été mentionnées dans le Procès-verbal, mais le Procès-verbal a été inconditionnel.
 20. En tant qu'Annexe D, vous trouverez ci-joint une « Note » prétendument issue par l'Ambassade Française, datant du 8 juillet 2016.

II. Les Artefacts américains

21. En 1993, RMST a mené une recherche supplémentaire et une expédition de récupération à l'épave du navire Titanic et, le 26 août 1993 a été démarré une action *in rem* à la Cour de District des États-Unis pour le District de l'Est de Virginie (« la Cour EDVA ») portant sur les artefacts récupérés à l'occasion de l'expédition de 1993 et de l'épave même. Id.
22. Quelques mois plus tard, la Cour EDVA a prononcé une Décision qui assumait une compétence *in rem* sur les artefacts récupérés par RMST en 1993, tout comme sur l'épave même, et a déclaré que RMST est le sauveteur-non-dessaisi de l'épave et du lieu de l'épave. Id. RMST est resté le sauveteur-non-dessaisi de l'épave du Titanic jusqu'aujourd'hui.
23. RMST a mené des opérations ultérieures de sauvetage au lieu de l'épave du Titanic en 1994, 1996, 1998, 2000 et 2004 et a récupéré plus de 3.000 artefacts supplémentaires (les artefacts récupérés en 1993, 1994, 1996, 1998, 2000 et 2004 seront nommés ci-après « les Artefacts américains » ou « la Collection américaine »). RMST a mené une expédition de recherche supplémentaire à l'épave en 2010, mais il n'a récupéré aucun artefact.
24. La Cour EDVA a une compétence *in rem* sur les Artefacts américains ; elle n'a pas de compétence sur les Artefacts français.

III. L'attribution du titre concernant les Artefacts français a été inconditionnelle

25. En conformité avec la loi française, le Procès-verbal constitue une décision administrative légalement applicable par laquelle le titre légal sur les Artefacts français a été transféré à RMST.
26. Le transfert du titre à RMST a été inconditionnel.

27. Le titre visant les Artefacts français est libre de tout privilège ou charge ; aucune partie, à l'exception de RMST, n'a aucun intérêt légal en ce qui concerne ces artefacts.
28. La France n'a jamais eu d'intérêts bénéficiaires visant les Artefacts français.

CHEF D'ACCUSATION I
JUGEMENT DÉCLARATOIRE

29. Le Demandeur ré-allègue et introduit les paragraphes 1-28 de la présente Plainte, tel que précisé dans ce Chef d'accusation I.
30. Le Demandeur introduit le présent motif à l'encontre du Défendeur, demandant une déclaration selon laquelle la France et toutes les agences du Gouvernement Français n'ont aucun intérêt dans les Artefacts français.
31. Il y a une dispute substantielle et permanente entre le Demandeur et le Défendeur concernant la validité du titre visant les Artefacts français ; une déclaration des droits est nécessaire et adéquate, pour établir le fait que la France n'a aucun intérêt dans les Artefacts français. Voir l'Annexe D.

DEMANDE DE RÉPARATION

PAR CONSÉQUENT, le Demandeur requiert un jugement à l'encontre du Défendeur, comme suit :

- (a) Un jugement déclaratoire, en conformité avec la Règle sur la faillite 7001(9), conformément auquel la France et toutes les agences du Gouvernement Français n'ont aucun intérêt dans les Artefacts français ; ou
- (b) Alternativement, une décision, en conformité avec la Règle sur la faillite 7001(2), sur la validité, la priorité ou l'étendue de tout intérêt de la France visant les Artefacts français ; et
- (c) L'octroi au Demandeur de toutes les autres réparations légales et équitables que la Cour juge juste et appropriées.

NELSON MULLINS RILEY
& SCARBOROUGH LLP

Par /s/ Daniel F. Blanks
Daniel F. Blanks (No. Barreau de Floride 88957)
Lee D. Wedekind, III (No. Barreau de Floride 670588)
50 N. Laura Street, Appartement 4100
Jacksonville, Floride 32202
(904) 665-3656 (direct)
(904) 665-3699 (fax)
daniel.blanks@nelsonmullins.com
lee.wedekind@nelsonmullins.com

Avocat du Demandeur, RMS Titanic, Inc.

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 1 de 19

PIÈCE A

[écriture illisible] télécopieur Xerox 7020 ; 8-16-88 ; 1:18 PM ; 2038888724

MER No. 87/1210589 Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 07/06/16 Page 2 de 19 ; # 2

Affaire [écriture illisible] Déposée le 08/17/16 Page 2 de 19 [cachet]

Conseil Britannique des Transports Maritimes,
Londres

1. Place et date PARIS, 24 JUIN 1987	LA CONFÉRENCE MARITIME BALTIQUE ET INTERNATIONALE CHARTRE-PARTIE À TEMPS UNIFORME POUR LES NAVIRES DE SERVICE OFFSHORE NOM DE CODE: «TEMPS D'APPROVISIONNEMENT» PARTIE 1
2. Armateurs / Affréteur-transporteur / Place d'affaires IFREMER, ci-après dénommés les ARMATEURS ou IFREMER 66, avenue d'IENA 75116- PARIS	3. Affréteur / Place d'affaires OCEANIC RESEARCH AND EXPLORATION LTD 28 IRISH TOWN GIBRALTAR
3. Nome du Navire NADIR SURFACE VESSEL ensemble avec - NAUTILE SUBMERSIBLE (-6000m) -ROBIN (ROV) NAVIS (système de positionnement)	5. Date de livraison (Cl. 2(A)) 8 juillet 1987 6. Date d'annulation (Cl. 2(A)) N'EST PAS APPLICABLE
7. Port ou lieu de livraison (Cl. 2(A)) TOULON LA SEYNE (FRANCE)	8. Port ou lieu de restitution (Cl. [écriture illisible] (A)) FORT DE FRANCE (MARTINIQUE)
9. Période de loyer 54 jours	10. Prolongation de la période de loyer (optionnel) (Cl. 1(B)) 17 jours avec préavis écrit donné à IFREMER avant le 10 août 1987
11. Limites de négociation (Cl. 3(A)) OCÉAN ATLANTIQUE NORD ET LA MER MÉDITERRANÉENNE OUEST	
12. Emploi des Navires limité à (indiquer la nature des services) (Cl. 3(A)) SUBMERSION SUR HMS TITANIC AFIN DE PROMOUVOIR L'ENQUÊTE DE L'ÉPAVE ET DE RÉCUPÉRER LES OBJETS DU TITANIC	
13. Loyer (Cl. 7(A)) VOIR ARTICLE 24	14. Paiement du loyer (indiquer monnaie, mode et lieu de paiement: [écriture illisible] et compte bancaire) (Cl. 7(A)) Francs Français; Lettre de crédit irrévocable en faveur d'IFREMER Crédit Lyonnais, Agence Ligne ENTREPRISES

Maritimes

Transports

des

internationale

Conférence

et la
Copenhague

Émis en décembre 1975

	75008 - PARIS, 55 CHAMPS ELYSEES ACCOUNT No 2335 A
15. Frais de mobilisation (montant forfaitaire) (Cl. 2(B)) inclus	16. Port ou lieu de livraison (Mobilisation) (Cl. 2(B)) TOULON (LA SEYNE) FRANCE
17. Frais de démobilisation (montant forfaitaire) (Cl. 2(B)) incus	18. Nombre de jours d'avis de restitution n'est pas applicable ; voir encadré 10
19. Résiliation anticipée de l'affrètement (indiquer nombre de mois de loyer à payer) (Cl. ([écriture illisible] (D)) N'EST PAS APPLICABLE	20. Nombre de mois [écriture illisible] de résiliation anticipée (Cl. ([écriture illisible] (D)) N'EST PAS APPLICABLE
21. Repas (indiquer le tarif nominal convenu) (Cl. 9(I)) Gratuit	22. Hébergement de passagers (indiquer le tarif nominal convenu) (Cl. 9(I)) Gratuit
23. Port ou lieu d'amarrage à sec (Cl. 11(O)) SANS IMPORTANCE	24. Guerre (à compléter uniquement si sous clause (C) convenue (Cl. 22) VOIR ARTICLE 13
25. Sous-louer (indiquer montant d'augmentation du loyer de Charte) (Cl. 20(B)) VOIR ARTICLE 12	26. Lieu de l'arbitrage (seulement à remplir si autre lieu que Londres convenue) (Cl. 27) LONDON
27. Nombre de clauses supplémentaires dispositions spéciales souveraines, si convenu 1 à 24	
Il est mutuellement convenu que le présent Contrat sera exécuté sous réserve des conditions énoncées dans la Charte qui comprend la Partie I, y compris des clauses supplémentaires si convenu et déclaré dans l'encadré 27 et la partie II ainsi que l'annexe A et l'annexe B annexé à la présente Charte. En cas de conflit de conditions, les dispositions de la Partie I prévaudront sur celles de la Partie II et de l'Annexe A et de l'Annexe B et toutes autres.	
[écriture illisible] document incorporé par renvoi dans le présent document les dispositions de la Partie I prévaudront sur celles de l'Annexe B	[écriture illisible] En cas de conflit de conditions, les dispositions de la Partie II et de l'Annexe A et

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 07/06/16 Page 3 de 19

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 3 de 19

PARTIE II

«TEMPS D'APPROVISIONNEMENT» Charte-Partie à temps uniforme pour Les Navires de Service Offshore

1. Période

- (A) Les Armateurs (écriture illisible) et les Affréteurs louent le Navire décrit à l'Annexe A pour la période indiquée dans l'encadré 9 à partir du moment où le Navire est livré aux Affréteurs.
- (B) Les Affréteurs ont (écriture illisible) sous réserve de Clause 7 (D) d'étendre la Charte en continuation directe pour la période indiquée dans l'encadré 10, mais une telle option doit être décidée 20 jours avant l'expiration de la période d'affrètement.

2. Livraison

- (A) Sous réserve de la sous clause (écriture illisible) de la présente Clause et de la Clause 21 de ceci, le Navire sera délivré par les Armateurs et accepté par les Affréteurs entre la date indiquée dans l'encadré et la date indiquée dans l'encadré (écriture illisible) (ci-après dénommée date d'annulation dans le port ou le lieu indiqués dans l'encadré (écriture illisible) dans une telle (écriture illisible) où le Navire peut (écriture illisible) que les Affréteurs peuvent diriger. Les Armateurs ne sont pas responsables des retards de livraison résultant de grèves, de lock-out ou (écriture illisible) ou de contrainte de travail, partielle ou générale.

Mobilisation

- (B) i) Les Affréteurs paient une somme forfaitaire au montant indiqué dans l'encadré (écriture illisible) sans escompte par voie de frais de mobilisation en contrepartie des Armateurs qui délivre au port ou au lieu indiqué dans l'Encadré (écriture illisible). La Charte doit être payée à 50% au début du voyage jusqu'au port de livraison, qui doit être non retournable soit le Navire perdu ou non perdu et le solde à l'arrivée au port de livraison.

- (ii) Si les Armateurs acceptent la charge de chargement et de transport du Navire et entreprennent tout autre service pour les Affréteurs sur le trajet jusqu'au port de livraison du port de remise, les conditions

et indemnités de cette Charte-partie s'appliquent à ce chargement, transport et / ou autre service exactement comme s'ils avaient été exécutés pendant la période de validité de la Charte, sauf que tout fret forfaitaire convenu à cet égard sera payable à l'expédition ou au commencement du service, selon le cas; soit le Navire ou les marchandises perdus ou non perdus.

Annulation

(C) À tout moment, au plus tard sept jours avant la date d'annulation indiquée dans l'Encadré 5, les Armateurs peuvent aviser par écrit les Affréteurs qu'ils ne pourront pas livrer le Navire avant la date d'annulation mais livreront le Navire par la date qui peut être (écriture illisible). Les Affréteurs peuvent, dans les quarante-huit heures suivant la réception de cet avis, aviser par écrit les Armateurs d'annuler la Charte-partie, auquel cas la présente Charte-partie prendra fin à la condition que l'autre partie soit responsable envers l'autre pour les pertes encourues en raison de la non-livraison du Navire ou l'annulation de la Partie Charte.

Si les Affréteurs ne donnent pas un tel préavis que la (écriture illisible) l'avis du Propriétaire est substitué à la date d'annulation pour tous les buts de la Charte-partie.

3. Emploi

A) Le Navire (écriture illisible) doit être employé dans des activités légales offshore restreintes à la (écriture illisible) établi dans l'Encadré 12 et dans voyages entre (écriture illisible) ou lieu et tout endroit ou en mer (écriture illisible) ou le Navire peut (écriture illisible) dans les limites de négociation indiquées dans l'Encadré (écriture illisible) qui ne peut en aucun cas être dépassée sans accord préalable et adaptation de la Charte et (écriture illisible) à convenir et établi dans l'Encadré 27. Si (écriture illisible) les Affréteurs ne garantissent pas la sécurité d'un tel endroit (écriture illisible) mais agissent avec prudence (écriture illisible) au Navire comme si le Navire était leur propre propriété et compte tenu de ses capacités et de la nature de l'emploi. Les Affréteurs seront responsables de toute perte ou dommage subi par le Navire en raison de la condition de (écriture illisible) ou de l'unité en mer (offshore).

4. Les Armateurs à fournir

(A) Les Armateurs doivent fournir et payer pour tous (écriture illisible) cette partie de la Charte sont expressément payables par les Affréteurs et les frais d'entretien de la coque et de la machinerie du Navire pendant son emploi.

Entretien du Navire

B) Les Armateurs (écriture illisible) qui, pendant toute la durée de la présente Charte, auront (écriture illisible) des mesures raisonnables pour maintenir le Navire (écriture illisible) la coque et la machinerie ou pour rétablir le Navire comme nécessaire à cette fin conformément aux dispositions de Clause (écriture illisible).

5. Les Affréteurs à fournir

Les Affréteurs fournissent et paient tous les carburants et lubrifiants et (écriture illisible) de celui-ci y compris les machines auxiliaires et le combustible de cuisine (écriture illisible) (qu'ils soient obligatoires ou (écriture illisible) en relation avec l'entreprise des Armateurs. (écriture illisible) taxes consulaires ces (écriture illisible) au Capitaine, aux Officiers et à l'Equipage) (écriture illisible) agences et commissions encouru par l'Entreprise des Affréteurs frais pour la sécurité des gardiens, frais (écriture illisible) et l'extermination de la vermine (écriture illisible).

Les unités offshore ou nécessités par les exigences sociales ou les autorités portuaires et toutes les cordes, élingues et coureurs spéciaux (y compris les tuyaux d'évacuation des cargaisons en vrac) effectivement utilisés pour le chargement ou le déchargement. Les Affréteurs doivent également fournir et payer (écriture illisible) les droits d'importation, y compris les coûts liés à l'établissement des frais d'expédition temporaires ou permanents (écriture illisible), frais de dédouanement tant pour le Navire que pour l'équipement aussi spécial (écriture illisible) aux plates-formes offshore, câbles (écriture illisible) lignes de ressorts, élingues etc. (écriture illisible) travaux offshore tous les tuyaux de déchargement alimentant les plates-formes (écriture illisible) raccords et adaptateurs de tuyaux, bouteilles d'oxygène / acétylène de recharge, (écriture illisible) électrodes d'alimentation utilisées pour les travaux offshore.

6. Soutes

Sauf accord contraire, le Navire sera livré avec des soutes et des lubrifiants à bord et livré avec au moins des soutes suffisantes pour atteindre la prochaine étape d'avitaillement sur la route du prochain port d'escale des Navires. Les Affréteurs au moment de la livraison et les Armateurs au moment de la remise prendront la relève et paieront les soutes et les lubrifiants à bord au moment de l'installation du contrat en cours (écriture illisible) au moment de la livraison et de la remise.

7. Loyer

(A) Les Affréteurs paieront comme Loyer du Navire au taux indiqué dans l'Encadré 13 par jour ou une partie de celui-ci à partir du moment où le Navire sera livré aux Affréteurs jusqu'à l'expiration ou la résiliation anticipée de la Charte- partie, ce loyer étant basée sur une complémentaire, du Capitaine, des Officiers et de l'Équipage aux taux en vigueur à payer. Paiement du loyer sera fait en espèces de la manière prescrite dans l'encadré (écriture illisible) sans escompte, tous les 30 jours, à l'avance. Le (écriture illisible) paiement à effectuer le jour de la livraison du Navire aux Affréteurs (écriture illisible), de paiement les Armateurs auront le droit de mettre fin à la présente Charte et de retirer le Navire du service des Affréteurs sans être obligés de noter aucune protestation ou faire une demande à aucun tribunal et sans autre formalité que ce soit et sans préjudice de toute réclamation que les Armateurs pourraient avoir sur les Affréteurs en vertu de la Charte. Si le Navire est perdu ou absent, le loyer cessera à compter de la date où elle a été perdue. Si la date de la perte ne peut être établie, le loyer sera payé à compter de la date de la dernière déclaration du Navire jusqu'à la date calculée d'arrivée du Navire à sa destination. Toute loyer payée à l'avance sera ajustée en conséquence.

(B) Les Armateurs ont le droit d'ajouter 1 (écriture illisible) par mois d'intérêt si le loyer de la Charte n'est pas reçu 15 jours suivant la date de paiement prévu au Clause 7 (A).

Augmentation des coûts des Armateurs

(C) En cas de hausse des taux de l'un des Grands Officiers et de l'Équipage (selon les taux de rémunération officiellement négociés) prenant effet après la date de la Charte, le taux de Loyer sera augmenté selon la formule (écriture illisible) $(1 + \text{écriture illisible} \times P (100))$ (où (écriture illisible) taux de loyer après augmentation) avec (écriture illisible) taux de loyer en vigueur au moment de l'augmentation

de salaire (où P (écriture illisible) augmentation en pourcentage du coût des taux de rémunération, y compris à cet effet les heures supplémentaires, les primes, les gratifications, les congés, les cotisations sociales et les impôts et tous les paiements semblables).

(D) Si l'option prévue à la 'Sous-Cause 1 (écriture illisible) est exercée, le loyer doit être négociée entre les Armateurs et les Affréteurs sur la base des (écriture illisible) mentionnés dans l'Encadré 13, mais les changements dans les dépenses des Armateurs, y compris, mais sans s'y limiter, les salaires et les frais de fonctionnement à prendre en considération.

8. Remise

(A) Le Navire sera remis à l'expiration (écriture illisible) résiliation de la présente Charte-partie, en sans cargaison et dans (illisible) en bon ordre comme los de la livraison aux Affréteurs (écriture illisible) au port ou au lieu indiqué dans l'Encadré 8 ou si aucun lieu nommé à (écriture illisible) un endroit libre convenu entre les Armateurs et les Affréteurs et à défaut d'accord au lieu de livraison.

Démobilisation

B) Les Affréteurs paieront une somme forfaitaire correspondant au montant indiquée dans l'Encadré 17, à titre de démobilisation, dont le montant sera (écriture illisible) à l'expiration ou à la résiliation anticipée de la Charte et ne sera pas remboursable soit le Navire perdu ou pas perdu.

(C) Les Affréteurs doivent (par (écriture illisible) aviser par écrit leur intention de remettre le Navire conformément à l'Encadré 18.

Résiliation anticipée de la Charte

(D) Dans le cas où les Affréteurs abandonneraient toutes les opérations dans les limites de négociation spécifiées dans l'Encadré (écriture illisible) et à tout moment avant l'expiration de la présente Charte, ils pourraient résilier cette Charte en donnant moins de le nombre de mois préavis par écrit, comme indiqué dans l'Encadré 20, aux Armateurs de leur intention de résilier et écriture illisible) aux Armateurs à cette résiliation une somme égale au nombre de mois de loyer indiqué dans l'Encadré 19.

Stationnement du Navire

(E) Les Affréteurs auront l'option de stationner le Navire à la totalité ou à une partie de la période de la Charte, auquel cas l'ordonnance de loyer (écriture illisible) ordure continuera d'être payée, mais si la période de cette (écriture illisible) excède 30 jours ils seront (écriture illisible) contre une telle loyer (écriture illisible) que les Armateurs auront épargnée en raison de la réduction des dépenses et (écriture illisible) à la suite de la stationnement du Navire (écriture illisible) étant donné que cette période de stationnement (écriture illisible) dépasse 30 jours.

9. (écriture illisible)

Toute la portée, la charge et les ponts du Navire seront à la disposition des Affréteurs recevant un espace adéquat et suffisant pour l'équipement du Capitaine, des Officiers et de l'Equipage du Navire, (écriture illisible) le mobilier, les provisions et les réserves. Les Affréteurs sont autorisés à transporter (écriture illisible) dans la mesure où des espaces sont disponibles et aux fins et dans le cadre des opérations et (écriture illisible).

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 07/06/16 Page 4 de 19

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 4 de 19

PARTIE II

«TEMPS D'APPROVISIONNEMENT» Charte-Partie à temps uniforme pour Les Navires de Service Offshore

- (i) cargaison légale, qu'il soit porté sur ou sous le pont;
- (ii) explosifs et marchandises dangereuses, à condition qu'ils soient emballés et entreposés conformément à la réglementation nationale du Navire et / ou au Code des marchandises dangereuses IMCO et / ou à d'autres règlements pertinents. Les Affréteurs acceptent la responsabilité de toute dépense supplémentaire (y compris (écriture illisible) frais) encourus par les Armateurs relativement au transport de cette cargaison.

10 Capitaine et Equipage

(A) Le Capitaine doit s'acquitter promptement de ses fonctions et le Navire doit rendre tous les services raisonnables, dans les limites de ses capacités, jour et nuit, aux heures ou aux horaires que les Affréteurs peuvent raisonnablement exiger sans obligation des Affréteurs de payer les Armateurs ou le Capitaine, les Officiers ou l'Equipage du Navire tout paiement en trop ou en heures supplémentaires. Le Capitaine est placé sous les ordres des Affréteurs en ce qui concerne les agences d'emploi et autres arrangements et les Affréteurs doivent indemniser les Armateurs contre toutes les conséquences ou responsabilités découlant du respect de ces ordres. Les Affréteurs doivent (écriture illisible) le Capitaine avec toutes les instructions et les instructions de navigation, et le Capitaine et l'Ingénieur doivent tenir des registres complets et corrects accessibles aux Affréteurs ou à leurs agents. Le Capitaine doit signer des documents de cargaison sous la forme (écriture illisible), cependant ne pas être Factures (écriture illisible) mais des (écriture illisible) qui ne sont pas documents négociables et doivent être marqués comme tels. Les Affréteurs doivent indemniser les Armateurs contre toutes les conséquences et (écriture illisible) du Capitaine, des Officiers ou des agents qui signent sous la direction des Affréteurs les documents de cargaison ou autres documents incompatibles avec cette Charte-partie ou toute irrégularité dans les documents fournis par les Affréteurs ou leurs agents.

(B) L'Equipage du Navire, s'il est requis par les Affréteurs, connecte et déconnecte (écriture illisible) eau les tuyaux pneumatiques lorsqu'ils sont placés à bord du Navire au port ainsi qu'aux unités offshore,

exploiteront les machines à bord du Navire pour le chargement et décharger des cargaisons, et écharpe et accroche la cargaison au cours du chargement ou de déchargement aux côtés d'unités en mer. Si la réglementation portuaire des marins et / ou des syndicats ne permet pas à l'Equipage ou au Navire d'effectuer une quelconque de ces opérations, les Affréteurs prendront à leurs frais tout autre arrangement nécessaire sous la direction du Capitaine.

(C) Si les Affréteurs ont des raisons d'être insatisfaits de la conduite du Capitaine ou de tout Autre Ingénieur ou membre de l'Equipage, les Armateurs et le Capitaine sur réception des détails de cette plainte doivent rapidement enquêter sur la question et si, à leur avis, est nécessaire (écriture illisible) faire un changement dans la nomination.

11. Suspension du loyer

(A) Si, à la suite d'une faute de l'Equipage ou du Propriétaire (écriture illisible) de la grève du Capitaine, des Officiers et de l'Equipage (écriture illisible) de machines, de dommages à la coque ou à toute autre (écriture illisible), le Navire est empêché de travailler pendant une période de plus de 48 heures consécutives, le loyer sera payable au titre de la perte de temps excédant 48 heures et toute loyer payée à l'avance sera ajustée en conséquence, toutefois, cette loyer ne cessera pas si le Navire est empêché de travailler comme (écriture illisible) à la suite de:

- (i) le transport de marchandises dangereuses
- (ii) quarantaine ou le risque de mise en quarantaine, à moins causé par le Capitaine, les Officiers ou l'Equipage ayant communication avec le rivage dans une zone infectée non reliée à l'emploi du Navire et sans le consentement ou les instructions des Affréteurs;
- (iii) dérogation à ses obligations en vertu de la Charte ou une exposition à des risques anormaux à la demande des Affréteurs;
- (iv) travaillant aux côtés ou à proximité de toute unité offshore, à condition qu'il n'y ait pas eu grossier (écriture illisible) du devoir de la part du Capitaine, des Officiers ou de l'Equipage du Navire;
- (v) détention suite à l'entrée dans le port ou (écriture illisible) ou (écriture illisible) dans les ports peu profonds ou à (écriture illisible) d'un accident de sa cargaison lorsque les frais résultant de cette (écriture illisible) seront pour le compte des Affréteurs, quelle qu'en soit la cause;
- (vi) tout acte d'omission des Affréteurs, de leurs préposés ou agents;
- (vii) (écriture illisible) des dommages causés par la glace.

Responsabilité pour le Navire ne fonctionnant pas

(C) Le Navire doit être amarré à sec à des intervalles réguliers pour être convenu d'un commun accord et tous les frais (écriture illisible) encourus et le carburant consommé pendant la période d'amarrage à sec pour le compte du Propriétaire. Les Affréteurs doivent mettre le Navire à la disposition du Propriétaire sans cargaison, au port ou à l'endroit désigné à la Encadré 13 ou au port le plus proche approprié à cet effet. Le Navire doit être en mer, à moins que le temps plein permis dans la Clause (écriture illisible) ne soit pas utilisé à partir du moment de l'arrivée au port d'amarrage (écriture illisible) sans cargaison et restera en loyer jusqu'à ce qu'il soit prêt à reprendre le service des Affréteurs à l'endroit où la période de détachement a commencé.

(écriture illisible)

(D) (écriture illisible) de la présente Clause, les Affréteurs accorderont aux Armateurs un maximum de 24 heures de loyer qui (écriture illisible), y compris amarrage à sec (écriture illisible) fonctions des Armateurs en vertu de la Clause (écriture illisible). Toute temps accumulée (écriture illisible) réparation sauvée mais non utilisée doit être payée aux Affréteurs (écriture illisible) et tout solde au moment de la remise (écriture illisible).

13. Pièces exclues

(A) Le Navire ne doit pas être commandé ni lié (écriture illisible) sans l'autorisation écrite des Armateurs: a) tout endroit où la fièvre ou les épidémies sont répandues ou auxquelles le Capitaine, les Officiers et les membres d'Equipage ne sont pas tenus par la loi de suivre le Navire; B) tout endroit glacé ou tout endroit où lumières (écriture illisible), des marques et des bouées sont ou sont susceptibles d'être retirés en raison de la glace à l'arrivée du Navire ou lorsque le Navire risque normalement de ne pas pouvoir en raison de la glace pour atteindre le lieu ou de sortir après avoir terminé ses opérations. Le Navire n'est pas obligé de forcer la glace, ni de suivre le brise-glace. Si, à cause de la glace, le Capitaine juge dangereux de rester dans le lieu de chargement ou de déchargement par crainte que le Navire ne soit gelé et / ou endommagé, il a la liberté de naviguer dans un endroit convenable et d'attendre les nouvelles instructions des Affréteurs.

(B) Si le Navire, avec ou sans l'autorisation du Propriétaire, entre dans le lieu mentionné sous Sous Clause (A) de la présente Clause, les Affréteurs seront responsables et indemniseront les Armateurs de toute perte de la vie et aux blessures personnelles du Capitaine du Propriétaire, de l'Équipage, des préposés et des autres personnes dans le Navire, ce qui entraîne une responsabilité légale de la part des Armateurs, quelle que soit la cause ou la conséquence de l'entrée dans ce lieu.

12. Remorquage. Manipulation d'Ancre

(A) À la livraison, le Navire sera équipé aux frais du Propriétaire des équipements décrits à l'Annexe B. Si, pendant la période de la Charte, ces équipements sont endommagés et inutilisables pendant les opérations, les Affréteurs les remplacent à leurs frais.

(B) Tout remorquage effectué par le Navire pour les Affréteurs sera assujéti aux Conditions de remorquage standard du Royaume-Uni.

15. Responsabilités et exceptions des Armateurs

(A) Les Armateurs sont responsables envers les Affréteurs des pertes ou des dommages subis par les Affréteurs en raison d'un manque de diligence de la part des Armateurs pour rendre le Navire en état de navigabilité et apte à ses fonctions en vertu de la Charte, mais la responsabilité des Armateurs À l'égard de toute non-exécution par le Navire de ses fonctions en vertu de la Charte se limitera à la suspension du loyer. Les Armateurs ne seront pas responsables envers les Affréteurs ou les Entrepreneurs des Affréteurs au titre de:

- (i) toute perte de vie, blessure, perte ou dommage à un passager ou à toute autre personne (à l'exclusion du Capitaine ou d'un Officier ou d'un membre de l'Équipage du Navire) à bord du Navire à la demande ou avec la connaissance ou le consentement de Les Affréteurs ou toute perte ou dommage causé à la cargaison, quelle qu'en soit la cause, même si cette perte de vie, de blessure, de perte ou de dommage est due à tout acte ou omission du Capitaine ou de tout Officier ou membre de l'Équipage du Navire;
- (ii) toute perte ou dommage causé aux unités en mer, directes ou indirectes, y compris, mais non limité à une perte consécutive, ou;

- (iii) tout déversement réel ou potentiel, (écriture illisible) et / ou omission de tout polluant survenu dans le site offshore et toute pollution qui en résulterait, si tel est le cas;
- (iv) toute perte de vie, de blessure, de perte ou de dommage causé à une personne sur ou à proximité d'unités en mer, à moins qu'elle ne soit due uniquement à un acte négligent ou à une omission du Capitaine ou de tout Officier ou membre de l'Équipage du Navire seulement dans le cours des travaux qui seraient normalement effectués par l'Équipage du Navire;
- (v) perte, dommage ou retard résultant de grèves, de lock-out ou d'arrêts ou de contraintes de travail (y compris le Capitaine, les Officiers et l'Équipage), qu'ils soient partiels ou généraux.

Responsabilités des Affréteurs

- (B) Les Affréteurs seront responsables des pertes ou dommages causés au Navire ou aux Armateurs;
- (i) par des marchandises verrouillées contrairement aux dispositions de la Charte ou par un avitaillement abusif ou négligent ou conduisant, arrimant ou déchargeant les marchandises;
 - (ii) par un acte ou une omission inapproprié ou négligent de leur part ou de celui de leurs préposés ou agents;
 - (iii) par un acte ou une omission inapproprié ou négligent de tout membre passager de l'Équipage d'une unité en mer ou d'une autre personne (qui n'est pas le Capitaine ou un Officier ou un membre de l'Équipage du Navire) à bord du Navire à la demande ou avec la connaissance ou le consentement des Affréteurs;
 - (iv) en raison d'un déversement réel ou potentiel (écriture illisible) et / ou de l'émission de tout polluant survenu dans l'offshore (écriture illisible) et de toute pollution qui en résulte, et ce, sans s'y limiter Le coût des mesures raisonnablement nécessaires pour prévenir ou atténuer les dommages causés par la pollution.

Indemnités des Affréteurs

- (C) Les Affréteurs doivent indemniser les Armateurs contre toute responsabilité (y compris les frais et dépens) à l'égard de toute perte de vie, blessure, dommage ou autre perte à la personne ou aux marchandises, quelle qu'en soit la cause, même si causée par la négligence ou la faute des préposés et mandataires des Armateurs pour:

- (i) tout tierce partie possédant ou ayant un intérêt dans une unité en mer;
- (ii) tout tierce partie à l'égard des marchandises transportées par le Navire;
- (iii) toute tierce partie résultant d'une émission réelle ou potentielle (écriture illisible) et / ou d'émission de tout polluant, quelle qu'en soit la cause, survenu dans l'offshore (écriture illisible) et toute pollution qui en résulte, quelle qu'en soit la cause;
- (iv) tout passager ou toute autre personne (à l'exclusion du Capitaine ou d'un Officier ou d'un membre de l'Équipage du Navire) à bord du Navire à la demande ou à la connaissance ou au consentement des Affréteurs;
- (v) toute autre personne à proximité de l'unité offshore fournie (écriture illisible) de la présente Charte ne sera pas (écriture illisible) de quelque manière que ce soit diminuer les responsabilités des Affréteurs en sa qualité de propriétaire (écriture illisible) d'une telle unité a mer ou à toute autre capacité que celle des Affréteurs du Navire.

Responsabilité du Capitaine, des Officiers et de l'Équipage

(Écriture illisible) Navire ne doit en aucun cas (écriture illisible)

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 07/06/16 Page 5 de 19

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 5 de 19

PARTIE II

«TEMPS D'APPROVISIONNEMENT» Charte-Partie à temps uniforme pour Les Navires de Service Offshore aux Armateurs ou auxquels les Armateurs ont droit doit également (écriture illisible) protéger le Capitaine et l'Équipage du Navire agissant comme susdit pour l'application du présent Clause. Les Armateurs sont et sont réputés agir en qualité d'agent pour le compte et pour (écriture illisible) du Capitaine et de l'Équipage du Navire (écriture illisible) d'être parties au contrat contenu dans la Charte-partie et les Affréteurs conviennent à ne (écriture illisible) toute procédure contre eux à l'égard de ces questions.

16. (écriture illisible) pour aider

Le Navire a le droit, à tout moment, d'aider Navires et autres (écriture illisible) aux fins de sauver des vies ou des propriétés et, à cette fin, d'appeler dans un ou plusieurs ports pour le carburant et / ou d'autres fournitures et pour transporter du fret sur et / ou sous le pont.

17. Sauvetage

Sous réserve de la (écriture illisible)

L'assistance à d'autres Navires doit être (écriture illisible)

18. Aide aux Affréteurs (écriture illisible)

(Écriture illisible) toute autre disposition contenue dans la présente Charte (écriture illisible)

Le consentement des Armateurs pour aider toute (écriture illisible) unité en détresse possédée par ou (écriture illisible) les Affréteurs (écriture illisible) le Capitaine, les Officiers ou l'Équipage.

(i) Les Affréteurs seront responsables et indemniseront les Armateurs des paiements effectués en vertu de tout (écriture illisible) droit au Capitaine et à l'Équipage en (écriture illisible) de cette assistance;

- (ii) Les Affréteurs seront responsables et rembourseront les Armateurs pour toute perte ou dommage (écriture illisible) par le Navire ou son équipement en raison de l'assistance et paieront également les dépenses du Propriétaire;
- (iii) Les Affréteurs seront responsables de tout déversement réel ou potentiel, (écriture illisible) et / ou émission de tout polluant, quelle qu'en soit la cause, survenant au sein de l'offshore (écriture illisible) et toute pollution qui en résultera de là o ù jamais il peut (écriture illisible) y compris, mais sans s'y limiter, le coût des mesures raisonnables et nécessaires pour prévenir ou atténuer les dommages causés par la pollution et les Affréteurs doivent indemniser les Armateurs contre toute responsabilité, coût ou (écriture illisible) découlant de ce déversement réel ou potentiel (écriture illisible) et / ou émission.
- (iv) Le Navire ne doit pas être hors-loyer à la suite d'une telle assistance ou (écriture illisible) ne doit pas compter sur le temps accordé en vertu de Sous Clause (D) ou de la Clause 11.
- (v) Les Affréteurs doivent indemniser les Armateurs contre toute responsabilité, coût et / ou frais relatifs à toute perte de vie, blessure, dommage ou autre perte à la personne ou aux marchandises causés par cette assistance.

19. Droit de gage

Les Armateurs auront (écriture illisible) sur toutes les cargaisons pour toutes les réclamations contre les Affréteurs en vertu de la présente Charte et les Affréteurs auront un (écriture illisible) sur le Navire pour tous (écriture illisible) à l'avance et non gagné.

Les Affréteurs (écriture illisible) à continuer tout droit de gage ou (écriture illisible) qu'ils auront subi ou qu'ils pourraient avoir (écriture illisible) des Armateurs sur le Navire.

Les Affréteurs indemnisent et tiennent les Armateurs indemnes de tout droit de gage ou de quelque (écriture illisible) qui survienne sur le Navire pendant la période de la Charte alors qu'elle est sous le contrôle des Affréteurs et contre toute réclamation contre les Armateurs découlant de l'exploitation du Navire par les Affréteurs ou de toute négligence des Affréteurs vis-à-vis du Navire ou de son exploitation. Si le Navire est arrêté en raison de réclamations (écriture illisible) découlant de son opération aux termes des présentes par les Affréteurs, les Affréteurs prendront à leurs frais toutes les raisonnables (écriture illisible) pour s'assurer que dans un délai raisonnable le Navire est libéré et à leurs propres frais mis en liberté sous caution pour assurer la libération du Navire.

20. Sous-louer

(A) Les Affréteurs doivent avoir la (écriture illisible) de sous-louer le Navire à toute (écriture illisible) avec les Armateurs, sous réserve de l'approbation préalable du Propriétaire qui ne doit pas être refusée sans raison valable. (Écriture illisible) aux Armateurs, mais les Affréteurs originaux demeurent toujours responsables envers les Armateurs pour l'exécution de la Charte et les entrepreneurs de la personne ou de la compagnie (écriture illisible), cette sous-louer est réputée être des Entrepreneurs des Affréteurs à toutes fins de la présente Charte. Les Armateurs en font une condition (écriture illisible) que le loyer supplémentaire sera payé comme convenu entre les Affréteurs et les Armateurs en tenant compte de la nature et du service (écriture illisible) du Navire.

(B) Si le Navire est sous-loué ou prêt à entreprendre (écriture illisible) l'ancre (écriture illisible) et des opérations de remorquage liées à un équipement autre (écriture illisible) par les Affréteurs qu'un écrit quotidien (écriture illisible) à la Charte (écriture illisible) dans le montant indiqué à l'Encadré 25 ou (écriture illisible) doit être (écriture illisible) pour ces opérations jusqu'au retour aux fonctions normales pour les Affréteurs.

21. Remplacement du Navire

(Écriture illisible) à tout moment avant la date (écriture illisible) pendant la période de la Charte afin de remplacer le Navire nommé à l'Encadré (écriture illisible) par une autre Navire ou équipement (écriture illisible).

22. Guerre

(A) Le Navire, à moins que le consentement des Armateurs ne soit (écriture illisible) de ne pas être ordonné, ni continuer à un endroit ou sur un voyage, ni être utilisé sur un service qui l'amènera dans une zone qui est dangereuse en raison des actes de guerre, des hostilités de guerre, des actes de guerre, des actes de piraterie ou d'hostilité ou de malveillance (écriture illisible) contre ce ou tout autre Navire ou sa cargaison par une personne, un corps ou un État, quelle que soit un révolution, une guerre civile, un agitation civile ou un application du droit international, ni être exposé, dans une guerre, à des sanctions

(écriture illisible) par suite de l'imposition de sanctions, ni porter des marchandises qui pourraient de quelque manière que ce soit (écriture illisible) à toutes risques de (écriture illisible) capture, pénalités ou toute ingérence (écriture illisible) de quelque nature que ce soit du belligérant ou des combattants (écriture illisible) ou des parties ou par tout gouvernement ou souverain.

(B) Si le Navire approche ou peut être amené ou ordonné dans une telle zone (écriture illisible) de quelque manière que ce soit aux risques mentionnés (1), les Armateurs (écriture illisible) de temps en temps pour assurer (écriture illisible) au Navire (écriture illisible) les risques susceptibles d'être impliqués ainsi (écriture illisible) les Affréteurs de faire un retour aux Armateurs (écriture illisible) sur demande et (2) (écriture illisible) pour toute perte de temps, y compris (écriture illisible) perdu en raison de la perte ou des blessures au Capitaine, aux Officiers ou à l'Équipage ou (écriture illisible) se rendent dans cette zone ou sont exposés à de tels risques.

(C) En cas de (écriture illisible) du Capitaine, d'Officiers et / ou d'Équipage ou le coût des provisions et / ou des provisions (écriture illisible) pont et / ou (écriture illisible) et / ou les primes d'assurance sont augmentées en raison ou pendant l'assistance de l'une des questions mentionnées à Sous Clause (A) (écriture illisible) à ajouter au loyer et payé par les affréteurs (écriture illisible) Compte tenu de ce compte étant (écriture illisible) mensuelle.

D) Le Navire doit avoir la liberté de se conformer aux ordres ou instructions de départ, d'arrivée (écriture illisible) que ce soit donnée par le Gouvernement (écriture illisible) ou toute autre (écriture illisible) agissant ou prétendant d'agir avec l'autorité d'un tel gouvernement ou d'une commission ou d'une personne (écriture illisible) d'assurance sur le Navire le droit de donner de telles ordres ou instructions.

(E) Dans le cas où la nation sous pavillon duquel le Navire navigue (écriture illisible) dans des hostilités de guerre, des opérations guerrières, une révolution ou une agitation civile et si par conséquent le Navire est empêché de remplir ses fonctions en vertu de la Charte, le Propriétaire et les Affréteurs peuvent annuler la Charte et, sauf convention contraire, le Navire est remis aux Armateurs au port ou à la destination ou, s'ils sont empêchés par les dispositions de Sous Clause A de l'atteindre ou (écriture illisible) à un port presque ouvert et sûr de l'option des Armateurs après le déchargement de toute cargaison à bord.

(F) Si, conformément aux dispositions de la présente Clause, quelque chose est fait ou n'est pas fait, ne pas être considéré comme un écart.

* Sous Clause (écriture illisible) est facultative et devrait être considérée comme supprimée, à moins d'être convenue conformément à l'Encadré 24.

23. Moyenne générale

Général Moyenne à ajuster selon les règles de York-Anvers 1974. Loyer à ne pas contribuer à la moyenne générale.

24. Clause de la responsabilité partagée en cas d'abordage

Si le Navire entre en collision avec un autre Navire à la suite de la négligence de l'autre Navire et de tout acte, négligence ou (écriture illisible) du Capitaine, du navigateur, du pilote ou des préposés des Armateurs à (écriture illisible) la gestion du Navire, Les Affréteurs indemnisent les Armateurs contre toute perte ou responsabilité à l'égard de l'autre (écriture illisible) ou de ses Armateurs dans la mesure où cette perte ou responsabilité représente une perte ou un dommage ou une réclamation quelconque des Armateurs de marchandises transportée en vertu de la présente Charte payée ou payable par l'autre Navire ou par ses Armateurs aux Armateurs (écriture illisible) des marchandises (écriture illisible) ou récupérée par l'autre Navire ou le navire non porteur (écriture illisible) ses Armateurs dans le cadre de leur réclamation contre le Navire ou les Armateurs. Les dispositions qui précèdent s'appliquent également lorsque les Armateurs exploitants ou les responsables d'un Navire ou d'un Navire ou d'objets autres que (écriture illisible) en plus des Navires en collision ou des objets sont (écriture illisible) d'une collision ou d'un contrat.

25. Modifications structurelles

Les Affréteurs auront l'option de faire à leurs frais des modifications structurelles au Navire avec le consentement écrit des Armateurs, mais à moins qu'il n'en soit convenu autrement, le Navire doit être remis réintégré à son état d'origine. Le Navire doit rester (écriture illisible) pendant toute période de ces modifications ou rétablissement. Les Armateurs ne seront en aucun cas responsables des conséquences découlant des Affréteurs qui ont effectué une telle modification ou rétablissement.

26. Définitions

→ L'unité a mer (offshore) est définie, aux fins de la présente Charte, comme un Navire, une installation au large, une structure et / ou une unité mobile utilisé pour l'exploration, l'exploitation ou la production en mer.

→ Offshore (écriture illisible) → est défini, aux fins de la présente Charte, comme la zone située à moins de trois miles nautiques d'une unité offshore à partir de laquelle les Armateurs sont priés de prendre leur Navire par les Affréteurs.

27. Arbitrage

La présente Charte sera régie par la loi anglaise et tout litige découlant de la présente Charte sera (écriture illisible) l'Arbitre désigné par les Armateurs et les Affréteurs (écriture illisible) et au cas où les Arbitres ne (écriture illisible) est la décision d'un Juge-arbitre d'être nommée par eux (écriture illisible), les Arbitres ou le Juge-arbitre pour être définitif et s'appliquer obligatoirement à les deux (écriture illisible)

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 6 de 19

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 6 de 19

-2-

Entretien du Navire

(B) Les Armateurs s'engagent à ce que pendant toute la durée de la présente Charte ils prennent toutes les mesures raisonnables pour maintenir le Navire en état d'efficacité de la coque et les machines ou pour rétablir le Navire dans cet état.

(C) Les Armateurs doivent également fournir et payer tous les combustibles et lubrifiants et leur transport (y compris les machines auxiliaires et le combustible de cuisine), l'eau, les frais portuaires, le pilotage et les bateliers (obligatoires ou non), les timoniers, les cotisations lumière, le ballast solide, l'assistance au remorqueur, les frais de consulat, les redevances portuaires et autres cotisations et redevances, l'octroi de mer, les droits portuaires et de tonnage aux ports de livraison et de restitution, les coûts des agences et les frais de commission de sécurité ou d'autres gardiens, les frais de fumigation (y compris dératisation et extermination de la vermine) et de quarantaine (si occasionnée par la nature de la cargaison transportée ou du port visité pendant l'emploi en vertu de la présente Charte). Les Armateurs doivent également fournir et payer le chargement et le déchargement des cargaisons, à l'exception des objets visés à l'article 21 et pour tout le calage nécessaire, les montants et l'équipement d'étayage pour la sécurité des marchandises portuaires, tous les cordages (à l'exclusion de ceux requis pour les besoins ordinaires du Navire, l'amarrage à côté du port, mais y compris ceux qui sont nécessaires pour assurer l'accès aux unités en mer ou qui sont nécessaires par suite d'exigences spéciales des autorités portuaires) ainsi que toutes les cordes, élingues et coureurs spéciaux (y compris les tuyaux d'évacuation des cargaisons en vrac) effectivement utilisés pour le chargement et le déchargement. Les Armateurs doivent également fournir et payer pour les droits de douane, permis, droits à l'importation y compris le coût de l'établissement des obligations temporaires ou permanentes d'importation, les frais de dédouanement pour le Navire et / ou l'équipement, sauf pour les objets visés de la clause 21, ainsi que des lignes d'amarrage spéciales pour les plateformes offshore, les vires, les nylons, les lignes de ressorts, les élingues etc ... utilisés pour les travaux offshore avec raccords et adaptateurs de tuyaux, recharger les bouteilles d'oxygène / acétylène et les électrodes d'alimentation pour les travaux au large.

5. SOUTES ET LUCRICANTS

Les Armateurs sont responsables de la fourniture et du paiement de tous les soutes et lubrifiants.

6. RESTITUTION

Le Navire sera restitué à l'expiration de la présente Charte-Partie.

ENVOYÉE PAR télécopieur Xerox 7020 ; 8-16-88 ; 1:17 PM ;

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 7 de 19 ;# 5

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 7 de 19

-3-

7. L'ESPACE DU NAVIRE

Toute la portée, la charge et les ponts du Navire seront à la disposition des Affréteurs en réservant un espace adéquat et suffisant pour le Capitaine du Navire, les Officiers, l'Équipage, l'équipement, les vêtements, le mobilier, les provisions et les réserves. Les Affréteurs auront le droit de porter, dans la mesure où des espaces sont disponibles et à leurs fins dans le cadre de leurs opérations:

(i) Des passagers, y compris des équipes de télévision et de tournage, et, à ces fins, utiliser le logement disponible du Navire qui n'est pas utilisé pendant le voyage par le Navire et l'Équipage. Les Armateurs doivent fournir les dispositions et les conditions appropriées pour ces passagers.

ii) Des marchandises légales transportées sur ou sous pont.

iii) Des explosifs et marchandises dangereuses, à condition qu'ils soient emballés et arrimés conformément à la réglementation nationale du Navire et / ou au Code des marchandises dangereuses IMCO et / ou à d'autres règlements pertinents. Les Affréteurs acceptent responsabilité de toute dépense supplémentaire (y compris les frais de remise en état) encourus par les Armateurs en ce qui concerne le transport de cette cargaison.

(iv) Les PROPRIETAIRES doivent permettre aux passagers, y compris le personnel de tournage ou télévision, de se déplacer à bord du "Nautile", mais ces passagers seront transportés à leurs propres risques et soumis à une évaluation médicale satisfaisante.

8. CAPITAINE ET ÉQUIPAGE

(A) Le Capitaine doit s'acquitter promptement de ses fonctions et le Navire doit rendre tous les services raisonnables qui sont à sa portée, jour et nuit, aux heures et aux horaires que les Affréteurs peuvent raisonnablement exiger sans obligation des Affréteurs de payer les Armateurs ou le Capitaine, les Officiels ou l'Équipage du Navire tout paiement en trop ou en heures supplémentaires. Sous réserve de l'article 18.2 ci-après, le Capitaine est placé sous les ordres des Affréteurs en ce qui concerne les agences d'emploi et autres arrangements. Le Capitaine et l'Ingénieur doivent tenir des registres complets et corrects accessibles aux Affréteurs ou à leurs agents. Le Capitaine doit signer des documents de cargaison sous la forme présentée.

(B) Si les Affréteurs ont des raisons d'être insatisfaits de la conduite du Capitaine ou de tout Officier, Ingénieur ou membre de l'Équipage, les Armateurs et le Capitaine en recevant les détails de la plainte doivent rapidement enquêter sur la question et, s'ils estiment il est nécessaire et faisable de faire un changement dans la nomination.

ENVOYÉE PAR télécopieur [écriture illisible]

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 8 de 19 ;# 6

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 8 de 19

-4-

Aux fins de la présente clause, les Affréteurs traitent uniquement avec le représentant principal des Armateurs en mer et les Armateurs mettent en œuvre les souhaits des Affréteurs concernant le Capitaine, l'Ingénieur et l'Équipage en relation avec cette clause.

9. DÉROUTEMENT À ASSISTER

Le Navire a le droit, en tout temps, d'aider les Navires et autres biens en détresse, à se départir pour sauver des vies ou des biens et, à cette fin, de faire escale dans un port ou ports pour combustible et / ou et de transporter du fret sur ou sous le pont. Ce déroutement est considéré comme une période de loyer.

10. SAUVETAGE

Tous les travaux de sauvetage (autres que ceux prévus et découlant des activités décrites à l'Encadré 12) et l'assistance à d'autres Navires sont à l'avantage égal des Armateurs et des Affréteurs après déduction de la proportion du Capitaine et de l'Équipage et toutes les dépenses légales et autres, y compris le loyer

payé en vertu de la Charte pour le temps perdu dans le sauvetage, les réparations des dommages et du pétrole consommé. Les Affréteurs sont tenus par toutes les mesures prises par les Armateurs afin de garantir le paiement du sauvetage et de fixer leur montant. Les Affréteurs conviennent et s'ils en ont le contrôle, doivent fait en sorte que toute l'aide de sauvetage à moins que des conditions alternatives ne soient convenues avec les propriétaires, sera selon les modalités du formulaire ouvert de Lloyd "Pas de résultat - pas de paiement".

Les Armateurs indemnisent et tiennent à couvert les Affréteurs de toute réclamation pour sauvetage faite par le Capitaine, tout préposé de l'Équipage ou agent d'Armateur. En cas de conflit entre cette clause et la clause 21, celle-ci prévaudra.

11. PRIVILÈGE

Les Armateurs ont un privilège sur toutes les cargaisons pour toutes les réclamations contre les Affréteurs en vertu de la présente Charte et les Affréteurs ont un privilège sur le Navire pour toutes les sommes payées à l'avance et non gagné, Affréteurs ne souffrira pas, ne permettent pas de continuer toutes privilèges ou charges encourus par eux ou leurs agents, qui pourraient avoir priorité sur le titre et les intérêts des Armateurs dans le bâtiment.

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 9 de 19 ;# 7

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 08/17/16 Page 9 de 19

ENVOYÉE PAR télécopieur Xerox 7020 ; 8-16-88 ; 1:18 PM ; 2038669724

-5-

Les Affréteurs doivent indemniser et tenir les Armateurs à couvert contre tout privilège ou toute autre nature découlant du Navire pendant la période de la Charte alors qu'elle est sous le contrôle des Affréteurs et contre toute réclamation contre les Armateurs découlant de l'exploitation du Vassal par les Affréteurs ou de tout négligence des Affréteurs en relation au Navire ou à son exploitation. Si le Vassal est arrêté en raison de réclamations ou de privilèges découlant de son exploitation par les Affréteurs, les Affréteurs prendront à leurs propres frais toutes les mesures raisonnables pour obtenir que, dans un délai raisonnable, le Navire soit libéré et à ses propres frais, sécurité du Navire.

12. SOUS-LOUER

Sous réserve de l'approbation écrite préalable des Armateurs, les Affréteurs sont autorisés à sous-louer le navire à toute personne ou compagnie n'étant pas en concurrence avec les Armateurs.

13. GUERRE

(A) Le Navire, à moins que le consentement des Armateurs ne soit obtenu d'abord, ne doit pas être commandé, ni continué à un endroit ou un voyage, ni être utilisé sur aucun service qui la conduira dans une zone qui est dangereuse à la suite des faits de guerre, de guerre, d'hostilités, des opérations de guerre, d'actes de piraterie ou d'hostilité ou d'atteintes malveillantes contre ceci ou de tout autre Navire ou de sa cargaison par une personne, un organisme ou un État quelconque, révolution, guerre civile, agitation populaire ou l'opération du droit international, ni être exposé de quelque manière que ce soit à des risques ou à des sanctions quelconques consécutifs à l'imposition de sanctions.

.../...

ENVOYÉE PAR télécopieur Xerox 7020 ; 8-16-88 ; 1:19 PM ;

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 10 de 19

;/# 8

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 10 de 19

-6-

(B) Si, à la suite de ces actes ou opérations de guerre sous mentionnés, le navire est empêché d'exercer ses fonctions en vertu de la présente partie, les Armateurs et les Affréteurs peuvent annuler la Charte et, sauf convention contraire, le Navire doit être renvoyé à Les Armateurs dans le port de restitution défini dans l'encadré 8.

Les Armateurs ne seront pas responsables des conséquences de cette résiliation anticipée de la Charte et le loyer de Charte totale définie dans l'encadré 13 sera versé aux Armateurs.

14. MOYENNE GÉNÉRALE

Moyenne générale à ajuster selon les Règles d'York et d'Anvers, 1974. Loyer à ne pas contribuer à la Moyenne Générale.

15. CLAUSE DE LA RESPONSABILITÉ PARTAGÉE EN CAS D'ABORDAGE

Si le Navire entre en collision avec un autre navire en raison de la négligence de l'autre navire et de tout acte, négligence ou défaut du Capitaine, du marin, du pilote ou des préposés des Armateurs dans la navigation ou la gestion du Navire, les Affréteurs indemnisent les Armateurs contre toute perte ou responsabilité envers l'autre ou navire non porteur ou son Armateurs dans la mesure où cette perte ou responsabilité représente la perte ou le dommage ou toute réclamation quelconque des Armateurs de marchandises transportées en vertu de la présente Charte payés ou payables par l'autre ou navire non porteur ou par son Armateurs aux Armateurs desdits biens et compensation, récupérés ou recouvrés par l'autre ou navire non porteur ou par ses Armateurs dans le cadre de leur réclamation contre le Navire ou le Navire Les Armateurs. Les dispositions qui précèdent s'appliquent également lorsque les Armateurs, les exploitants ou les responsables des tout navire ou navires ou autres objets que les navires ou objets en collision sont en défaut à l'égard d'une collision ou d'un contrat.

16. MODIFICATIONS STRUCTURELLES

Les Affréteurs auront la possibilité de faire à leurs frais des modifications structurelles au Navire avec le consentement écrit des Armateurs mais à moins qu'il n'en soit convenu autrement, le Navire doit être remis rétabli à son état initial. Le Navire doit rester en loyer pendant toute période de ces modifications ou rétablissements.

ENVOYÉE PAR télécopieur Xerox 7020 ; 8-16-88 ; 1:19 PM ;

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 11 de 19

;
9

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 11 de 19

-7-

17. ARBITRAGE

Tout litige découlant de la présente Charte qui ne peut être réglé de manière amiable sera renvoyé à l'arbitrage à Londres conformément aux règles et règlements de l'International Chamber of Commerce de LONDRES.

La présente Charte sera régie par le droit anglais.

18. LA POSITION DE L'ÉPAVE DU TITANIQUE

Les Armateurs garantissent qu'ils ont une connaissance exacte de la position exacte de l'épave "TITANIC" et s'engagent à amener le Navire à cette position et à plonger leur submersible sur le site TITANIC (tel que défini dans la Clause 19. Les Armateurs s'engagent à fournir la position exacte du TITANIC aux affréteurs. Les Affréteurs ne divulgueront pas inutilement la position DE L'ÉPAVE DU TITANIQUE à un tiers.

19. DÉFINITION DU "SITE"

"LE SITE" est:

1. Les sections de proue et de poupe de "RMS TITANIC".
2. La zone qui se trouve à un demi mille marin de chaque côté de la ligne, de l'avant de la section de proue à l'arrière de la section de poupe, étendue un mille nautique à l'arrière de la section de poupe.

20. RÉCUPÉRATION D'OBJETS

20.1. Les ARMATEURS remettront sans délai aux Affréteurs tous les objets collectés sur ou du site Titanic pendant l'exécution de cette Charte-partie. Les ARMATEURS renoncent à tous les droits de

propriété sur les objets recueillis pendant l'expédition effectuée en vertu de cette Charte, tant pour eux-mêmes que pour le compte du Capitaine, des Officiers, de l'Équipage, des préposés et des agents, à condition que tous les paiements définis à l'article 24 soient faits aux ARMATEURS.

En particulier, les Affréteurs ne peuvent utiliser les coffres forts que si le terme correspondant est versé à IFREMER.

20.2 En raison du fait que les objets recueillis par les ARMATEURS pour le compte des Affréteurs ne sont pas la propriété des ARMATEURS, les Affréteurs indemnisent et tiennent à couvert les ARMATEURS contre toute réclamation relative au recouvert des objets susmentionnés excepté toujours les réclamations faites par tout capitaine, équipage, agents, préposés ou employés des ARMATEURS.

ENVOYÉE PAR télécopieur Xerox 7020 ; 8-16-88 ; 1:20 PM ;

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 11 de 19

;/# 10

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 11 de 19

-8-

Les Affréteurs rembourseront les ARMATEURS de tous les frais juridiques engagés par les ARMATEURS dans le cadre de ces réclamations.

Les Affréteurs ne doivent pas vendre les objets collectés par les ARMATEURS, mais les utilisent uniquement à des fins d'exposition.

20.3 Les ARMATEURS ne sont pas responsables du processus de conditionnement et de conservation des objets à bord du Navire.

20.4 Les ARMATEURS auront le droit de recueillir quelques échantillons spécifiques de l'épave Titanic à des fins expérimentales scientifiques dans le cadre de la recherche sur la corrosion et / ou la recherche biologique.

La sélection des échantillons et la collecte de ces échantillons seront convenues d'un commun accord entre le représentant des ARMATEURS et les Affréteurs sur le Navire et la collecte de ces échantillons ne doit en aucun cas nuire à l'utilisation du Navire par les Affréteurs.

21. DROITS AUDIO-VISUELS ET AUTRES DROITS COMMERCIAUX

21.1. Le titulaire aura en tout temps le droit de bénéficier de tous les médias, les droits audiovisuels, de télévision concernant et provenant des activités de la charte.

21.2. Tous les logos figurant sur le Navire demeureront tels quels et là où ils se trouvent, cependant les affréteurs auront le droit de placer tels logos supplémentaires qu'ils désirent sur le navire et / ou l'équipement auxiliaire dans la position qu'ils désirent, pourvu que ce positionnement ne doit pas interférer avec l'exploitation du navire ou de toute partie de celui-ci ou obscurcir les ARMATEURS ou autres logos ou noms actuellement sur le «navire» et ses équipements auxiliaires.

21.3 Arrangements de merchandisage pour les jouets et les modèles

Sous réserve des dispositions de la présente section, les Affréteurs conservent et bénéficient de tous droits de merchandisage et autres droits commerciaux relatifs aux activités de la Charte et découlant de ces activités. Les Affréteurs ont pleinement le droit d'autoriser et de patenter la production de modèles, de jouets et de représentations des bateaux et du matériel utilisés par l'IFREMER aux fins de la Charte-partie («les navires et l'équipement») pour le merchandising et le gain commercial dans le cadre de l'expédition de TITANIC de 1987.

ENVOYÉE PAR télécopieur Xerox 7020 ; 8-16-88 ; 1:20 PM ; 2038668724

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 13 de 19

11

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 13 de 19

-9-

L'IFREMER a droit à 5% du chiffre d'affaires total des ventes de jouets et des modèles représentant l'équipement de l'IFREMER.

Après le 31 août 1992, les Affréteurs ne pourront, sans le consentement écrit préalable des Armateurs, conclure de nouveaux contrats pour la commercialisation, la production et la vente des jouets, mais tous les contrats conclus par les Affréteurs avant cette date devront être exécuté jusqu'à l'expiration.

21.4 Les Affréteurs doivent informer les ARMATEURS de la préparation de tout film ou ouvrage relatif aux expéditions RMS TITANIC ou au site TITANIC.

22. EXPÉDITIONS FUTURES SUR LE SITE TITANIQUE

22.1 Si l'affréteur a l'intention de planifier des expéditions supplémentaires sur le site TITANIC pendant les années 1988 à 1992 inclus, l'affréteur informera les ARMATEURS de ses intentions avant le 31 janvier de l'année au cours de laquelle l'expédition aura lieu.

22.2. Si IFREMER sera contacté pendant les années 1988 à 1992 par une nouvelle entité sans prépaiement sur les sites TITANIC, IFREMER accorder un droit de premier refus à l'accord à le CHARTERER pour lui permettre de participer à un nouveau TITANIC expédition.

Le premier droit de refus doit être exercé par le CHARTERER dans les trois semaines suivant l'avis donné par écrit par l'IFREMER.

23. RESPONSABILITÉ

23.1. Les ARMATEURS garantissent que le navire est en état de navigabilité et convient dans tous les aspects à ses fonctions en vertu de cette Charte.

23.2. La gestion et l'exploitation du navire, les opérations de plongée et l'ensemble de la sécurité du navire, ainsi que toutes les dépenses et responsabilités découlant de ce qui suit sont à la seule responsabilité des ARMATEURS.

.../...

ENVOYÉE PAR télécopieur Xerox 7020 ; 8-16-88 ; 1:21 PM ; 2038668724
Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 14 de 19 ;# 12
Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 14 de 19

-10-

LES ARMATEURS sont seuls responsables des dommages et préjudices causés à tout Capitaine, équipage, préposé, agent ou employé des ARMATEURS ou de toute autre personne se trouvant à bord du Navire à leur demande et pour tous dommages ou pertes causés ou encourus par le navire ou d'autres biens des ARMATEURS ou des ARMATEURS leurs-même découlant de ou de toute manière liée à l'exécution des travaux en mer ou sous-marin en vertu du présent accord, quelle qu'en soit la cause. Sous réserve de Sous Clause 23.3 des présentes, les ARMATEURS sont responsables de tous les dommages et préjudices subis ou encourus en relation avec les réclamations faites par des tiers, à l'exception des journalistes, des compagnies de télévision et de toutes les personnes invitées à bord par les affréteurs et les ARMATEURS devront indemniser et tenir à couvert les affréteurs de toutes les réclamations pour de telles pertes, dommages, dépenses, coûts.

Aucune disposition de la présente clause ou de la charte-partie dans son ensemble ne peut être considérée comme transférant les responsabilités et responsabilités susmentionnées aux affréteurs.

Les ARMATEURS ne seront pas responsables des pertes ou dommages causés aux objets de l'épave de RMS TITANIC à partir du moment ou de la correction ou de la récupération par les ARMATEURS jusqu'à ce que ces objets soient remis aux affréteurs conformément à la clause 20.1.

23.3. Les ARMATEURS seront tenus responsables de tous les dommages causés par les dommages causés par les tiers, à l'exception des journalistes, des sociétés de télévision et de toutes les personnes invitées à bord par les Affréteurs, et les ARMATEURS devront indemniser les Affréteurs de toute responsabilité Réclamations pour de telles pertes, dommages, dépenses, coûts.

Aucune disposition de la présente clause ou de la Charte-partie dans son ensemble ne peut être considérée comme transférant les droits et obligations susmentionnés aux Affréteurs.

Les ARMATEURS ne seront toutefois pas responsables des pertes ou dommages causés aux objets de l'épave de RMS TITANIC à partir du moment de la correction ou de la récupération par les ARMATEURS jusqu'à ce que les objets soient remis aux Affréteurs conformément à la clause 20.1.

23.3. Les affréteurs sont responsables de toutes les pertes dommages et frais et réclamations résultant de décès ou de blessures corporelles à tout passager ou autre personne (à l'exclusion du Capitaine, de l'équipage, préposé, agent ou employé des ARMATEURS) à bord du navire à leur demande ou à la connaissance ou consentement des Affréteurs.

Les affréteurs seront responsables de toute perte ou dommage aux objets provenant de l'épave de RMS TITANIC après leur remise par les ARMATEURS. Pour éviter tout doute, les affréteurs et ses compagnies d'assurance renoncent à tout droit de poursuivre les ARMATERURS à l'égard de toutes les questions couvertes par le présent paragraphe.

23.4. Les Armateurs ne peuvent être tenus pour responsables de tout retard causé par une grève des personnes autres que les employés ou agents des Armateurs.

ARTICLE 24 - CONDITIONS DE PAIEMENT

24.1. Le loyer globale de la Charte pour la période d'affrètement de base (54 jours), sous réserve de d'option d'arrangement décrit au paragraphe 24.2 ci-dessous, est une somme forfaitaire de 6 610 000 francs français (huit millions six cent dix mille francs) plus 3 690 000 francs français (huit millions six cent quatre-vingt-dix mille francs français) pour le recouvrement du premier coffre du TITANIQUE, plus 615 000 francs français (six cent quinze mille francs français) pour chacun des deux coffrets-forts supplémentaires du TITANIQUE.

.../...

ENVOYÉE PAR télécopieur Xerox 7020 ; 8-16-88 ; 1:21 PM ; 2038668724
Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 15 de 19 ;# 13
Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 15 de 19

-11-

La Chartes globale engagées pour la période d'affrètement de base (54 jours) seront payées comme suit:
a / Les Affréteurs délivreront avant le 3 juillet 1987 une lettre de crédit irrévocable en faveur de l'IFREMER,
compte no. 2335 A

CREDIT LYONNAIS, Agence Digne Entreprises
75008 - PARIS, 55 Champa Elysée
Télex 660 021 P

avec la condition de paiement suivante:

- 1 291 500 FF payables au plus tard le 3 juillet 1987
- 2 000 000 FF à payer à la réception d'un télex émis par IFREMER confirmant le départ du NAVIRE NADIR de TOULON pour le SITE DU TITANIQUE,
- 2 000 000 FF à payer à la réception d'un télex délivré par l'IFREMER confirmant que la première plongée NAUTILE a lieu sur le SITE DU TITANIQUE,
- FF 2.000.000 payable trente jours après la date de la première NAUTILE DIVE sur le site TITANIC.
- 1 318 500 FF payables le 30 septembre 1987 sur présentation d'une facture de l'IFREMER.

b / Les Affréteurs délivreront une lettre de crédit irrévocable en faveur du compte IFREMER définie au paragraphe a de FF 3 690 000 pour le recouvrement du premier coffre du TITANIQUE. .

Cette lettre de crédit doit être émise par les Affréteurs au plus tard 48 heures après le recouvrement du coffre notifié aux Affréteurs par télex envoyé par l'IFREMER.

Le montant de 3 690 000 FF sera payable le 30 septembre 1987 sur présentation d'une facture par IFREMER,

c / Les Affréteurs seront une lettre de crédit irrévocable en faveur du compte IFREMER défini au paragraphe a de 615 000 FF pour le recouvrement de chacun des deux coffres supplémentaires du TITANIQUE,

Ces lettres de crédit doivent être délivrées par les Affréteurs au plus tard 48 heures après le recouvrement du coffre notifié aux Affréteurs par télex adressé par l'IFREMER.

Le montant de 615 000 FF sera payable pour deux coffres-forts additionnels récupérés le 30 novembre 1987 sur présentation d'une facture par IFREMER.

.../...

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 16 de 19

;/# 13

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 16 de 19

Appendice «A» à la Charte-partie

Nom du Navire : NADIR

Navire de soutien pour la recherche sous-marine - caractéristiques principales:

classe de navire	BV+1-3 ≈ 3 E (haute mer) Glace III
longueur totale	55,75 m
faisceau global	11,89 m
ébauche max.	4,69 m
profondeur moulé	5,50 m au pont principal
déplacement	2035 tons
cargaison sur pont	360 tons
aire de pont	33 m x 11 m
poids mort	1173 tons

propulsion principale:

- . quatre moteurs, puissance totale 2 400 CV
- . deux moteurs sur chaque hélice à pas réglable
- . propulseur auxiliaire: propulseur d'étrave à brouillard 420 CV
- . puissance électrique 970 KVA
- 380 V 50 HZ 3 phases,

- Équipement

Système de navigation par satellite
Téléphonie par INMARSAT

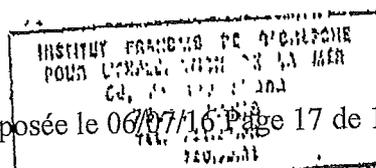
- installations pour le transport du Nautilie
- un portique arrière spécial (20 tonnes)

- une plateforme roulante pour le transfert du submersible à l'atelier
- installations pour le transport d'équipements de surface importants
- une crane principale (3 tonnes à 14,7m)
- récipients de laboratoire (20')

- agents d'hébergement et hommes 14
- personnel technique: 15
- passagers: 10

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 17 de 19

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 17 de 19



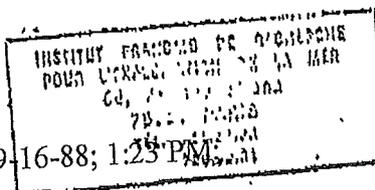
Appendice «B» à la Charte-partie
Particularités de l'équipement du Navire

NAUTILE

submersible habité		
profondeur	6 000 m	
poids dans l'air	18,5 T	
longueur	8,00 m	
largeur	2,70 m	
hauteur	3,45 m	
charge utile	200 kg	
sphère habillée		
équipage	3	
diamètre intérieur	2,10 m	
matériel de sphère	alliage de titane	
posts à voir		
numéro 3 diamètre 120 mm		
réglage de hauteur et d'enfoncement avec pompe à mercure		12°
système d'alimentation:	batterie Ni-Cd	40 Kwh
propulsion:	1 moteur axial	
	2 propulseurs verticaux	
	1 propulseur latéral	
haute vitesse	2,5 nœuds	
plage sous-marine à 1 nœud:		15 miles
autonomie	sécurité	130 heures
télémanipulation		
2 bras		
communications		
1 téléphone sous-marin		
1 système de diffusion acoustique pour les images fixes		
équipements divers		
1 sonar de balayage		
1 caméra de télévision 3CCC		
2 caméras photo		
6 lumières extérieures		
1 profileur secondaire		
1 compte à rebours		

Un système de positionnement navis sera fourni à la position Nautile et Nadir sur le fond marin

ENVOYÉ PAR: Télécopier Xerox 7020; 9-16-88; 1:23 PM



2038669724 ;# 17

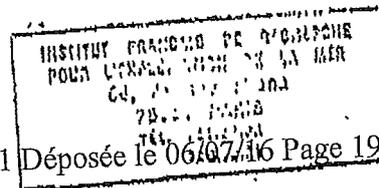
Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 18 de 19

Appendice «B» à la Charte-partie
Particularités de l'équipement du Navire

R.O.V. ROBIN

- véhicule téléguidé attaché et commandé à partir du Nautille
- situé à l'extrémité avant inférieure du Nautille quand il n'est pas en service.

max. profondeur d'exploitation	6000 m
longueur ombilicale neutre	70 m
masse	130 kg
dimensions	L 0,67 m
	W 0,70 m
	H 0,55 m
vitesse d'avance	jusqu'à 1 nœud
propulsion	4 propulseurs électriques (5 kg de poussée chacun)
capteurs	gyroscope à basse dérive capteur de pression haute précision
capot automatique et capacité de profondeur automatique	
lumière	2 x 250 W iodure de quartz
	1 x 100 W d'iodure de quartz
télévision	1 couleur basse lumière
	2 noir et blanc
appareil photo fixe (option)	
tête de flash 100 j	
clignoteur d'urgence	
téléométrie MUX date et vidéo	



Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Déposée le 06/07/16 Page 19 de 19

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 19 de 19

ENVOYÉ PAR: Télécopier Xerox 7020; 9-16-88; 1:23 PM;

2038669724

; #18

Annexe «B » de la Charte
Particularités de l'équipement des Navires

Navette autonome

5 composé de 1,2 x 1,2 x 1,5 panier équipé de système de relâchement acoustique sera fourni.

Pour des raisons de sécurité, ces navettes doivent être abaissées avant la plongée Nautilus.

Affaire 3: 16-ap-00183-PMG Doc 1-2 Déposé le 17/08/16 page 1 de 7

PIÈCE B

Affaire 3: 16-ap-00183- [écriture illisible] 17/08/16 page 2 de 7

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

AFFAIRES MARITIMES

QUARTIER DE LORIENT

"PROCES-VERBAL DE REMISE AU SAUVETEUR
DES OBJETS PRELEVES SUR L'EPAVE DU TITANIC EN 1987"

Par l'Administrateur des Affaires Maritimes,
M. CHAFALAIN
représentant le Chef- de Quartier de LORIENT,
88-90, Avenue de la Perrière
B.P. 2143
56321 LORIENT Cédex

à

la société TITANIC VENTURES Limited Partnership
représenté par Monsieur Georges TULLOCK, directeur
assisté de Capitaine Alain de- FOUCAULD, avocat,
204 Old Post Road, Southport
CONNECTICUT 06490 (Etats-Unis)

* * *

Conformément à sa décision en date du 12 octobre 1993, prise en application des dispositions du décret n° 61-1547 du 26 décembre 1961 fixant régime des épaves maritimes, Monsieur CHAPALAIN, représentant le Chef de Quartier des Affaires Maritimes de LORIENT a procédé ce jour à la remise des objets prélevés sur l'épave du TITANIC en 1987 et dont les légitimes Armateurs ou ayants droit n'ont pu être identifiés comme suite aux mesures de publicité prises par les autorités françaises, à la société TITANIC VENTURES Limited Partnership, en sa qualité de sauveteur.

-71-

Affaire 3: 16-ap-00183-PMG Doc 1-2 Déposé le 17/08/16 page 3 de 7

La liste de ces objets figure en *annexe* du présent procès-verbal, ainsi que la lettre d'intention de la société TITANIC VENTURES Limited Partnership en date du 22 septembre 1993.

A Saint Rémy, le 22 octobre 1993

L'Administrateur
des Affaires Maritimes
Monsieur CHAPALAIN
représentant le Chef
de Quartier de LORIENT

La société TITANIC VENTURES
Limited Partnership représenté par
Monsieur G. TULLOCH,
Directeur

[signature illisible]

[signature illisible]

CACHET: AFFAIRES MARITIMES * LORIENT

assisté de Martre A. de FOUCAULD,

Avocat

[signature illisible]

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-2 Déposé le 17/08/16 page 4 de 7

*(Traduction faite par
J.C Goldsmith et Associés)*

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

AFFAIRES MARITIMES

QUARTIER DE LORIENT

"PROCÈS-VERBAL DE LIVRAISON AU
SALVADOR DES ARTIFACTS RÉCUPÉRÉS
L'ÉLIMINATION TITANE EN 1987 "

(Article 13 du décret n ° 61-1547 du 21 décembre 1961 déterminant le régime de l'épave en mer)

Par l'Administrateur des affaires maritimes,
M. Chapalain

Représentant le Chef du Siège de Lorient,
88-90 Avenue Laperrière
B.P. 2143
56321 Lorient Cedex

à
Société en commandite Titanic Ventures
Représentée par M. George Tulloch, gérant,
Assisté d'Alain de Foucaud, Esq.
204, Old Post Road, Southport Donnez votre avis
Connecticut 06490 (États-Unis)

Conformément à sa décision du 12 octobre 1993, prise en application des dispositions du décret n ° 61-1547 du 26 décembre 1961 déterminant le régime de l'épave en mer, M. Chapalain, représentant le chef du Quartier général des Maritimes Lorient, a effectué ce jour la livraison des artefacts récupérés de l'épave du Titanic en 1987 et dont les Armateurs légaux ou héritiers n'ont pas été identifiés en application des mesures de publicité mises en œuvre par les autorités françaises, à Titanic Ventures Limited Partnership dans son Capacité de sauveur.

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-2 déposé le 17/08/16 page 5 de 7

La liste des artefacts est exposée au présent procès-verbal avec la lettre d'intention de Titanic Ventures Limited Partnership en date du 22 septembre 1993.

Fait à Saint-Rémy, le 20 octobre 1993

L'Administrateur

Des affaires maritimes
M. Chapalain Gérant
Du siège de Lorient

Titanic Ventures Limited Partnership
représentée par M. George Tulloch,
Associé directeur

Aidé par Alain de Foucaud, Esq.

Avocat

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-2 Déposé le 17/08/16 page 6 de 7

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 19 de 23

*(Traduction faite par
J.C Goldsmith et Associés)*

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

AFFAIRES MARITIMES

QUARTIER DE LORIENT

"PROCÈS-VERBAL DE LIVRAISON AU
SALVADOR DES ARTIFACTS RÉCUPÉRÉS
L'ÉLIMINATION TITANE EN 1987 "

(Article 13 du décret n ° 61-1547 du 21 décembre 1961 déterminant le régime de l'épave en mer)

Par l'Administrateur des affaires maritimes,
M. Chapalain
Représentant le Chef du Siège de Lorient,
88-90 Avenue Laperrière
B.P. 2143
56321 Lorient Cedex

à
Société en commandite Titanic Ventures
Représentée par M. George Tulloch, gérant,
Assisté d'Alain de Foucaud, Esq.
204, Old Post Road, Southport Donnez votre avis
Connecticut 06490 (États-Unis)

Conformément à sa décision du 12 octobre 1993, prise en application des dispositions du décret n ° 61-1547 du 26 décembre 1961 déterminant le régime de l'épave en mer, M. Chapalain, représentant le chef du Quartier général des Maritimes Lorient, a effectué ce jour la livraison des artefacts récupérés de l'épave du Titanic en 1987 et dont les Armateurs légaux ou héritiers n'ont pas été identifiés en application des mesures de publicité mises en œuvre par les autorités françaises, à Titanic Ventures Limited Partnership dans son Capacité de sauveur.

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-2 déposé le 17/08/16 page 7 de 7

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Déposée le 17/08/16 Page 20 de 23

La liste des artefacts est exposée au présent procès-verbal avec la lettre d'intention de Titanic Ventures Limited Partnership en date du 22 septembre 1993.

Fait à Saint-Rémy, le 20 octobre 1993

L'Administrateur
Des affaires maritimes
M. Chapalain Gérant
Du siège de Lorient

Titanic Ventures Limited Partnership
représentée par M. George Tulloch,
Associé directeur

Aidé par Alain de Foucaud, Esq.

Avocat

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-2 déposé le 17/08/16 page 1 de 3

PIÈCE C

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-3 déposé le 17/08/16 page 2 de 3

Traduit du français

Cachet : OFFICE TRANSLATOR(H), P.
BONNEFOUS
30 BIS, rue Emile-Menier
75116 PARIS France
Tel. 01 45 53 23 13

NOMMÉ PAR LA COUR D'APPEL DE
PARIS

TITANIC VENTURES
204 Old Post Road, Southport, Connecticut
Tel.: (203) 255-9481, Fax: (203) 255-7673

M. Tricot
Chef de l'Unité des Affaires Maritimes
Lorient Affaires Maritimes Unité
88, 90 avenue de Laperrière
BP 2143
56321 Lorient Cedex
France

Paris, 22 septembre 1993

Cher M. Tricot,

La procédure de recherche des ayants droit des objets récupérés de l'épave du Titanic lors de l'expédition de 1987, arrive à son terme.

Titanic Ventures Limited Partnership (Titanic Ventures), en sa qualité de sauveteur, souhaite donc prendre possession des objets dont les légitimes Armateurs ou ayant droit n'ont pas été identifiés, come suite aux mesures de publicité qui ont été prises par les autorités françaises. A cette occasion, je tiens au nom de Titanic Ventures, dont je suis le Directeur, a vous faire part de l'intention de la société de faire des objets prélevé de l'épave du Titanic en 1987 un usage respectueux du souvenir de leur Propriétaire initiaux.

Dans cette optique, je vous indique que ces objets ne seront utilisés que dans un but culturel et ne feront en conséquence l'objet d'aucune opération entraînant leur dispersion si ce n'est pour les besoins d'une exposition, ni d'aucune vente de l'un de l'un quelconque d'entre eux.

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

En outre, je décharge expressément l'Etat français de toute responsabilité vis - à - vis des tiers dont les intérêts auraient été atteints par la remise des objets tirés de l'épave du Titanic.

Cordialement,

[signature illisible]

Georges Tulloch

Associé Général

Titanic Ventures Limited Partnership

Titanic et le logo Titanic sont des marques déposées de Titanic Ventures.

Fax émis par: 33 1 45533419

TRADUTEC 28/09/04

15:00 Pg:2/3

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-3 Déposé le 17/08/16 page 3 de 3

Cachet : OFFICE TRANSLATOR(H), P.
BONNEFOUS
30 BIS, rue Emile-Menier
75116 PARIS France
Tel. 01 45 53 23 13

NOMMÉ PAR LA COUR D'APPEL DE
PARIS

TITANIC VENTURES
204 Old Post Road, Southport, Connecticut
Tel.: (203) 255-9481, Fax: (203) 255-7673

M. Tricot
Chef de l'Unité des Affaires Maritimes
Lorient Affaires Maritimes Unité
88, 90 avenue de Laperrière
BP 2143
56321 Lorient Cedex
France

Paris, 22 septembre 1993

Monsieur,

La procédure de recherche des ayants droit des objets récupérés de l'épave du Titanic lors de l'expédition de 1987, arrive à son terme.

Titanic Ventures Limited Partnership (Titanic Ventures), en sa qualité de sauveteur, souhaite donc prendre possession des objets dont les légitimes Armateurs ou ayant droit n'ont pas été identifiés, come suite aux mesures de publicité qui ont été prises par les autorités françaises. A cette occasion, je tiens au nom de Titanic Ventures, dont je suis le Directeur, a vous faire part de l'intention de la société de faire des objets prélevé de l'épave du Titanic en 1987 un usage respectueux du souvenir de leur Propriétaire initiaux.

Dans cette optique, je vous indique que ces objets ne seront utilisés que dans un but culturel et ne feront en conséquence l'objet d'aucune opération entraînant leur dispersion si ce n'est pour les besoins d'une exposition, ni d'aucune vente de l'un de l'un quelconque d'entre eux.

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

En outre, je décharge expressément l'Etat français de toute responsabilité vis - à - vis des tiers dont les intérêts auraient été atteints par la remise des objets tirés de l'épave du Titanic.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments distingués.

[signature illisible]

Georges Tulloch

Associé Général

Titanic Ventures Limited Partnership

Titanic et le logo Titanic sont des marques déposées de Titanic Ventures.

Fax émis par: 33 1 45533419
Pg:3/3

TRADUTECH 28/09/04 15:00

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-4 Déposé le 17/08/16 page 1 de 4

PIÈCE D

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-4 Déposé le 17/08/16 page 2 de 4

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 81-3 Déposé le 12/07/16 page 1 de 3

Ambassade de France

Aux États-Unis

No. 216-506130/ DOS

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

NOTE

L'Ambassade de la République de France présente ses compliments au Département d'État et a l'honneur de se référer à la procédure concernant le RMS Titanic (RMST) dans le Tribunal de District des États-Unis pour le District de l'Est de la Virginie, Division Norfolk (Affaire no. 2: 93- cv-902) et dans la Cour de Faillite des États-Unis pour le District Moyen de Floride, Division Jacksonville (Affaire no. 3:16-bk-02230).

La propriété de la France des artefacts récupérés remonte à l'expédition sur le site de l'épave en 1987, dans laquelle l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER) a joué un rôle actif, à savoir l'utilisation de ses navires par Oceanic Research and Exploration Ltd. à plonger sur « HMS TITANIC pour promouvoir l'étude de l'épave et récupérer des objets du Titanic ».

En vertu de l'Article 20 «Récupération d'objets» convenu dans une Charte signée par les deux parties (IFREMER en tant que armateur et Oceanic Research and Exploration en tant qu'affranchisseur), il a été formellement convenu que «des affréteurs ne doivent pas vendre les objets collectés par les Armateurs, mais les utilisera seulement à des fins d'exposition ».

En 1993, Titanic Ventures Limited Partnership (TVLP), prédécesseur de RMST, a recherché et obtenu le mandat d'objets Français du Ministère Français de l'Équipement, des Transports et du Tourisme, sous réserve des assurances faites par la société que la collection ne serait pas vendue ni dispersés.

Le Département d'État

Bureau français

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-4 Déposé le 17/08/16 page 3 de 4

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 81-3 Déposé le 12/07/16 page 2 de 3

Ainsi, dans la lettre ci-jointe du 22 septembre 1993, signée par le Directeur du TVLP, la France a été assurée que «les artefacts seront utilisés uniquement à des fins culturelles et ne feront donc pas partie de toute opération susceptible d'entraîner leur dispersion, à l'exception des fins d'exposition et aucune des artefacts ne sera pas vendue ».

Avec cette garantie compréhensive et signée, l'administration française a accepté d'accorder le titre à TVLP dans un Procès-Verbal du 20 octobre 1993.

Avec la fusion de mai 1993, RMST a acquis les artefacts détenus par TVLP pour le gouvernement français et a monté d'autres expéditions au cours des années, récupérant plus d'artefacts pour lesquels il a été accordé une récompense de titre de sauvetage par le Tribunal du District de la Virginie.

L'Ambassade de France note que dans le procès du District de l'Est de la Virginie, le Département de la Justice des États-Unis et l'Administration Nationale de l'Océanie et de l'Atmosphère ont élaboré et obtenu l'approbation judiciaire des clauses et conditions pour la protection et la non dispersion des artefacts récupérés du Titanic à la possession de parties privées, RMS Titanic, Inc. et Premier Exhibitions, Inc. Ces clauses et conditions comprennent le maintien des artefacts comme une collection qui ne doit pas être dispersée par vente ou autre aliénation, c'est-à-dire les mêmes conditions et clauses relatives aux artefacts français.

L'Ambassade rappelle en outre que, dans cette procédure, Quatrième Court de Circuit a reconnu que les artefacts français étaient assujettis aux mêmes conditions contraignantes, puisqu'il indiquait que «la décision de l'Administration Française de 1993 avait également incorporé les assurances de Titanic Ventures» assurances formulées dans sa lettre du 22 septembre 1993 indiquant que «Titanic Ventures a accepté de faire usage de ces objets en conformité avec le respect dû à la mémoire de leurs propriétaires initiaux et de ne pas effectuer aucune transaction commerciale concernant ces objets ni aucune vente de l'un d'eux ni aucune transaction entraînant leur dispersion , sinon à des fins d'exposition » (RMS Titanic, Inc, 435 F 3d à 527-28).

En outre, ces conditions sont également conformes aux principes du texte final approuvé par les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et le Canada pour l'Accord International de protection du navire naufragé RMS Titanic en ce qui concerne toute récupération ultérieure d'artefacts.

L'Ambassade de France note donc avec préoccupation que l'intention a été exprimée par RMS Titanic, Inc., dans le District Moyen de Florida, pour demander l'autorisation de vendre et de disperser des artefacts français, à la violation du Procès-Verbal susmentionné et aux clauses et conditions du Tribunal du District de L'Est de Virginia et sous l'hypothèse erronée selon laquelle la France n'a aucun intérêt pour les artefacts français.

Affaire : 3 : 16-ap-00183-PMG Doc. 3 Déposé le 18/08/16

Affaire 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-4 Déposé le 17/08/16 page 4 de 4

Affaire 3:16-bk-02230-PMG Doc 81-3 Déposé le 12/07/16 page 3 de 3

Cette tentative et ce postulat sont d'autant plus surprenants que la France n'a jamais été informée par RMST de son intention de vendre les artefacts.

La France tient à rappeler à RMST que son intérêt pour la fête des artefacts est élevé et que non seulement la dispersion ou la vente des artefacts enfreindrait le respect dû à la mémoire de ses premiers propriétaires mais violerait également le principe de l'immunité souveraine.

L'Ambassade de France demande donc l'assistance du Département d'Etat et de tout autre organisme des États-Unis compétent pour informer les tribunaux de ces questions et prend les mesures appropriées pour assurer le respect des principes, clauses et conditions susmentionnés.

L'Ambassade accueille cette occasion pour assurer au Département d'Etat sa plus haute considération.

Washington, le 8 juillet 2016



MS Titanic, Inc. v. French Republic, et al.

~~Bankruptcy~~ Case No. 3:16-bk-02230-PMG Adversary Proceeding No. 3:16-ap-00183-PMG

SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED

Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, signed at The Hague, the 15th of November 1965.
(Article 5, fourth paragraph)

Name and address of the requesting authority:

Daniel F. Blanks
Authorized to act as Requesting Authority
10 North Laura Street, Suite 4100
Jacksonville, FL 32202 USA

Particulars of the parties*:

French Republic a/k/a Republic of France
/o Ministere de la Justice
Direction des Affaires Civile et du Sceau
Bureau de l'Entraide Civile et Commerciale Internationale
3, Place Vendome
75042 Paris, Cedex 01, France

JUDICIAL DOCUMENT**

Nature and purpose of the document:

To give notice to the defendant of the commencement of a claim for declaratory judgment and monetary damages against it, and to summons it to file written defenses to the claim.

Nature and purpose of the proceedings and, where appropriate, the amount in dispute:

Civil claim for declaratory relief monetary damages. Plaintiff seeks have issues stated in Complaint to be determined by the Court of original jurisdiction.

Date and place for entering appearance**:

Not applicable (N/A)

Court which has given judgment**:

Not applicable (N/A)

Date of judgment**:

Not applicable (N/A)

Time-limits stated in the document**:

Defendant is to file written motion or answer to complaint with the Court as stated on the Summons and to serve a copy of the written answer on Plaintiff's attorney within 30 calendar days after receiving the documents.

EXTRAJUDICIAL DOCUMENT**

Nature and purpose of the document: Not applicable (N/A)

Time-limits stated in the document**:

If appropriate, identity and address of the person interested in the transmission of the document.
Delete if inappropriate.

REÇU LE
23 NOV. 2016

FDIP

Certificate

The undersigned authority has the honor to certify, in conformity with article 6 of the Convention,

1) that the document has been served*
the (date)
at (place, street, number)

--in one of the following methods authorized by article 5--

- ___ (a) in accordance with the provisions of sub-paragraph (a) of the first paragraph of article 5 of the Convention*
- ___ (b) in accordance with the following particular method*:

___ (c) by delivery to the addressee, who accepted it voluntarily*

The documents referred to in the request have been delivered to:
-- (identity and description of person)

-- relationship to addressee (family, business or other):

) that the document has not been served, by reason of the following acts*:

In conformity with the second paragraph of article 12 of the Convention, the applicant is required to pay or reimburse the expenses detailed in the attached statement.*

Annexes

Documents returned:

Done at: _____

In appropriate cases, documents establishing the service:

Signature and/or stamp.

Delete if inappropriate.

REÇU LE

23 NOV. 2016

BDIP

**REQUEST
FOR SERVICE ABROAD OF JUDICIAL OR EXTRAJUDICIAL DOCUMENTS**

Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or
Commercial Matters, signed at The Hague, the 15th of November 1965.

Identity and address of the applicant	Address of receiving authority
Daniel F. Blanks Authorized to act as Applicant 50 North Laura Street, Suite 4100 Jacksonville, FL 32202 USA	Ministere de la Justice Direction des Affaires Civile et du Sceau Bureau de l'Entraide Civile et Commerciale Internationale 13, Place Vendome 75042 Paris, Cedex 01, France

The undersigned applicant has the honour to transmit - in duplicate - the documents listed below and, in conformity with Article 5 of the above-mentioned Convention, requests prompt service of one copy thereof on the addressee, i.e, (identity and address):

French Republic a/k/a Republic of France
c/o Ministere de la Justice
Direction des Affaires Civile et du Sceau
Bureau de l'Entraide Civile et Commerciale Internationale
13, Place Vendome
75042 Paris, Cedex 01, France

- a) in accordance with the provisions of sub-paragraph (a) of the first paragraph of Article 5 of the Convention*.
- b) in accordance with the following particular method (sub-paragraph (b) of the first paragraph of Article 5)*:
- c) by delivery to the addressee, if he accepts it voluntarily (second paragraph of Article 5)*.

The authority is requested to return or to have returned to the applicant a copy of the documents - and of the annexes* - with a certificate as provided on the reverse side.

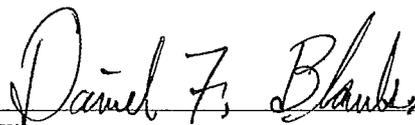
Service is requested pursuant to Federal Rules of Civil Procedure, Rule 4 and the Hague Service Convention

List of documents:

Summons in an Adversary Proceeding; Adversary Complaint; Exhibits A-D

Done at Jacksonville, Florida USA, the 10th day of November 2016

* Delete if inappropriate.


Signature

REÇU LE

23 NOV. 2016

RDIP

USM-94

RMS Titanic, Inc. v. French Republic, et al.

Bankruptcy Case No. 3:16-bk-02230-PMG

Adversary Proceeding No. 3:16-ap-00183-PMG

Certificate

The undersigned authority has the honor to certify, in conformity with article 6 of the Convention,

1) that the document has been served*

the (date)

at (place, street, number)

—in one of the following methods authorized by article 5—

___ (a) in accordance with the provisions of sub-paragraph (a) of the first paragraph of article 5 of the Convention*

___ (b) in accordance with the following particular method*:

___ (c) by delivery to the addressee, who accepted it voluntarily*

The documents referred to in the request have been delivered to:

-- (identity and description of person)

-- relationship to addressee (family, business or other):

2) that the document has not been served, by reason of the following facts*:

In conformity with the second paragraph of article 12 of the Convention, the applicant is required to pay or reimburse the expenses detailed in the attached statement.*

Annexes

Documents returned:

Done at: _____

In appropriate cases, documents establishing the service:

Signature and/or stamp.

*delete if inappropriate.



RMS Titanic, Inc. v. French Republic, et al.
Bankruptcy Case No. 3:16-bk-02230-PMG Adversary Proceeding No. 3:16-ap-00183-PMG

SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED

**Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, signed at The Hague, the 15th of November 1965.
(Article 5, fourth paragraph)**

Name and address of the requesting authority:

Daniel F. Blanks
Authorized to act as Requesting Authority
50 North Laura Street, Suite 4100
Jacksonville, FL 32202 USA

Particulars of the parties*:

French Republic a/k/a Republic of France
c/o Ministere de la Justice
Direction des Affaires Civile et du Sceau
Bureau de l'Entraide Civile et Commerciale Internationale
13, Place Vendome
75042 Paris, Cedex 01, France

JUDICIAL DOCUMENT**

Nature and purpose of the document:

To give notice to the defendant of the commencement of a claim for declaratory judgment and monetary damages against it, and to summons it to serve written defenses to the claim.

Nature and purpose of the proceedings and, where appropriate, the amount in dispute:

Civil claim for declaratory relief monetary damages. Plaintiff seeks have issues stated in Complaint to be determined by the Court of original jurisdiction.

Date and place for entering appearance:**

Not applicable (N/A)

Court which has given judgment:**

Not applicable (N/A)

Date of judgment:**

Not applicable (N/A)

Time-limits stated in the document:**

Defendant is to file written motion or answer to complaint with the Court as stated on the Summons and to serve a copy of the written Answer on Plaintiff's attorney within 30 calendar days after receiving the documents.

EXTRAJUDICIAL DOCUMENT**

Nature and purpose of the document: Not applicable (N/A)

Time-limits stated in the document:** Not applicable (N/A)

* If appropriate, identity and address of the person interested in the transmission of the document.

** Delete if inappropriate.

**U.S. Bankruptcy Court
Middle District of Florida**

In re:
RMS TITANIC, INC.
Debtor

Bankruptcy Case No. 3:16-bk-02230-PMG

RMS TITANIC, INC.
Plaintiff

Adversary Proceeding No. 3:16-ap-00183-PMG

v.
FRENCH REPUBLIC A/K/A REPUBLIC OF FRANCE
Defendant

SUMMONS IN AN ADVERSARY PROCEEDING

YOU ARE SUMMONED and required to submit a motion or answer to complaint which is attached to this summons to the Clerk of the Bankruptcy Court within 30 days from the date of issuance of this summons, except that the United States and its offices and agencies shall submit a motion or answer to the complaint within 35 days of issuance.

Address of Clerk	Clerk, U.S. Bankruptcy Court Middle District of Florida 300 North Hogan Street Suite 3-150 Jacksonville, FL 32202
-------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

At the same time, you must also serve a copy of the motion or answer upon the plaintiff's attorney.

Name and Address of Plaintiff's Attorney	Daniel F Blanks 50 North Laura Street, Suite 4100 Jacksonville, FL 32202
-------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------

If you make a motion, your time to answer is governed by Federal Rule of Bankruptcy Procedure 7012.

IF YOU FAIL TO RESPOND TO THIS SUMMONS, YOUR FAILURE WILL BE DEEMED TO BE YOUR CONSENT TO ENTRY OF A JUDGMENT BY THE BANKRUPTCY COURT AND JUDGMENT BY DEFAULT MAY BE TAKEN AGAINST YOU FOR THE RELIEF DEMANDED IN THE COMPLAINT.



Lee Ann Bennett

Clerk, U.S. Bankruptcy Court

*** Important Notice ***

The enclosed Certificate of Service must be filed with the court along with a copy of this summons after service has been made on the parties.

Rule 7001-1

ADVERSARY PROCEEDINGS -- PROCEDURES

(a) **General.** This rule applies to all adversary proceedings and, if ordered by the Court, to contested matters. To the extent that the time periods set forth in this rule conflict with those set forth in the Federal Rules of Civil Procedure, the Federal Rules of Bankruptcy Procedure, or other Local Rules, this rule controls.

(b) **Service.** Plaintiff shall serve the summons issued by the Clerk, the complaint, and a copy of this rule within seven days after the summons is issued as required by Fed. R. Bankr. P. 7004(e). If the initial summons and accompanying papers are not timely served, plaintiff shall promptly request the issuance of an alias summons and serve the alias summons together with the complaint and a copy of this rule. Plaintiff must serve all defendants no later than 28 days after the complaint is filed. If an additional party is thereafter named as a plaintiff or a defendant, plaintiff shall serve a copy of this rule on each additional party within seven days of the date that the additional party is named.

(c) **Proof of Service.** Plaintiff shall promptly file a proof of service indicating the service of each summons, the complaint, and this rule on each defendant.

(d) **Failure to Effect Service.** If plaintiff does not complete timely and effective service of the summons and complaint, the Court may dismiss the adversary proceeding for lack of prosecution without further notice or hearing. If plaintiff requires additional time to effect service, plaintiff shall file a motion for extension of time.

(e) **Defaults.** If a defendant has not filed a timely response, plaintiff shall seek entry of a Clerk's default of that defendant and move for judgment by default no later than 60 days after the complaint is filed. If plaintiff requires additional time to apply for the entry of default or to move for judgment by default, plaintiff shall file a motion for extension of time.

(f) **Initial Disclosures.** Pursuant to Fed. R. Civ. P. 26(f), at or prior to the Meeting of Parties described below, and without any formal discovery requests, each party shall:

(1) identify in writing the name and, if known, the address and telephone number of each individual with discoverable information relevant to the disputed facts;

(2) provide copies of or a written description by category and location of all documents that are relevant to the disputed facts;

(3) provide a written computation of any damages claimed; and

(4) provide a copy of any insurance agreement that may be available to satisfy all or part of a possible judgment in the action or to indemnify or reimburse for payments made to satisfy the judgment.

REÇU LE

23 NOV. 2016

BDIP

(g) **Meeting of Parties.** At least 14 days prior to the initial status or pretrial conference, the attorneys for the parties or the parties, if not represented by an attorney, shall meet (the "Meeting of Parties") to discuss:

- (1) the parties' claims and defenses;
- (2) the possibility of settlement;
- (3) the initial disclosures required in subsection (f) above; and
- (4) a discovery plan as required by Fed. R. Civ. P. 26(f). Unless otherwise ordered by the Court, the parties may orally announce their discovery plan at the pretrial or status conference and need not file a written report.

(h) **Pretrial or Status Conference.** The Court will conduct a status or pretrial conference at any time after a responsive pleading is filed but, in any event, approximately 90 days after the complaint is filed. The parties may not introduce testimony or documentary evidence at the status conference. The Court, however, may consider relevant undisputed facts, affidavits offered without objection from the opposing parties, judicial notice items, and admissions made during the status conference by parties either directly or through counsel.

(i) **Discovery.**

(1) **General.** Parties should be familiar with the Local Rules regarding discovery, including Local Rules 7026-1, 7030-1, and 7037-1.

(2) **Commencement of Discovery.** Absent leave of Court, discovery may not commence until the conclusion of the Meeting of Parties.

(3) **Discovery Deadline.** Parties shall complete discovery no later than seven days before the trial date except that the parties may complete previously scheduled depositions up to the trial date.

(4) **Discovery Disputes.** If a discovery dispute occurs, the parties shall first, as required by Fed. R. Bankr. P. 7037(a)(1), confer in good faith to attempt to resolve the issues. If the parties are unable to resolve the dispute, any party may request a telephone conference with the Court so that the Court may render an informal, preliminary ruling on the discovery dispute, without prejudice to the right of any party to file a formal motion.

(j) **Motions.**

(1) **Motions Shall Be Served Using the Court's Negative Notice Procedures.**

All motions, except for the following types of motions, shall be filed and served using the negative notice procedures of Local Rule 2002-4:

- (i) stipulated, joint, or consent motions;
- (ii) motions for enlargement of time;
- (iii) motions for continuance;
- (iv) motions seeking emergency or expedited relief;
- (v) motions for entry of default and for default judgment; and
- (vi) motions for withdrawal of the reference governed by Local Rule 5011-1.

The negative notice legend shall provide for a 14-day response period, except for motions for summary judgment for which the response time shall be 21 days, unless otherwise ordered by the Court. The moving party may file a reply, if desired, no later than seven days after the response is filed.

(2) **Format.** All motions, responses, and replies shall comply with the Court's Style Guide posted on the Court's website, www.flmb.uscourts.gov. Papers shall be double spaced and, where appropriate, include a legal memorandum containing argument and citations of authorities. Absent leave of Court, motions and supporting memoranda shall not exceed ten pages in length.

(3) **Emergency Motions.** The Court will consider emergency motions at any time in its discretion. Emergency motions shall comply with Local Rule 9004-2(e) and shall be filed using the Emergency Filings/Matters/Motions link on the Court's website, www.flmb.uscourts.gov.

(4) **Motions to Determine Whether Case Is Core.** A party who objects to the entry of final orders or judgments by the Bankruptcy Court on any issue in the adversary proceeding shall, not later than the date set for filing a response to the complaint, file a motion requesting that the Court determine whether the proceeding is a core proceeding or otherwise subject to the entry of final orders or judgments by this Court. A party who fails to file a motion on or before the date set for filing a response to the complaint shall be deemed to have consented to the Bankruptcy Court's entering final orders and judgments in the proceeding, subject only to appeal under 28 U.S.C. § 158.

(5) **Motions for Summary Judgment.** Motions for summary judgment shall be filed no later than 60 days prior to trial. The Court may or may not set a hearing on the motion for summary judgment. Absent order of the Court, the trial will proceed as scheduled even if a motion for summary judgment is pending.

(k) **Pretrial Disclosures of Witnesses and the Use of Depositions.** Fed. R. Civ. P. 26(a)(3) (except with respect to time limits) shall govern pretrial disclosures regarding witnesses and use of depositions. Parties shall file and exchange names, telephone numbers, and addresses

for witnesses, and any designations of depositions at least 28 days before trial. Objections to the use of depositions shall be filed within 14 days of the disclosure. Parties shall confer on any factual or evidentiary stipulations prior to trial.

(l) **Exhibits.**

(1) **Exhibits to be Filed and Exchanged via CM/ECF.** Parties shall prepare exhibits in compliance with Local Rule 9070-1 and Administrative Order FLMB-2015-6 addressing Electronically Stored Exhibits and shall exchange exhibits no later than seven days before the date set for trial. Unless written objection to the admissibility of any exhibit is filed no later than the close of business on the second day before trial, any objection to admissibility (other than under Fed. R. Evid. 402 and 403) shall be deemed waived.

(2) **Self-Authentication of Records of Regularly Conducted Activity.** A party who intends to rely upon the self-authentication procedures of Fed. R. Evid. 902(11) or (12) to introduce into evidence records of regularly conducted activities under Fed. R. Evid. 803(6) shall, within least 28 days before trial, file with the Court and serve on other parties the written declaration required by Fed. R. Evid. 902(11) or (12) and a copy of all records sought to be admitted.

(m) **Expert Witness Testimony.** Unless the Court orders otherwise, a party who wishes to offer expert testimony at trial shall comply with the requirements of Fed. R. Civ. P. 26(a)(2).

(n) **Stipulations.** All stipulations of the parties shall be made in writing, signed, and promptly filed with the Court.

(o) **Supplementation of Disclosures.** Parties are under a duty to supplement or correct their Initial Disclosures and their Pretrial Disclosures in accordance with Fed. R. Civ. P. 26(e).

(p) **Sanctions.** Failure to comply with all requirements of this rule may result in the imposition of sanctions that could include the striking of a party's pleading or the denial of the right to introduce evidence or witness testimony.

(q) **Settlements.** Pursuant to Local Rule 9019-1, parties shall immediately notify the Court of any settlement and promptly file and serve a motion to approve the compromise in the debtor's main case, not in the adversary proceeding. If the complaint asserts claims under 11 U.S.C. § 523 only, a motion to approve the compromise is not necessary. However, if desired, the parties may seek approval of the settlement by filing a motion in the adversary proceeding.

Notes of Advisory Committee

2016

This new rule incorporates the provisions of archived Administrative Order FLMB-2014-1 “Administrative Order Prescribing Procedures for Adversary Proceedings.” In addition, section (f)(4) regarding pretrial disclosures is now consistent with Fed. R. Civ. P. 26(f). The rule also clarifies the requirement that motions in adversary proceedings be filed and served using the negative notice procedures of Local Rule 2002-4. This rule is effective July 1, 2016.

CERTIFICATE OF SERVICE

I, _____, certify that I am, and at all times during the service of process was,
(name)
not less than 18 years of age and not a party to the matter concerning which service of process was made.
I further certify that the service of this summons and a copy of the complaint and a copy of Local Rule 7001-1
was made _____ by:
(date)

- Mail Service: Regular, first class United States mail, postage fully pre-paid, addressed to:
- Personal Service: By leaving the process with defendant or with an officer or agent of defendant at:
- Residence Service: By leaving the process with the following adult at:
- Certified Mail Service on an Insured Depository Institution: By sending the process by certified mail addressed to the following officer of the defendant at:
- Publication: The defendant was served as follows: [Describe briefly]
- State Law: The defendant was served pursuant to the laws of the State of _____
as follows: [Describe briefly] (name of state)

Under penalty of perjury, I declare that the foregoing is true and correct.

Date

Signature

Print Name		
Business Address		
City	State	Zip

**UNITED STATES BANKRUPTCY COURT
MIDDLE DISTRICT OF FLORIDA
JACKSONVILLE DIVISION**

In re:

RMS TITANIC, INC., *et al.*,¹

Debtors.

Case No. 3:16-bk-02230-PMG
Chapter 11 (Jointly Administered)

RMS TITANIC, INC.,

Plaintiff,

Adv. Pro. No.

vs.

FRENCH REPUBLIC
a/k/a REPUBLIC OF FRANCE,

Defendant.

ADVERSARY COMPLAINT

Plaintiff, RMS Titanic, Inc. (the "Plaintiff"), by and through its undersigned attorneys, hereby alleges and complains against Defendant, the French Republic a/k/a Republic of France ("France" or the "Defendant"), as follows:

NATURE OF ACTION

1. This is an adversary proceeding brought pursuant to Rules 7001(2) and (9) of the Federal Rules of Bankruptcy Procedure (the "Bankruptcy Rules") and

¹ The Debtors in the chapter 11 cases, along with the last four digits of each Debtor's federal tax identification number include: RMS Titanic, Inc. (3162); Premier Exhibitions, Inc. (4922); Premier Exhibitions Management, LLC (3101); Arts and Exhibitions International, LLC (3101); Premier Exhibitions International, LLC (5075); Premier Exhibitions NYC, Inc. (9246); Premier Merchandising, LLC (3867), and Dinosaurs Unearthed Corp. (7309). The Debtors' service address is 3045 Kingston Court, Suite I, Peachtree Corners, Georgia 30071.

Sections 105 and 363 of Title 11 of the United States Code, §§ 101 *et seq.* (the “Bankruptcy Code”) seeking (i) a declaratory judgment pursuant to Bankruptcy Rule 7001(9) that France has no interest in the French Artifacts (as defined below); or (ii) in the alternative, a determination pursuant to Bankruptcy Rule 7001(2) of the validity, priority, or extent of any interest of France in the French Artifacts (as defined below).

JURISDICTION AND VENUE

2. This Court has jurisdiction over this matter pursuant to 28 U. S.C. §§ 157 and 1334(b).

3. This adversary proceeding is a core proceeding under 28 U.S.C. § 157(b)(2).

4. Venue for this case and this adversary proceeding in this District are proper under 28 U.S.C. §§ 1408 and 1409.

PARTIES

5. Plaintiff is a debtor and debtor-in-possession in the above captioned Chapter 11 case.

6. Defendant is a sovereign state with an address for purposes of service of:

Chambre Nationale des Huissiers de Justice
Service des Actes Internationaux
447, rue de Douai
75009 Paris, France

BACKGROUND

7. On June 14, 2016 (the “Petition Date”), each of the Debtors filed a voluntary petition in this Court for relief under chapter 11 of the United States Code, 11 U.S.C. §§ 101 *et seq.* (as amended, the “Bankruptcy Code”). The factual

REÇU LE

23 NOV. 2016

BDIP

background regarding the Debtors, including its business operations, its capital and debt structure, and the events leading to the filing of this bankruptcy case, are set forth in detail in the Case Summary.

8. The Debtors continue to manage and operate their business as a debtor in possession under Bankruptcy Code sections 1107 and 1108.

9. No trustee or examiner has been appointed in this chapter 11 case, and no committee has yet been appointed.

RELIEF REQUESTED

10. By this adversary proceeding, Plaintiff requests entry of an order finding and holding (i) a declaratory judgment pursuant to Bankruptcy Rule 7001(9) that France has no interest in the French Artifacts (as such term is defined below); or (ii) in the alternative, a determination pursuant to Bankruptcy Rule 7001(2) of the validity, priority, or extent of any interest of France in the French Artifacts (as such term is defined below).

TITANIC ARTIFACTS

I. The French Artifacts

11. Titanic Ventures Limited Partnership ("TVLP"), a predecessor in interest to Plaintiff, (collectively "RMST"), with the assistance of Institut Francais de Recherche Pour l'Exploitation de la Mer, the French government's oceanographic institute ("IFREMER"), conducted an expedition to the wreck of the RMS TITANIC in 1987. Over the course of 32 dives during that expedition, TVLP recovered approximately 2,100 artifacts from the Titanic wreck site (the "French Artifacts" or the

REÇU LE

23 NOV. 2016

BDIP

“French Collection”). TVLP took the French Artifacts to France for conservation and restoration.

12. IFREMER is a French government agency under the supervision of the French Ministry of National Education and the Ministry of the Environment, Energy and Marine Affairs.

13. IFREMER and TVLP executed a charter agreement governing the respective duties, obligations, rights and benefits associated with the expedition (the “Charter Agreement”).

14. A true and correct copy of the Charter Agreement is attached hereto as Exhibit A.

15. On October 20, 1993, an Administrator in the French Office of Maritime Affairs (Ministry of Equipment, Transportation and Tourism) pursuant to the proces verbal awarded the Company title to the French Artifacts (the “Proces Verbal”).

16. A true and correct copy of the Proces Verbal is attached hereto as Exhibit B.

17. On September 22, 1993, TVLP wrote a letter to France noting the aspirations of the company with respect to the French Artifacts (the “September 22, 1993 Letter”).

18. A true and correct copy of the September 22, 1993 Letter is attached hereto as Exhibit C.

19. The Administrator’s decision “duly noted” assurances made by TVLP that it “agreed to make use of such objects in conformity with the respect due the

memory of their initial owners and to not carry out any commercial transaction concerning such objects nor any sale of any one of them nor any transaction entailing their dispersion, if not for the purposes of an exhibition.” See Exhibit C. These assurances were referenced in the Proces Verbal, but the Proces Verbal was unconditional.

20. Attached hereto as Exhibit D is a “Note” purportedly from the French Embassy dated July 8, 2016.

II. The American Artifacts

21. In 1993, RMST conducted an additional research and recovery expedition to the wreck of the Titanic, and on August 26, 1993, commenced an *in rem* action in United States District Court for the Eastern District of Virginia (the “EDVA Court”) against the artifacts recovered in the 1993 expedition, and the wreck itself. Id.

22. A few months later, the EDVA Court entered an Order which assumed *in rem* jurisdiction over the artifacts recovered by RMST in 1993, as well as the wreck itself, and declared RMST to be the salvor-in-possession of the wreck and wreck site. Id. RMST remains salvor-in-possession of the Titanic wreck site today.

23. RMST conducted further salvage operations at the Titanic wreck site in 1994, 1996, 1998, 2000, and 2004 and recovered over 3,000 additional artifacts (the artifacts recovered in 1993, 1994, 1996, 1998, 2000, and 2004 shall be referred to as the “American Artifacts” or the “American Collection”). RMST conducted an additional research expedition to the wreck in 2010, but did not recover any artifacts.

24. The EDVA Court has *in rem* jurisdiction over the American Artifacts; it does not have jurisdiction over the French Artifacts.

III. The Award of Title in the French Artifacts was Unconditional

25. Under French law, the Proces Verbal constitutes a legally enforceable administrative decision that transferred to RMST legal title to the French Artifacts.

26. The transfer of title to RMST was unconditional.

27. Title to the French Artifacts contains no liens or encumbrances, and no party other than RMST has a legal interest in them.

28. France never had any beneficial interest in the French Artifacts.

COUNT I
DECLARATORY JUDGMENT

29. The Plaintiff realleges and incorporates paragraphs 1 through 28 of this Complaint as if set forth in this Count I.

30. The Plaintiff brings this cause of action against Defendant seeking a declaration that France and all French government agencies have no interest in the French Artifacts.

31. There is a substantial and continuing controversy between Plaintiff and Defendant regarding the validity of title of the French Artifacts, and a declaration of rights is both necessary and appropriate to establish that France does not have any interest in the French Artifacts. See Exhibit D.

RMS Titanic, Inc. v. French Republic, et al.
 Bankruptcy Case No. 3:16-bk-02230-PMG Adversary Proceeding No. 3:16-ap-00183-PMG

**REQUEST
 FOR SERVICE ABROAD OF JUDICIAL OR EXTRAJUDICIAL DOCUMENTS**

Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or
 Commercial Matters, signed at The Hague, the 15th of November 1965.

Identity and address of the applicant	Address of receiving authority
Daniel F. Blanks Authorized to act as Applicant 50 North Laura Street, Suite 4100 Jacksonville, FL 32202 USA	Ministere de la Justice Direction des Affaires Civile et du Sceau Bureau de l'Entraide Civile et Commerciale Internationale 13, Place Vendome 75042 Paris, Cedex 01, France

The undersigned applicant has the honour to transmit - in duplicate - the documents listed below and, in conformity with Article 5 of the above-mentioned Convention, requests prompt service of one copy thereof on the addressee, i.e, (identity and address):

French Republic a/k/a Republic of France
 c/o Ministere de la Justice
 Direction des Affaires Civile et du Sceau
 Bureau de l'Entraide Civile et Commerciale Internationale
 13, Place Vendome
 75042 Paris, Cedex 01, France

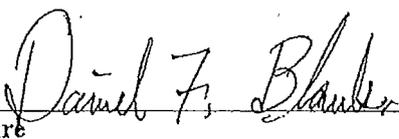
- a) in accordance with the provisions of sub-paragraph (a) of the first paragraph of Article 5 of the Convention*.
- b) in accordance with the following particular method (sub-paragraph (b) of the first paragraph of Article 5)*:
- c) by delivery to the addressee, if he accepts it voluntarily (second paragraph of Article 5)*.

The authority is requested to return or to have returned to the applicant a copy of the documents - and of the annexes* - with a certificate as provided on the reverse side.

Service is requested pursuant to Federal Rules of Civil Procedure, Rule 4 and the Hague Service Convention

List of documents:
 Summons in an Adversary Proceeding; Adversary Complaint; Exhibits A-D

Done at Jacksonville, Florida USA, the 10th day of November 2016



 Signature

REQU LE
23 NOV. 2016
BDIP

Delete if inappropriate.

RMS Titanic, Inc. v. French Republic, et al.
Bankruptcy Case No. 3:16-bk-02230-PMG Adversary Proceeding No. 3:16-ap-00183-PMG

Certificate

The undersigned authority has the honor to certify, in conformity with article 6 of the Convention,

- 1) that the document has been served*
 - the (date)
 - at (place, street, number)

- in one of the following methods authorized by article 5--
 - ___ (a) in accordance with the provisions of sub-paragraph (a) of the first paragraph of article 5 of the Convention*
 - ___ (b) in accordance with the following particular method*:

- ___ (c) by delivery to the addressee, who accepted it voluntarily*

The documents referred to in the request have been delivered to:

-- (identity and description of person)

-- relationship to addressee (family, business or other):

- 2) that the document has not been served, by reason of the following acts*:

In conformity with the second paragraph of article 12 of the Convention, the applicant is required to pay or reimburse the expenses detailed in the attached statement,*

Annexes

Documents returned:

Done at: _____

In appropriate cases, documents establishing the service:

Signature and/or stamp.

Delete if inappropriate.

REÇU LE

23 NOV. 2016

BDIP

RMS Titanic, Inc. v. French Republic, et al.
Bankruptcy Case No. 3:16-bk-02230-PMG Adversary Proceeding No. 3:16-ap-00183-PMG

SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED

Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial
Matters, signed at The Hague, the 15th of November 1965.
(Article 5, fourth paragraph)

Name and address of the requesting authority:

Daniel F. Blanks
Authorized to act as Requesting Authority
50 North Laura Street, Suite 4100
Jacksonville, FL 32202 USA

Particulars of the parties*:

French Republic a/k/a Republic of France
c/o Ministère de la Justice
Direction des Affaires Civile et du Sceau
Bureau de l'Entraide Civile et Commerciale Internationale
13, Place Vendome
75042 Paris, Cedex 01, France

JUDICIAL DOCUMENT**

Nature and purpose of the document:

To give notice to the defendant of the commencement of a claim for declaratory judgment and monetary damages against it, and to summons it to
serve written defenses to the claim.

Nature and purpose of the proceedings and, where appropriate, the amount in dispute:

Civil claim for declaratory relief monetary damages. Plaintiff seeks have issues stated in Complaint to be determined by the Court of original
jurisdiction.

Date and place for entering appearance**:

Not applicable (N/A)

Court which has given judgment**:

Not applicable (N/A)

Date of judgment**:

Not applicable (N/A)

Time-limits stated in the document**:

Defendant is to file written motion or answer to complaint with the Court as stated on the Summons and to serve a copy of the written
answer on Plaintiff's attorney within 30 calendar days after receiving the documents.

EXTRAJUDICIAL DOCUMENT**

Nature and purpose of the document: Not applicable (N/A)

Time-limits stated in the document**:

If appropriate, identify and address of the person interested in the transmission of the document.

* Delete if inappropriate.

REQU LE

23 NOV. 2016

RDIP

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 3 Filed 08/18/16 Page 1 of 7

**U.S. Bankruptcy Court
Middle District of Florida**

In re:
RMS TITANIC, INC.
Debtor

Bankruptcy Case No. 3:16-blk-02230-PMG

RMS TITANIC, INC.
Plaintiff

Adversary Proceeding No. 3:16-ap-00183-PMG

v.
FRENCH REPUBLIC A/K/A REPUBLIC OF FRANCE
Defendant

SUMMONS IN AN ADVERSARY PROCEEDING

YOU ARE SUMMONED and required to submit a motion or answer to complaint which is attached to this summons to the Clerk of the Bankruptcy Court within 30 days from the date of issuance of this summons, except that the United States and its offices and agencies shall submit a motion or answer to the complaint within 35 days of issuance.

Address of Clerk	Clerk, U.S. Bankruptcy Court Middle District of Florida 300 North Hogan Street Suite 3-150 Jacksonville, FL 32202
-------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

At the same time, you must also serve a copy of the motion or answer upon the plaintiff's attorney.

Name and Address of Plaintiff's Attorney	Daniel F Blanks 50 North Laura Street, Suite 4100 Jacksonville, FL 32202
-------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------

If you make a motion, your time to answer is governed by Federal Rule of Bankruptcy Procedure 7012.

IF YOU FAIL TO RESPOND TO THIS SUMMONS, YOUR FAILURE WILL BE DEEMED TO BE YOUR CONSENT TO ENTRY OF A JUDGMENT BY THE BANKRUPTCY COURT AND JUDGMENT BY DEFAULT MAY BE TAKEN AGAINST YOU FOR THE RELIEF DEMANDED IN THE COMPLAINT.



Lee Ann Bennett

Clerk, U.S. Bankruptcy Court

*** Important Notice ***

The enclosed Certificate of Service must be filed with the court along with a copy of this summons after service has been made on the parties.

Rule 7001-1

ADVERSARY PROCEEDINGS -- PROCEDURES

(a) **General.** This rule applies to all adversary proceedings and, if ordered by the Court, to contested matters. To the extent that the time periods set forth in this rule conflict with those set forth in the Federal Rules of Civil Procedure, the Federal Rules of Bankruptcy Procedure, or other Local Rules, this rule controls.

(b) **Service.** Plaintiff shall serve the summons issued by the Clerk, the complaint, and a copy of this rule within seven days after the summons is issued as required by Fed. R. Bankr. P. 7004(e). If the initial summons and accompanying papers are not timely served, plaintiff shall promptly request the issuance of an alias summons and serve the alias summons together with the complaint and a copy of this rule. Plaintiff must serve all defendants no later than 28 days after the complaint is filed. If an additional party is thereafter named as a plaintiff or a defendant, plaintiff shall serve a copy of this rule on each additional party within seven days of the date that the additional party is named.

(c) **Proof of Service.** Plaintiff shall promptly file a proof of service indicating the service of each summons, the complaint, and this rule on each defendant.

(d) **Failure to Effect Service.** If plaintiff does not complete timely and effective service of the summons and complaint, the Court may dismiss the adversary proceeding for lack of prosecution without further notice or hearing. If plaintiff requires additional time to effect service, plaintiff shall file a motion for extension of time.

(e) **Defaults.** If a defendant has not filed a timely response, plaintiff shall seek entry of a Clerk's default of that defendant and move for judgment by default no later than 60 days after the complaint is filed. If plaintiff requires additional time to apply for the entry of default or to move for judgment by default, plaintiff shall file a motion for extension of time.

(f) **Initial Disclosures.** Pursuant to Fed. R. Civ. P. 26(f), at or prior to the Meeting of Parties described below, and without any formal discovery requests, each party shall:

- (1) identify in writing the name and, if known, the address and telephone number of each individual with discoverable information relevant to the disputed facts;
- (2) provide copies of or a written description by category and location of all documents that are relevant to the disputed facts;
- (3) provide a written computation of any damages claimed; and
- (4) provide a copy of any insurance agreement that may be available to satisfy all or part of a possible judgment in the action or to indemnify or reimburse for payments made to satisfy the judgment.

REQU LE

23 NOV. 2016

BDIP

(g) *Meeting of Parties.* At least 14 days prior to the initial status or pretrial conference, the attorneys for the parties or the parties, if not represented by an attorney, shall meet (the "Meeting of Parties") to discuss:

- (1) the parties' claims and defenses;
- (2) the possibility of settlement;
- (3) the initial disclosures required in subsection (f) above; and

(4) a discovery plan as required by Fed. R. Civ. P. 26(f). Unless otherwise ordered by the Court, the parties may orally announce their discovery plan at the pretrial or status conference and need not file a written report.

(h) *Pretrial or Status Conference.* The Court will conduct a status or pretrial conference at any time after a responsive pleading is filed but, in any event, approximately 90 days after the complaint is filed. The parties may not introduce testimony or documentary evidence at the status conference. The Court, however, may consider relevant undisputed facts, affidavits offered without objection from the opposing parties, judicial notice items, and admissions made during the status conference by parties either directly or through counsel.

(i) *Discovery.*

(1) *General.* Parties should be familiar with the Local Rules regarding discovery, including Local Rules 7026-1, 7030-1, and 7037-1.

(2) *Commencement of Discovery.* Absent leave of Court, discovery may not commence until the conclusion of the Meeting of Parties.

(3) *Discovery Deadline.* Parties shall complete discovery no later than seven days before the trial date except that the parties may complete previously scheduled depositions up to the trial date.

(4) *Discovery Disputes.* If a discovery dispute occurs, the parties shall first, as required by Fed. R. Bankr. P. 7037(a)(1), confer in good faith to attempt to resolve the issues. If the parties are unable to resolve the dispute, any party may request a telephone conference with the Court so that the Court may render an informal, preliminary ruling on the discovery dispute, without prejudice to the right of any party to file a formal motion.

(j) **Motions.**

(1) **Motions Shall Be Served Using the Court's Negative Notice Procedures.** All motions, except for the following types of motions, shall be filed and served using the negative notice procedures of Local Rule 2002-4:

- (i) stipulated, joint, or consent motions;
- (ii) motions for enlargement of time;
- (iii) motions for continuance;
- (iv) motions seeking emergency or expedited relief;
- (v) motions for entry of default and for default judgment; and
- (vi) motions for withdrawal of the reference governed by Local Rule 5011-1.

The negative notice legend shall provide for a 14-day response period, except for motions for summary judgment for which the response time shall be 21 days, unless otherwise ordered by the Court. The moving party may file a reply, if desired, no later than seven days after the response is filed.

(2) **Format.** All motions, responses, and replies shall comply with the Court's Style Guide posted on the Court's website, www.flmb.uscourts.gov. Papers shall be double spaced and, where appropriate, include a legal memorandum containing argument and citations of authorities. Absent leave of Court, motions and supporting memoranda shall not exceed ten pages in length.

(3) **Emergency Motions.** The Court will consider emergency motions at any time in its discretion. Emergency motions shall comply with Local Rule 9004-2(e) and shall be filed using the Emergency Filings/Matters/Motions link on the Court's website, www.flmb.uscourts.gov.

(4) **Motions to Determine Whether Case Is Core.** A party who objects to the entry of final orders or judgments by the Bankruptcy Court on any issue in the adversary proceeding shall, not later than the date set for filing a response to the complaint, file a motion requesting that the Court determine whether the proceeding is a core proceeding or otherwise subject to the entry of final orders or judgments by this Court. A party who fails to file a motion on or before the date set for filing a response to the complaint shall be deemed to have consented to the Bankruptcy Court's entering final orders and judgments in the proceeding, subject only to appeal under 28 U.S.C. § 158.

(5) **Motions for Summary Judgment.** Motions for summary judgment shall be filed no later than 60 days prior to trial. The Court may or may not set a hearing on the motion for summary judgment. Absent order of the Court, the trial will proceed as scheduled even if a motion for summary judgment is pending.

(k) **Pretrial Disclosures of Witnesses and the Use of Depositions.** Fed. R. Civ. P. 26(a)(3) (except with respect to time limits) shall govern pretrial disclosures regarding witnesses and use of depositions. Parties shall file and exchange names, telephone numbers, and addresses

for witnesses, and any designations of depositions at least 28 days before trial. Objections to the use of depositions shall be filed within 14 days of the disclosure. Parties shall confer on any factual or evidentiary stipulations prior to trial.

(l) **Exhibits.**

(1) **Exhibits to be Filed and Exchanged via CM/ECF.** Parties shall prepare exhibits in compliance with Local Rule 9070-1 and Administrative Order FLMB-2015-6 addressing Electronically Stored Exhibits and shall exchange exhibits no later than seven days before the date set for trial. Unless written objection to the admissibility of any exhibit is filed no later than the close of business on the second day before trial, any objection to admissibility (other than under Fed. R. Evid. 402 and 403) shall be deemed waived.

(2) **Self-Authentication of Records of Regularly Conducted Activity.** A party who intends to rely upon the self-authentication procedures of Fed. R. Evid. 902(11) or (12) to introduce into evidence records of regularly conducted activities under Fed. R. Evid. 803(6) shall, within least 28 days before trial, file with the Court and serve on other parties the written declaration required by Fed. R. Evid. 902(11) or (12) and a copy of all records sought to be admitted.

(m) **Expert Witness Testimony.** Unless the Court orders otherwise, a party who wishes to offer expert testimony at trial shall comply with the requirements of Fed. R. Civ. P. 26(a)(2).

(n) **Stipulations.** All stipulations of the parties shall be made in writing, signed, and promptly filed with the Court.

(o) **Supplementation of Disclosures.** Parties are under a duty to supplement or correct their Initial Disclosures and their Pretrial Disclosures in accordance with Fed. R. Civ. P. 26(e).

(p) **Sanctions.** Failure to comply with all requirements of this rule may result in the imposition of sanctions that could include the striking of a party's pleading or the denial of the right to introduce evidence or witness testimony.

(q) **Settlements.** Pursuant to Local Rule 9019-1, parties shall immediately notify the Court of any settlement and promptly file and serve a motion to approve the compromise in the debtor's main case, not in the adversary proceeding. If the complaint asserts claims under 11 U.S.C. § 523 only, a motion to approve the compromise is not necessary. However, if desired, the parties may seek approval of the settlement by filing a motion in the adversary proceeding.

Notes of Advisory Committee

2016

This new rule incorporates the provisions of archived Administrative Order FLMB-2014-1 "Administrative Order Prescribing Procedures for Adversary Proceedings." In addition, section (f)(4) regarding pretrial disclosures is now consistent with Fed. R. Civ. P. 26(f). The rule also clarifies the requirement that motions in adversary proceedings be filed and served using the negative notice procedures of Local Rule 2002-4. This rule is effective July 1, 2016.

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 3 Filed 08/18/16 Page 7 of 7

CERTIFICATE OF SERVICE

I, _____, certify that I am, and at all times during the service of process was, not less than 18 years of age and not a party to the matter concerning which service of process was made. I further certify that the service of this summons and a copy of the complaint and a copy of Local Rule 7001-1 was made _____ by: _____ (date)

Mail Service: Regular, first class United States mail, postage fully pre-paid, addressed to:

Personal Service: By leaving the process with defendant or with an officer or agent of defendant at:

Residence Service: By leaving the process with the following adult at:

Certified Mail Service on an Insured Depository Institution: By sending the process by certified mail addressed to the following officer of the defendant at:

Publication: The defendant was served as follows: [Describe briefly]

State Law: The defendant was served pursuant to the laws of the State of _____ (name of state) as follows: [Describe briefly]

Under penalty of perjury, I declare that the foregoing is true and correct.

_____ Date _____ Signature

Print Name		
Business Address		
City	State	Zip

EXHIBIT A

"SUPPLYTIME" Uniform Time Charter Party for Offshore Service Vessels

1. Period
 (A) The Owners let and the Charterers hire the Vessel described in Appendix A for the period as indicated in Box 8 from the time the Vessel is delivered to the Charterers.
 (B) Charterers have the option, subject to Clause 2(D), to extend the Charter in direct continuation for the period as indicated in Box 10, but such extension must be declared 90 days prior to the expiry of the charter period.

2. Delivery
 (A) Subject to Sub-Clause (B) of this Clause and to Clause 21 hereof, the Vessel shall be delivered by the Owners and accepted by the Charterers at the date indicated in Box 5 and the date indicated in Box 6 (the latter date being hereinafter referred to as "the cancelling date") at the port or place indicated in Box 7 in such available berth or mooring where the Vessel can safely lie always afloat, as the Charterers may direct. Owners not to be responsible for delay in delivery arising or resulting from strikes, lock-out or stoppage or restraint of labour whether partial or general.

Aggregation
 (B) If the Charterers shall pay a lump sum in the amount as stated in Box 13 subject to discount by way of mobilisation charge in consideration of Owners giving delivery at the port or place indicated in Box 7, this shall be payable 30% at the commencement of the voyage to the delivery port, which portion shall be non-returnable Vessel lost or not lost, and the balance on date arrival at the delivery port.
 (C) Should the Owners agree to the Vessel loading and transferring cargo and/or bunkering any other service for the Charterers en route to the port of delivery or from the port of re-delivery, then the terms, conditions and indemnities of this Charter Party shall apply to such loading and transferring and/or other service exactly as if performed during the period of the Charter exceeding only that any lump sum freight agreed in respect thereof shall be payable on shipment or commencement of the service as the case may be, Vessel and/or goods lost or not lost.

Cancellation
 (C) At any time, not later than seven days prior to the cancelling date indicated in Box 5, the Owners may give notice in writing to the Charterers that they will be unable to deliver the Vessel by the cancelling date but will deliver the Vessel by such date as may be specified in such notice. Charterers may within forty-eight hours of receipt of such notice give notice in writing to the Owners cancelling this Charter Party, in which event this Charter Party shall terminate on a basis that neither party shall be liable to the other for any losses incurred by reason of the non-delivery of the Vessel or the cancellation of the Charter Party, if Charterers do not give such notice, then the later date specified in the Owners' notice shall be substituted for the cancelling date for all the purposes of this Charter Party.

3. Employment
 (A) The Vessel and crew shall be employed in lawful offshore activities as indicated in the operations stated in Box 12, and on voyages between any ports and/or places of call and any place or offshore unit where the Vessel can safely lie always afloat within the trading limits indicated in Box 11 which shall be no circumstances, be exceeded without prior agreement and adjustment of the Charter Hire and such other terms as appropriate to be agreed and stated in Box 27. Provided always that the Charterers do not warrant the safety of any such port or place or offshore unit but shall act with prudence in their orders to the Vessel as if the Vessel were their own property and having regard to her capabilities and the nature of her employment. (B) Charterers shall be responsible for any loss or damage sustained by the Vessel by reason of the condition of berth or offshore unit.
 (C) Permission from responsible Authorities for Vessel and its Crew to work in the area defined in Clause 3(A) and Box 11, if required, shall be the responsibility of Charterers and Owners shall assist, if necessary, in every way possible to secure such permission.

4. Owners to Provide
 (A) The Owners shall provide and pay for all provisions and wages for the crew as well as the crew mess and engineering stores (except those which by the terms of this Charter Party are expressly payable by the Charterers) and the upkeep of maintaining the hull and machinery of the Vessel during her employment.

Maintenance of Vessel
 (B) The Owners undertake that throughout the period under this Charter they will maintain the Vessel in a seeworthy state and take all reasonable steps to maintain the Vessel in such state the Charterers agreeing to release the Vessel as necessary for this purpose in accordance with the provisions of Clause 14(C).

5. Charterers to Provide
 The Charterers shall provide and pay for all fuel and lubricants and repairs thereof including auxiliary machinery and galley fuel, water and charges payable for bunkermen (whether compulsory or not) and other expenses incurred in connection with the Vessel's business, light dues, canal tolls, tug assistance, consular charges (except those applicable to the Master, Officers and Crew), arrival, dock and other dues and charges other than those of the nature of the vessel's tax, including general municipal income, or other taxes, duty, harbour and tonnage dues at the ports of delivery and re-delivery, agencies and commissions incurred on the Charterers' behalf, costs for recovery of other watchmen, expenses of litigation including arbitration and determination of claims, and of obtaining or defending any claims by the nature of the cargo carried on the vessel.

6. Offshore Units or necessitated by any special requirements of harbour authorities, and all ropes, slings and special runners (including both cargo discharge boxes) actually used for loading or discharging. Charterers shall further provide and pay for fuel, duties, permits, import duties, including cost involved in establishing temporary or permanent importation bonds), clearance expenses both for the Vessel and/or equipment, also special moorings for offshore platforms, wires, nylon, spring lines slings, etc., for offshore works, all discharge pipes to supply platforms, hose connections and adapters retail oxygen/acetylene bottles supply electrodes used for offshore works.

7. Bunkers
 Unless otherwise agreed, the Vessel shall be delivered with bunk and lubricants on board and re-delivered with not less than sufficient bunkers to reach the next bunkering stage on route the Vessel's next port of call. The Charterers upon delivery and Owners upon re-delivery shall take over and pay for the bunk and lubricants on board at the current contract installation or at time and port of delivery and re-delivery.

8. Hire
 (A) The Charterers shall pay as Hire for the Vessel at the rate set in Box 15 per day or part thereof from the time that the Vessel is delivered to the Charterers until the expiration of charter terminal of this Charter Party, such Hire being based on a complement of Master, Officers and Crew at prevailing rates of pay. Payment of Hire shall be made in cash in the manner prescribed in Box 16 without discount, every 30 days in advance, the first payment to be made on the day of delivery of the Vessel to the Charterers. In default of payment, the Owners shall have the right to terminate this Charter and withdrawing the Vessel from the service of the Charterers, without being required to give any notice or to make any application to any court and without any other formality whatsoever and without prejudice to any claim the Owners may have on the Charterers under the Charter. Should the Vessel be lost or missing Hire shall cease from the date when she was last sighted. The date of loss cannot be ascertained, Hire shall be paid to the date the Vessel was last reported until the stipulated date of arrival of the Vessel at her destination. Any Hire paid in advance shall be adjusted accordingly.
 (B) The Owners shall be entitled to add 1/4 per month interest on charter hire not received within 15 days of date payment as stated in Clause 7(A).

Increase in Owners' Costs
 (C) In the event of any increase in the rates of pay of the Master, Officers and the Crew (in accordance with officially negotiated rates of pay) taking effect after the date of this Charter Party the rate of Hire shall be increased according to the formula: $H_n = (1 + O/P) \times H_{n-1}$ (where H_n = hire rate after increase; H_{n-1} = hire rate in force at time of wage increase; O/P = percentage of aggregated cost increase in rates of pay, including the purpose overheads, bonus, gratuity, leave, pension contributions, social charges and taxes and all similar payments.)
 (D) If the option under Sub-Clause 7(B) is exercised, Hire to be negotiated between Owners and Charterers on the basis of the 7 mentioned in Box 15, but changes in Owners' expenses included but not limited to salaries, wages and running costs to be set into consideration.

9. Re-delivery
 (A) The Vessel shall be re-delivered on the expiration of the termination of this Charter Party, clear of cargo and in the as good order as when delivered to the Charterers (fair wear and tear excepted) at the port or place stated in Box 8 or, if no place named, at an agreed place to be agreed between the Owners and the Charterers, and taking such agreement at the place of delivery.

Demobilisation
 (B) The Charterers shall pay a lump sum in the amount as stated in Box 13 by way of demobilisation charge which amount shall be paid on the expiration of charter termination of the Charter and shall discountless and non-returnable Vessel lost or not lost.
 (C) The Charterers shall have the option to re-deliver the Vessel, as set in Box 18.

Early Termination of Charter
 (D) In the event that the Charterers abandon all operations with the trading limits specified in Box 11 and at any time before expiry of this Charter they may terminate this Charter by giving notice to the Owners of their intention to so terminate and shall pay to the Owners upon such termination a sum equal to the number months' hire as indicated in Box 19.

Laying up of Vessel
 (E) The Charterers shall have the option of laying up the Vessel all or any portion of the Charter period in which case the Hire for the period shall continue to be paid, but if the period of such lay-up exceeds 30 days they shall be credited against such Hire the amount which the Owners shall have saved by reason of reduction in port charges and overheads as a result of the lay-up of the Vessel due to such of such period of lay-up as exceeds 30 days.

10. The Vessel's Documents
 The whole deck and hold and deck of the Vessel shall be the Charterers' disposal reserving proper and sufficient space for the Vessel's Master, Officers, Crew, tackle, apparel, furniture, provisions and stores. The Charterers shall be entitled to carry, so far as is available and for their purposes in connection with their operations and otherwise than for cargo.

206 15. Excluded Ports
(A) The Vessel not to be ordered to nor bound to enter without the permission of the Charterers within any place where fever or epidemics are prevalent or to which the Master, Officers and Crew by law are obliged to follow the Vessel; (B) any ice-bound place or any place where lights, lighthouses, marks and buoys are or are likely to be withdrawn by reason of ice on the Vessel's arrival or where there is risk that ordinarily the Vessel will not be able on account of ice to reach the place or to get out after having completed her voyage; (C) any place where the Vessel shall not be obliged to force ice nor to remain at the loading or discharging place for fear of the Vessel being frozen in and/or damaged, but has liberty to sail to a convenient open place and await the Charterers' further instructions.

212 16. Master and Crew
(A) The Master shall carry out his duties promptly and the Vessel shall render all reasonable services within her capabilities as the Charterers may reasonably require without any obligations of the Crew to the Vessel or to the Charterers as regards employment, agency and other arrangements and the Charterers shall indemnify the Master and Owners against all consequences or liabilities arising from compliance with such orders and sailing directions as the Charterers give with all instructions and sailing directions to the Charterers or their agents. The Master shall sign cargo documents as and in the manner which shall be non-responsible documents and shall be marked as such. Charterers shall indemnify Owners against all consequences and liabilities arising from the Master, Officers or agents signing, under the direction of Charterers, mate cargo documents or other documents inconsistent with this Charter Party or from any irregularity in the papers supplied by Charterers or their agents.

213 (B) The Vessel's Crew if required by Charterers will connect and disconnect electric cables, fuel, water and steam/hot hoses at offshore platforms on board the vessel in port as well as alongside the offshore units while working on the vessel and will sling and hook on cargo when loading and unloading cargo, alongside offshore units. If the crew regular loading or discharging, alongside offshore units, do not permit the crew to do any of the work, then the Charterers shall make, at their own expense, whatever other arrangements may be necessary always under the direction of the Master.

214 (C) If the Charterers have reason to be dissatisfied with the conduct of the Master or any Officer, Engineer or member of the Crew, the Owners and Master or any Officer, Engineer or member of the Crew shall promptly investigate the matter and, in their opinion, if it is necessary, and practicable make a change in the appointment.

215 17. Suspension of Hire
(A) If as a result of any detention of Crew or Owners' stores, strikes or other causes the Vessel is prevented from working for a period of more than 24 consecutive hours and any Hire paid in respect of time lost in excess of 24 hours and any Hire paid in respect of time lost in excess of 24 hours shall be adjusted accordingly provided always however that Hire shall not exceed 50% of the amount of the Vessel being prevented from working as expressed as a result of:
(i) the carriage of dangerous cargo;
(ii) guarantee or risk of quarantine unless caused by the Master, Officers or Crew having communication with the shore at any time or in connection with the employment of the Charterers;
(iii) detention from her Charter duties or exposure to abnormal risks at the request of the Charterers;
(iv) Working alongside as in the proximity of duty on the vessel provided that there has been no gross dereliction of duty on the part of the Master, Officers or Crew of the Vessel;
(v) detention in consequence of being driven into port or to anchorage through stress of weather or tending to shallow harbours or to pier or quay with damage or suffering an accident to her cargo when the expenses resulting from such detention shall be for the Charterers' account howsoever incurred;
(vi) any act or omission of the Charterers, their servants or agents;
(vii) detention or damage by ice.

216 (B) The Charterers shall be under no liability whatsoever to the Charterers for any loss or damage or delay sustained by Charterers as a result of the Vessel being prevented from working by any cause whatsoever other than the Charterers' liability in compliance with their obligation to make the Vessel seaworthy and fit for her service in accordance with this Charter when such liability shall be limited as provided under Clause 15(A).

217 18. Drydocking
(A) The Vessel shall be drydocked at regular intervals to be mutually agreed and all expenses including port charges incurred and fuel consumed during the drydocking period to be for Owners' account. Charterers shall place the vessel at Owners' disposal clear of cargo at the port or place named in Box 13 or at the nearest port suitable for the purpose. The Vessel shall be at-hire, unless the port named in Clause 11(B) is not used, from the time of arrival at the named port to the time of departure and shall remain at-hire until ready to receive Charterers' service at the place at which the off-hire period commences.

218 19. Repairs and Maintenance
(A) Notwithstanding the foregoing provisions of this Clause, Charterers shall be responsible for a maximum of 24 hours of hire, which shall be cumulative for repairs or maintenance or for any other work on the vessel or on her equipment or on her cargo during the period of the charter party including drydocking, repairs, maintenance and repairs including drydocking, repairs, maintenance and repairs saved but not used shall be payable to Charterers annually and any balance upon redelivery of the vessel exceeding daily hire.

219 20. Excluded Ports
(A) The Vessel not to be ordered to nor bound to enter without the permission of the Charterers within any place where fever or epidemics are prevalent or to which the Master, Officers and Crew by law are obliged to follow the Vessel; (B) any ice-bound place or any place where lights, lighthouses, marks and buoys are or are likely to be withdrawn by reason of ice on the Vessel's arrival or where there is risk that ordinarily the Vessel will not be able on account of ice to reach the place or to get out after having completed her voyage; (C) any place where the Vessel shall not be obliged to force ice nor to remain at the loading or discharging place for fear of the Vessel being frozen in and/or damaged, but has liberty to sail to a convenient open place and await the Charterers' further instructions.

220 21. Owners' Responsibilities and Exclusions
(A) The Owners shall be liable to the Charterers for any loss or damage incurred by the Charterers by reason of a want of due diligence by the Owners in making the Vessel seaworthy and fit for service under the Charter, but the Owners' liability under the Charter shall be limited to suspension of Hire. The Owners shall not be liable to the Charterers or Charterers' Contractors in respect of:
(i) any loss of life, injury, loss or damage to any passenger or other person (not being the Master or an Officer or member of the Crew of the Vessel) on board the Vessel or any loss or damage to the Vessel or to cargo howsoever caused notwithstanding that such loss of life, injury, loss or damage is due to any act or omission of the Master or any Officer or member of the Crew of the Vessel or
(ii) any loss or damage to offshore units whether direct or indirect and including, but not restricted to, any consequential loss; or
(iii) any actual or potential spill, leakage and/or emission of any pollutant occurring within the offshore site and any pollution resulting therefrom, whatsoever it may occur;
(iv) any loss of life, injury, loss or damage to any person on or in the vicinity of offshore units unless due solely to a negligent act or omission of the Master or any Officer or member of the Crew of the Vessel only in the course of or in relation to work which would normally be done by the Vessel's Crew;
(v) loss, damage or restraint of labour (including the Master, Officers and Crew) whether partial or general.

221 22. Charterers' Responsibilities
(A) The Charterers shall be responsible for loss or damage caused to the Vessel or to the Owners:
(i) by goods being loaded contrary to the terms of the Charter or by improper or careless bunkering or loading, stowage or discharge of goods;
(ii) by any improper or negligent act or omission on their part (that of their servants or agents);
(iii) by improper or negligent act or omission of any passenger, crew member of the crew of an offshore unit or a member of the Vessel's crew or the Master or an Officer or a member of the Vessel's crew on board the Vessel at the request of or with the knowledge of or consent of the Charterers;
(iv) by reason of any actual or potential spill, leakage and/or emission of any pollutant occurring within the offshore site and any pollution resulting therefrom, whatsoever it may occur and including but not limited to the cost of such measures as are reasonably necessary to prevent or mitigate pollution damage.

222 23. Charterers' Indemnities
(A) The Charterers shall indemnify the Owners against any liability (including cost and expense) in respect of any loss or injury or damage or other loss to person or property, howsoever caused or caused by the neglect or fault of Owners' servants or agents, to:
(i) any third party owning or having an interest in an offshore unit;
(ii) any third party in respect of cargo carried by the Vessel;
(iii) any third party arising by reason of any actual or potential spill, leakage and/or emission of any pollutant howsoever caused or occurring within the offshore site and any pollution resulting therefrom, whatsoever it may occur;
(iv) any passenger or other person (not being the Master or any Officer or member of the Vessel's crew) on board the Vessel at the request or with the knowledge or consent of the Charterers;
(v) any other person in the vicinity of the Vessel's offshore unit provided always that the provisions of this Clause shall not be taken to limit in any way diminishing any of the Charterers' liabilities in their capacity as owners or hirers of such offshore unit or in any capacity other than that of the Charterers of the Vessel.

223 24. Liability on Master, Officers and Crew
The Master, Officers and Crew of the Vessel shall in no circumstances be liable for any loss or damage to the Vessel or to the Owners or to the Charterers or to any person or property, howsoever caused or caused by the neglect or fault of the Master, Officers or Crew of the Vessel.

"SUPPLYTIME" Uniform Time Charter Party for Offshore Service Vessels

is the Owners or to which the Owners are entitled hereunder shall also be available and shall extend to protect the Master and Crew of the Vessel acting as pilotage for the purpose of this Clause 14 the Owners are to be deemed to be acting as agent on behalf of the Charterers and for the benefit of the Master and Crew of the Vessel who shall to the extent of or be deemed to be parties to the contract of charter contained under this Charter Party, and the Charterers agree not to institute any proceedings against them in respect of any such matters. 411

18. Deviation to Assist 420
The Vessel shall be entitled at all times to assist vessels and other property in distress to deviate for the purpose of taking life or other property and for that purpose to call at any port or ports for fuel and other supplies and to carry cargo on or under deck. 424

17. Salvage 425
Subject to the provisions contained in Clause 18, all salvage and assistance to other vessels shall be for the Owners and the Charterers shall bear the expenses including hire and crew of the vessel and all legal and other expenses including hire and crew of the vessel and all loss in the salvage, repairs of damage and all other costs incurred by the Charterers shall be borne by all measures taken by the Charterers in order to secure payment of salvage and its amount. The Charterers agree and within their control shall arrange that all Charterers agree and within their control shall arrange with Owners, Charterers shall be liable for any loss or damage to the vessel or cargo caused by the Charterers or their agents or servants. No cure no pay. 435

19. Assistance to Charterers' Offshore Units 430
Notwithstanding any other provisions contained in this Charter, the Charterers shall be responsible for and shall indemnify the Owners against any claims or damages sustained by the Charterers or their agents or servants in the event of neglect or default of Master, Officers or Crew. 441

(i) Charterers shall be responsible for and shall indemnify the Owners against payments made under any legal rights to the Master and Crew in relation to such assistance. 444

(ii) Charterers shall be responsible for and shall reimburse the Owners for any loss or damage sustained by the Vessel or her equipment by reason of giving such assistance and shall also pay the Owners' expenses. 447

(iii) Charterers shall be responsible for any actual or potential spill, escape and/or emission of any pollutant whatsoever caused by the Vessel or her equipment or any pollution resulting therefrom, whether or not it may occur and including but not limited to the cost of such measures as are reasonable necessary to prevent or mitigate pollution damage and Charterers shall indemnify the Owners against any liability, cost or expense arising by reason of such actual or potential spill, escape and/or emission. 450

(iv) The Vessel shall not be liable as a consequence of giving such assistance or carrying out repairs under any provision of this Clause and the Charterers shall not be liable for such repairs unless granted under Sub-Clause (i) of Clause 11. 450

(v) Charterers shall indemnify the Owners against any liability, cost and/or expense in respect of any loss of life, injury, damage or other loss in relation or property caused by such assistance. 453

20. Sublets 461
The Charterers shall have the option of sub-letting the Vessel to any other person or company not competing with the Owners, subject to the Charterers prior approval which shall not be unreasonably withheld. Charterers will not be liable for any loss or damage to the Vessel or her equipment or any loss or damage to the cargo or other property of the Charterers or their agents or servants which may be incurred by them or their agents, which might have resulted from the sub-letting of the Vessel to any other person or company over the title and interest of the Owners in the Vessel. Charterers shall indemnify and hold the Owners harmless against any claims against the Charterers arising out of the operation of the Vessel during the period while she is under the control of Charterers, and against any claims against the Charterers arising out of the operation of the Vessel or the operation of her equipment or her operation hereunder by reason of any negligence or default of Charterers in relation to the Vessel or the operation of her equipment. Should the Vessel be arrested by reason of claims of third parties arising out of her operation hereunder Charterers shall at their own expense take all reasonable steps to secure the release of the Vessel and at their own expense put up bail to secure release of the Vessel. 460

21. General Average 465
General Average to be adjusted according to York Antwerp Rules 1974. Hire not to contribute to General Average. 465

22. Collision 468
Bath-to-Bath Collision Clause
If the Vessel comes into collision with another ship as a result of the negligence of the other ship and any act, neglect or default of the Master, manager, or crew of the Vessel the Charterers will indemnify the Owners against all loss or liability to the other or non-carrying ship or her owners in so far as such loss or liability represents loss of or damage to, or any claim whatsoever of the other or non-carrying ship or her owners to the owners of the Vessel or her equipment, recovered or recoverable by the other or non-carrying ship or her owners as part of their claim against the Vessel or the Charterers. The foregoing provisions shall also apply where the owners of the Vessel or those in charge of any ship or object of object other than a ship or object in charge of any ship or object are at fault in respect of a collision or contact. 470

23. Structural Alterations 481
The Charterers shall have the option of making at their expense structural alterations to the Vessel with the written consent of the Owners but unless otherwise agreed the Vessel is to be returned to her original condition or reinstatement. The Charterers shall in no way be responsible for any consequences arising out of the Charterers carrying out any such alteration or reinstatement. 485

24. Definitions 488
"Offshore unit" is defined for the purposes of this Charter as a vessel, offshore installation, structure and/or mobile unit used for offshore exploitation or production.
"Offshore site" is defined for the purposes of this Charter as the area within three nautical miles of an offshore unit from which the Owners are requested to take their Vessel by the Charterers. 488

25. Arbitration 490
This Charter Party shall be governed by English law and any dispute arising under this Charter shall be referred to arbitration in London. The Arbitration shall be conducted in accordance with the rules of arbitration to be nominated by the Owners and the Charterers, and in case the Arbitrator shall not agree then to the decision of an umpire to be appointed by them the award of the Arbitrator or the umpire to be final and binding upon both parties. 490

26. Subcharter Vessel 495
The Charterers may be entitled at any time whether before the commencement of the Charter period, to charter another Vessel of equivalent capacity and equipment. 495

Maintenance of Vessel

(B) The Owners undertake that throughout the period under this Charter they will take all reasonable steps to maintain the Vessel in efficient state in hull and machinery or to restore the Vessel to such state.

(C) The Owners shall further provide and pay for all fuel and lubricants and transport thereof (including auxiliary machinery and galley fuel), water, port charges, pilotage and boatmen (whether compulsory or not) canal steersmen, light dues, solid ballast, tug assistance, consular charges, canal, dock and other dues and charges, dock, harbour and tonnage dues at the ports of delivery and re-delivery, agencies and commissions costs for security or other watchmen, expenses of fumigation (including de-ratification and extermination of vermin) and of quarantine (if occasioned by the nature of the cargo carried or the port visited whilst employed under this Charter). The Owners shall also provide and pay for the loading and unloading of cargoes except the objects covered by clause 21 and for all necessary dunnage, uprights and shoring equipment for securing deck cargo, all cordage (excluding such as is required for ordinary ship's purposes, mooring alongside in harbour but including such as is required for securing to the offshore units or necessitated by any special requirements of the harbour authorities), and all ropes, slings and special runners (including bulk cargo discharge hoses) actually used for loading and discharging. Owners shall further provide and pay for custom duties, permits, import duties, including costs involved in establishing temporary or permanent importation bond(s), clearance expenses both for the Vessel and/or equipment except in respect of the objects covered by clause 21, also special mooring lines to offshore platforms, wires, nylons, spring lines, slings etc...used for offshore works with hose connections and adaptors, refill oxygene/acetylene bottles and supply electrodes for offshore works.

5. BUNKERS AND LUBRICANTS

The owners shall be responsible for providing and paying for all bunkers and lubricants.

6. RE-DELIVERY

The Vessel shall be re-delivered on the expiration of this Charter-Party

.../...

10/1

7. THE VESSEL'S SPACE

The whole reach and burden and decks of the Vessel shall be at the Charterer's disposal reserving proper and sufficient space for the Vessel's Master, Officers, Crew, tackle, apparel, furniture, provisions and stores. The Charterers shall be entitled to carry, so far as space is available and for their purposes in connection with their operations :

(i) Passengers including T.V. and filming crews, and for such purposes to make use of the Vessel's available accommodation not being used on the voyage by the Vessel and Crew. The Owners shall provide suitable provisions and requisites for such passengers.

(ii) Lawful cargo whether carried on or under deck.

(iii) Explosives and dangerous cargo provided such are packed and stowed in accordance with ship's national regulations and/or IMCO Dangerous Goods Code and/or other pertinent regulations. The Charterers accept responsibility for any additional expenses (including restoration expenses) incurred by the Owners in relation to the carriage of such cargo.

(iv) The OWNERS shall permit passengers including film or T.V. personnel to travel aboard "Nautila" but those passengers will be carried at their own risk and subject to satisfactory medical assessment.

8. MASTER AND CREW

(A) The Master shall carry out his duties promptly and the Vessel shall render all reasonable services within her capabilities by day and by night and at such time and on schedules as the Charterers may reasonably require without any obligations of the Charterers to pay to the Owners or the Master, Officers or the Crew of the Vessel any excess or overtime payments. Subject to article 18.2. hereafter, the Master shall be under the orders of the Charterers as regards employment, agency and other arrangements. The Master and Engineer shall keep full and correct logs accessible to the Charterers or their agents. The Maater shall sign cargo documents as and in the form presented.

(B) If the Charterers have reason to be dissatisfied with the conduct of the Master or any Officer, Engineer or member of the Crew, the Owners and Master on receiving particulars of the complaint shall promptly investigate the matter and, if, in their opinion, it is necessary and practicable make a change in the appointment.

.../...

Handwritten initials or signature.

SENT BY: Xerox Telecopy 2020-01-03 14:38 PMG 180006 73-1 Filed 02/06/16 Page 8 of 19
Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Filed 02/17/16 Page 8 of 19 # 6

For the purpose of this clause, the Charterers shall deal solely with the Owners Senior Representative at sea and the Owners will implement the Charterers wishes in respect of the Master, Engineer and Crew in relation to this clause.

9. DEVIATION TO ASSIST

The Vessel shall be entitled at all times to assist vessels and other property in distress, to deviate for the purpose of saving life or property and for that purpose to call at any port or ports for fuel and/or other supplies and to carry cargo on or under deck. Such deviation shall be considered as a period of hire.

10. SALVAGE

All salvage (other than is contemplated by and arises from the activities described in Box 12) and assistance to other vessels shall be for the Owners' and the Charterers' equal benefit after deducting the Master's and Crew's proportion and all legal and other expenses including hire paid under the Charter for time lost in the salvage, repairs of damage and oil consumed. The Charterers shall be bound by all measures taken by the Owners in order to secure payment of salvage and fix its amount. Charterers agree and if within their control shall so arrange that all salvage assistance unless alternative terms be agreed with Owners, shall be on terms of Lloyd's Open Form "No cure-no pay".

The Owners shall indemnify and hold harmless the Charterers from any claim for salvage made by the Master, any crew servant or agent of the Owner.

If any conflict arises between this clause and clause 21 then the latter shall prevail.

11. LIEN

The Owners shall have a lien upon all cargoes for all claims against the Charterers under this Charter and the Charterers shall have a lien on the Vessel for all monies paid in advance and not earned. Charterers will not suffer, nor permit to be continued, any lien or encumbrance incurred by them or their agents, which might have priority over the title and interest of the Owners in the Vessel.

Case 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Filed 07/06/16 Page 9 of 19
Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Filed 08/17/16 Page 9 of 19
IDENT BY: Xerox Telecopier 1020 9-16-88 11:18PM 2638669724 # 7

Charterers shall indemnify and hold Owners harmless against any lien or whatsoever nature arising upon the Vessel during the Charter period while she is under the control of Charterers, and against any claims against Owners arising out of the operation of the Vessel by Charterers or out of any neglect of Charterers in relation to the Vessel or the operation thereof. Should the Vessel be arrested by reason of claims or liens arising out of her operation hereunder by Charterers, Charterers shall at their own expense take all reasonable steps to secure that within a reasonable time the Vessel is released and at their own expense put up bail to secure release of the Vessel.

12. SUB-LET

Subject to the prior written approval of the OWNERS, the Charterers shall be authorized of sub-letting the vessel to any person or company not competing with the Owners.

13. WAR

(A) The Vessel unless the consent of the Owners be first obtained not to be ordered nor continue to any place or on any voyage nor be used on any service which will bring her within a zone which is dangerous as the result of any actual or threatened act of war, war, hostilities, warlike operations, acts of piracy or of hostility or malicious damage against this or any other vessel or its cargo by any person, body or State whatsoever, revolution, civil war, civil commotion or the operation of international law, nor be exposed in any way to any risks or penalties whatsoever consequent upon the imposition of sanctions.

.../...

- 6 -

(B) If as a result of such aforementioned acts or warlike operations the Vessel is prevented from carrying out her duties under this Charter Party, both the Owners and the Charterers may cancel the Charter and, unless otherwise agreed, the Vessel to be redelivered to the Owners in port of re-delivery defined in box 8.

The Owners shall not be liable for the consequences of such early termination of the charter and the total charter hire defined in box 13 shall be paid to the Owners.

14. GENERAL AVERAGE

General Average to be adjusted according to York/Antwerp Rules, 1974. Hire not to contribute to General Average.

15. BOTH-TO-BLAME COLLISION CLAUSE

If the Vessel comes into collision with another ship as a result of the negligence of the other ship and any act, neglect or default of the Master, mariner, pilot or the servants of the Owners in the navigation or the management of the Vessel, the Charterers will indemnify the Owners against all loss or liability to the other or non-carrying ship or her owners in so far as such loss or liability represent loss of or damage to, or any claim whatsoever of the owners of any goods carried under this Charter paid or payable by the other or non-carrying ship or her owners to the owners of the said goods and set-off, recouped, or recovered by the other or non-carrying ship or her owners as part of their claim against the Vessel or the Owners. The foregoing provisions shall also apply where the owners, operators or those in charge of any ship or ships or objects other than or in addition to the colliding ships or objects are at fault in respect of a collision or contact.

16. STRUCTURAL ALTERATIONS

The Charterers shall have the option of making at their expense structural alterations to the Vessel with the written consent of the Owners but unless otherwise agreed the Vessel is to be re-delivered re-instated to her original condition. The Vessel is to remain on hire during any period of these alterations or re-instatement.

.../...

17. ARBITRATION

Any dispute arising under this Charter which cannot be settled in an amicable manner shall be referred to arbitration in London according to the rules and regulations of the International Chamber of Commerce of LONDON.

This Charter Party shall be governed by English law.

18. POSITION OF TITANIC WRECK

Owners warrant that they have accurate knowledge of the exact position of the "TITANIC" wreck and undertake to bring the vessel to such position and to dive their submersible on the TITANIC site (as defined in Clause 19). Owners undertake to supply the TITANIC's accurate position to the charterer. The charterer will not unnecessarily divulge the position of the TITANIC WRECK to any third party.

19. DEFINITION OF THE SITE

"THE SITE" is :

1. The bow and stern sections of "RMS TITANIC".
2. The area which lies half a nautical mile to either side of the line from the front of the bow section to the rear of the stern section, extended one nautical mile to the rear of the stern section.

20. RECOVERY OF OBJECTS

20.1. OWNERS will forthwith hand over to the Charterers all objects collected on or from the Titanic site during the performance of this charter party. OWNERS renounce all property rights in the objects collected during the expedition performed under this charter party, both for themselves and on behalf of the Master, Officers, crew, servants and agents, provided all payments defined in article 24 be made to the OWNERS. In particular, the Charterers may only keep the safes if the corresponding term of payment is made to IPREMER.

20.2. Owing to the fact that the objects collected by OWNERS on behalf of the Charterers are not the property of OWNERS, the Charterers shall indemnify and hold harmless OWNERS against all and any claim related to the recovery of the aforementioned objects excepting always any claims made by any master, crew, agents servants or employees of OWNERS.

.../...

Charterers shall reimburse OWNERS of all legal expenses incurred by OWNERS in connection with such claims.

Charterers shall not sell the objects collected by OWNERS, but shall use them only for exhibition purposes.

20.3 OWNERS shall not be responsible for the process of conditioning and preservation of these objects on board the vessel.

20.4 OWNERS shall be entitled to collect a few specific samples of the Titanic wreck for scientific experimental purposes in corrosion research and/or biological research.

The selection of samples and the collection of the same shall be mutually agreed between the representative of OWNERS and of the Charterers on the vessel and the collection of these samples shall in no way interfere with the Charterers use of the vessel.

21. AUDIO VISUAL RIGHTS AND OTHER COMMERCIAL RIGHTS

21.1. The charterer shall at all times have and be entitled to the benefit of all media, T.V., audio-visual rights relating to and arising from the activities of the charter.

21.2. All logos appearing on the vessel will remain as they are and where they are, nevertheless the charterers shall have the right to place such additional logos as they wish on the vessel and/or ancillary equipment in such a position as they wish, provided that such positioning shall not interfere with the operation of the vessel or any part of it or obscure any of OWNERS or other logos or names currently on the "vessel" and its ancillary equipments.

21.3. - Merchandising arrangements for toys and models

Subject to the provisions of this section the Charterers shall retain and be entitled to the benefit of all merchandising and other commercial rights relating to and arising from the activities of the Charter. The Charterers shall be fully entitled to authorize and license the production of models, toys and all representations of the vessels and equipment used by IPREMER for the purpose of the Charter Party ("the vessels and the equipment") for merchandising and commercial gain in connection with the 1987 TITANIC Expedition.

21

Case 3:16-DK-UZZ30-PMG Doc 73-1 Filed 07/06/16 Page 13 of 19
ENT BY: Xerox Telecopier 7020 8-16-88 11:20PM 2038668224-1
Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Filed 08/17/16 Page 13 of 19 #11

IFREMER shall be entitled to receive 5% of the whole sale turnover of the sales of toys and models representing IFREMER's equipment.

After 31st August 1992, the Charterers will not, without the prior written consent of the Owners, enter into new contracts for the licensing of the merchandising, production and sale of the toys, but all contracts entered into by the Charterers prior to that date shall be allowed to run to expiry.

21.4. The charterers shall keep OWNERS informed of preparations for any film or book relating to the RMS TITANIC expeditions or to the TITANIC site.

22. FUTURE EXPEDITIONS ON THE TITANIC SITE

22.1. In the event that the charterer intends to plan additional expeditions to the TITANIC site during the years 1988 to 1992 inclusive the charterer shall inform OWNERS of its intentions before the 31st January of the year during which the expedition will take place.

22.2. In the event IFREMER will be approached during the years 1988 to 1992 by a new entity in order to perform similar expeditions on the TITANIC site, IFREMER shall grant a first refusal right to the CHARTERER in order to allow him to participate in a new TITANIC expedition.

The first refusal right has to be exercised by the CHARTERER within three weeks after notice given in writing by IFREMER.

23. LIABILITY

23.1. OWNERS warrant that the vessel is seaworthy and fit in all aspects for her duties under this charter.

23.2. The navigation management and operation of the vessel, the diving operations and the overall safety of the vessel and all loss damages costs expenses and liabilities arising out of or connected therewith shall be the sole responsibility of the OWNERS.

.../...

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Filed 03/17/16 Page 14 of 19 #12
SENT BY: Xerox Telecopier 10201 0-16-17

OWNERS shall be solely liable for all loss damages expense and claims for death or for personal injury to any Master, crew, servant, agent or employee of OWNERS or any other person on board the vessel at their request and for all damage or loss caused to or incurred by the vessel or other property of OWNERS or OWNERS itself arising out of or in any way connected with the performance of the work at sea or sub-sea under this agreement, howsoever caused. Subject to sub-Clause 23.3. hereof OWNERS shall be liable for all loss damage expense or costs suffered or incurred in connection with claims made by third parties excepting the journalists, T.V. companies and all persons invited on board by the charterers and OWNERS shall indemnify and hold harmless the charterers from all claims for such losses, damage, expenses, costs.

Nothing in this clause or in the charter-party as a whole may be regarded as transferring the aforesaid responsibilities and liabilities to the Charterers.

OWNERS shall not however be liable for loss or damage caused to the objects from the wreck of RMS TITANIC from the time of correction or recovery by OWNERS until such objects are handed over to the Charterers pursuant to clause 20.1.

23.3. The Charterers shall be solely liable for all losses damages expense and claims for death or for personal injury to any passenger or other person (not being the Master, crew servant agent or employee of OWNERS) on board the vessel at their request or with the knowledge or consent of the Charterers. The charterers shall be responsible for all loss or damage to objects from the wreck of RMS TITANIC after they are handed over by OWNERS. For the avoidance of doubt the charterers and his insurance companies waive any right to sue the OWNERS in respect of all matters covered by this paragraph.

23.4. The Owners shall not be held liable for any delay caused by a strike by persons other the Owners own employees or agents.

ARTICLE 24 - CONDITIONS OF PAYMENT

24.1. The global charter hire for the basis charter period (54 days), subject to the option arrangement described in paragraph 24.2 below, shall be a lump sum of French francs 8,610,000 (eight million six hundred ten thousand francs) plus French francs 3,690,000 (three million six hundred ninety thousand French francs) for the recovery of the first TITANIC safe, plus French francs 615 000 (six hundred and fifteen thousand French francs) for each of the two additional TITANIC safes.

.../...

Call

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 44-2 Filed 02/15/17 Page 15 of 19 #13
ENT. BY: Xerox To: [unclear] 10/20/17 8:16:35 PM

The global charter hire for the basis charter period (54 days) shall be paid as follows :

a/ The charterers shall issue by July 3, 1987 an irrevocable letter of credit in favour of IFREMER, Account nr 2335 A

CREDIT LYONNAIS, Agence Ligne Entreprises
75008 - PARIS, 55 Champs Elysées
Telex 660 021 F

with following condition of payments :

- FF 1,291,500 payable by July 3, 1987
- FF 2,000,000 payable on reception of a telex issued by IFREMER confirming the departure of the NADIR VESSEL from TOULON for the TITANIC SITE,
- FF 2,000,000 payable on reception of a telex issued by IFREMER confirming that the first NAUTILE dive takes place on the TITANIC SITE,
- FF 2,000,000 payable thirty days after the date of the first NAUTILE DIVE on the TITANIC SITE.
- FF 1.318.500 payable on September 30, 1987 upon presentation of an invoice by IFREMER.

b/ The Charterers shall issue an irrevocable letter of credit in favour of IFREMER account defined in paragraph a of FF 3,690,000 for the recovery of the first TITANIC SAFE.

This letter of credit has to be issued by the Charterers no later than 48 hours after recovery of the safe notified to the charterers by telex sent by IFREMER.

The FF 3,690,000 shall be payable on September 30, 1987 upon presentation of an invoice by IFREMER.

c/ The Charterers shall issue an irrevocable letter of credit in favour of IFREMER account defined in paragraph a of FF 615,000 for the recovery of each of the two additional TITANIC SAFES.

These letters of credit have to be issued by the Charterers no later than 48 hours after recovery of the safe notified to the charterers by telex sent by IFREMER.

The FF 615,000 shall be payable for each two additional safes recovered on November 30, 1987 upon presentation of an invoice by IFREMER.

.../...

4

Appendix "A" to the Charter Party

Name of Vessel : NADIR

Support vessel for underwater research

- main characteristics :

class of vessel : BV + 1 - 3 - 3'E (haute mer) Glace III
 length overall : 55,75 m
 beam overall : 11,89 m
 draught max. : 4,68 m
 depth moulded : 5,50 m at main deck
 displacement : 2 025 tons
 deck cargo : 360 tons
 deck area : 33 m x 11 m
 deadweight : 1 173 tons

main propulsion :

- four engines, total output 2 400 HP
- two engines on each controllable pitch propeller
- auxiliary propulsion : gill jet bow thruster 420 HP
- electrical power 970 KVA
380 v 50 Hz 3 phases

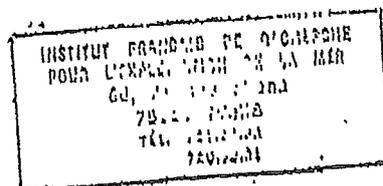
- Equipment

Satellite navigation system
 Telephone - cable by INMARSAT

- facilities for carrying Nautilus

- one special stern gantry (20 tons)
- one rolling platform for transferring the submersible to the workshop
- facilities for carrying major surface equipment
- one main crane (3 tons at 14,7m)
- laboratory containers (20')
- accommodation officers and men 14
- technical personal : 15
- passengers : 10

P. Ch



Appendix "B" to the Charter Party
Particulars of vessel's equipment.

NAUTILE

manned submersible

depth rating	6 000 m
weight in air	18,5 T
length	8,00 m
width	2,70 m
height	3,45 m
payload	200 kg

manned sphere

- . crew 3
- . inside diameter 2,10 m
- . sphere material titanium alloy
- . view ports

number	3
diameter	120 mm

pitch and trim control with mercury pump 12°

power system : Ni-Cd battery 40 Kwh

propulsion :

- 1 axial motor
- 2 vertical thrusters
- 1 lateral thruster

highspeed 2,5 knots
underwater range at 1 knot : 15 miles

autonomy safety 130 hours

telemanipulation

. 2 arms

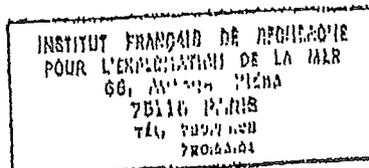
communications

- . 1 underwater telephone
- . 1 acoustic broadcast system for still pictures

miscellaneous equipments

- . 1 scanning sonar
- . 1 TV camera BCCD, DP. J
- . 2 photo cameras
- . 6 external lights
- . 1 sub bottom profiler
- . 1 dead reckoning

A navis positioning system will be supplied to position Nautilus and Nadir on the seabed



DP

Case 3:16-bk-02230-PMG Doc 73-1 Filed 07/06/16 Page 19 of 19
Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-1 Filed 08/17/16 Page 19 of 19

SENT BY: Xerox Telecopier 7020 | 8-16-88 | 1:23PM |

2088669724

#18

Appendix "B" to the Charter Party
Particulars of vessel's equipment

Autonomous shuttle

5 made of 1,2 x 1,2 x 1,5 basket fitted with acoustic release
system will be supplied.

For safety reasons these shuttles have to be lowered down prior to
the Nautilus's dive.

EXHIBIT B

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

AFFAIRES MARITIMES

QUARTIER DE LORIENT

"PROCES-VERBAL DE REMISE AU SAUVETEUR
DES OBJETS PRELEVES SUR L'EPAVE DU TITANIC EN 1987"

(Article 13 du décret n°61-1547 du 21 décembre 1961
fixant le régime des épaves maritimes)

Par l'Administrateur des Affaires Maritimes,
M. CHAPALAIN
représentant le Chef de Quartier de LORIENT,
88-90, Avenue de la Ferrière
B.P. 2143
56321 LORIENT Cédex

à

la société TITANIC VENTURES Limited Partnership
représenté par Monsieur Georges TULLOCH, directeur
assisté de Maître Alain de FOUCAULD, avocat,
204 Old Post Road, Southport
CONNECTICUT 06490 (Etats-Unis)

* * *

Conformément à sa décision en date du 12 octobre 1993,
prise en application des dispositions du décret n°61-1547 du 26 décembre
1961 fixant le régime des épaves maritimes, Monsieur CHAPALAIN,
représentant le Chef de Quartier des Affaires Maritimes de LORIENT a
procédé ce jour à la remise des objets prélevés sur l'épave du TITANIC en
1987 et dont les légitimes propriétaires ou ayants droit n'ont pu être
identifiés, comme suite aux mesures de publicité prises par les autorités
françaises, à la société TITANIC VENTURES Limited Partnership, en sa
qualité de sauveteur.

La liste de ces objets figure en annexe du présent procès-verbal, ainsi que la lettre d'intention de la société TITANIC VENTURES Limited Partnership en date du 22 septembre 1993.

A Saint Rémy , le 20 octobre 1993

L'Administrateur
des Affaires Maritimes
Monsieur CHAPALAIN
représentant le Chef
de Quartier des Affaires Maritimes
de LORIENT



La société TITANIC VENTURES
Limited Partnership représenté
par Monsieur G. TULLOCH,
Directeur

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'G. Tulloch'.

assisté de Maître A. de FOUCAULD,
Avocat

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'A. de Foucauld'.

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-2 Filed 08/17/16 Page 4 of 7

(Translation made by
J.C Goldsmith et Associés)

FRENCH REPUBLIC

MINISTRY OF EQUIPMENT
TRANSPORTATION AND TOURISM

MARITIME AFFAIRS

HEADQUARTER OF LORIENT

"MINUTES OF DELIVERY TO THE SALVAGER OF THE ARTIFACTS RECOVERED FROM
THE TITANIC WRECK IN 1987"

(Article 13 of the decree n° 61-1547 dated December 21, 1961 determining the regime
of the wreck at sea)

By the Maritime Affairs Administrator,
M. Chapalain
representing the Head of the Headquarter of Lorient,
88-90 Avenue Laperrière
B.P. 2143
56321 Lorient Cedex

to

Titanic Ventures Limited Partnership
represented by M. George Tulloch, Managing Partner,
assisted by Alain de Foucaud, Esq.,
204, Old Post Road, Southport
Connecticut 06490 (United States)

In accordance with its decision dated October 12, 1993, taken pursuant to the provisions of the
decree N° 61-1547 dated December 26, 1961 determining the regime of the wreck at Sea, M.
Chapalain, representing the Head of the Headquarter of Maritime Affairs of Lorient, has carried
out this day the delivery of the artifacts recovered from the Titanic wreck in 1987 and whose
legal owners or heirs have not been identified pursuant to the publicity measures implemented
by the French Authorities, to Titanic Ventures Limited Partnership, in its capacity of salvager.

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-2 Filed 08/17/16 Page 5 of 7
The list of the artifacts is exhibited to the present minutes together with the letter of intent of
Titanic Ventures Limited Partnership dated September 22, 1993.

Done at Saint-Remy, on October 20, 1993

The Administrator
of Maritime Affairs
M. Chapalain
representing the Head
of the Headquarter of Lorient

Titanic Ventures Limited Partnership
represented by M. George Tulloch,
Managing Partner.

Assisted by Alain de Foucaud, Esq.
Attorney at Law

(Translation made by
J.O. Goldsmith et Assocés)

FRENCH REPUBLIC

MINISTRY OF EQUIPMENT
TRANSPORTATION AND TOURISM

MARITIME AFFAIRS

HEADQUARTER OF LORIENT

"MINUTES OF DELIVERY TO THE SALVAGOR OF THE ARTIFACTS RECOVERED FROM
THE TITANIC WRECK IN 1987"

(Article 13 of the decree n° 61-1647 dated December 21, 1961 determining the regime
of the wreck at sea)

By the Maritime Affairs Administrator,
M. Chapalain
representing the Head of the Headquarter of Lorient,
88-90 Avenue Laperrière
B.P. 2149
56921 Lorient Cedex

to

Titanic Ventures Limited Partnership
represented by M. George Tulloch, Managing Partner,
assisted by Alain de Foucaud, Esq.,
204, Old Post Road, Southport
Connecticut 06490 (United States)

In accordance with its decision dated October 12, 1993, taken pursuant to the provisions of the
decree N° 61-1647 dated December 26, 1961 determining the regime of the wreck at sea, M.
Chapalain, representing the Head of the Headquarter of Maritime Affairs of Lorient, has carried
out this day the delivery of the artifacts recovered from the Titanic wreck in 1987 and whose
legal owners or heirs have not been identified pursuant to the publicity measures implemented
by the French Authorities, to Titanic Ventures Limited Partnership, in its capacity of salvagor.

D. M.

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-2 Filed 08/17/16 Page 7 of 7
Case 3:16-bk-02230-PMG Doc 28-5 Filed 06/20/16 Page 20 of 23

The list of the artifacts is exhibited to the present minutes together with the letter of intent of Titanis Ventures Limited Partnership dated September 22, 1999.

Done at Saint-Remy, on October 20, 1999

The Administrator
of Maritime Affairs
M. Ohapalaín
representing the Head
of the Headquarter of Lorlent

Titanis Ventures Limited Partnership
represented by M. George Tulloch,
Managing Partner.

Assisted by Alain de Foucaud, Esq.
Attorney at Law

D. 17.

EXHIBIT C

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-3 Filed 08/17/16

OFFICE DE TRANSLATION
P. BONNEFOUS
30 bis, rue Emile-Morier
75116 PARIS FRANCE
01 45 53 23 18
APPOINTED BY THE PARIS COURT OF APPEAL

Translated from the French

TITANIC VENTURES
204 Old Post Road, Southport, Connecticut 06490
Tel.: (203) 255-9481, Fax: (203) 255-7673

Mr. Tricot
Head of the Maritime Affairs Unit
Lorient Maritime Affairs Unit
88, 90 avenue de Laperrière
BP 2143
56321 Lorient Cedex
France

Paris, 22 September 1993

Dear Mr. Tricot:

The procedure for the search for the assigns in respect of the objects salvaged from the wreck of the Titanic during the 1987 expedition is about to be completed.

Titanic Ventures Limited Partnership (Titanic Ventures), acting in its capacity as a rescuer, thus intends to take possession of those objects whose rightful owners or beneficiaries have not been identified following the announcements made by French authorities.

On this occasion, I would like, on behalf of Titanic Ventures, of which I am the General Partner, to inform you of Titanic Ventures' intent to use the objects collected from the wreck of the Titanic in a manner respecting the memory of these objects' initial owners.

Along these lines, I would like to indicate to you that these objects shall be used only for cultural purposes and shall accordingly not form the subject matter of any transaction leading to their dispersal (except for the purposes of an exhibition) and that no such object shall be sold.

In addition, I expressly release the French State from any liability vis-à-vis any third party whose interests might have been harmed by the delivery of the objects collected from the wreck of the Titanic.

Sincerely yours,

signature
Georges Tulloch
General Partner
Titanic Ventures Limited Partnership

Titanic and the Titanic logo are trademarks of Titanic Ventures.

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-3 Filed 08/17/16



TITANIC VENTURES

204 Old Post Road, Southport, Connecticut 06490
Tel. (203) 255-9481, Fax (203) 255-7873

Monsieur Tricot
Chef du Quartier des Affaires Maritimes
Quartier des Affaires Maritimes de Lorient
88 - 90 Avenue de Laperrière
BP 2143
56321 Lorient Cédex
France

Paris le 22 septembre 1993

Monsieur,

La procédure de recherche des ayants droit des objets tirés de l'épave du Titanic lors de l'expédition de 1987, arrive à son terme.

Titanic Ventures Limited Partnership (Titanic Ventures), en sa qualité de sauveteur, souhaite donc prendre possession des objets dont les légitimes propriétaires ou ayants droit n'ont pu être identifiés, comme suite aux mesures de publicité qui ont été prises par les autorités françaises.

A cette occasion, je tiens au nom de Titanic Ventures dont je suis le Directeur, à vous faire part de l'intention de la société de faire des objets prélevés de l'épave du Titanic en 1987, un usage respectueux du souvenir de leurs propriétaires initiaux.

Dans cette optique, je vous indique que les objets ne seront utilisés que dans un but culturel et ne feront, en conséquence, l'objet d'aucune opération entraînant leur dispersion, si ce n'est pour les besoins d'une exposition, ni d'aucune vente de l'un quelconque d'entre eux.

En outre, je décharge expressément l'Etat français de toute responsabilité vis-à-vis des tiers dont les intérêts auraient été atteints par la remise des objets tirés de l'épave du Titanic.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments distingués.

George Tulloch
General Partner
Titanic Ventures Limited Partnership

TITANIC and the Titanic logo are trademarks of Titanic Ventures.

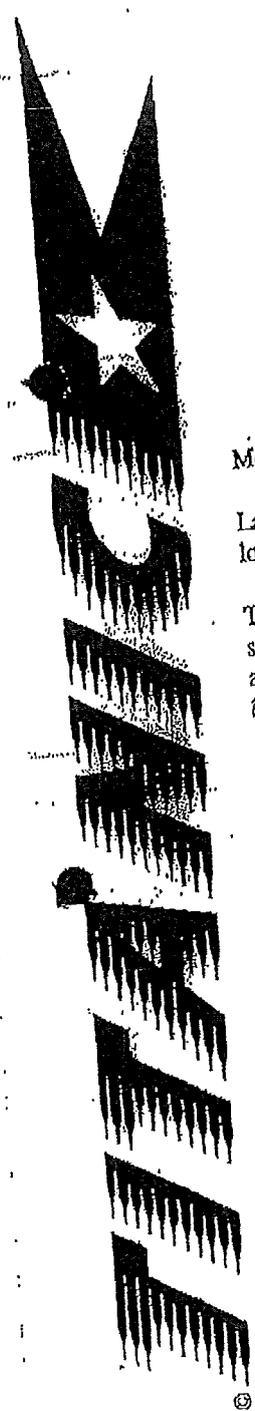


EXHIBIT D

*Ambassade de France
aux Etats-Unis*

N^o 2016-506130 DOS

NOTE

The Embassy of the Republic of France presents its compliments to the Department of State and has the honor to refer it to the proceedings concerning the RMS Titanic (RMST) in the United States District Court for the Eastern District of Virginia, Norfolk Division (Case No. 2:93-cv-902) and in the United States Bankruptcy Court for the Middle District of Florida, Jacksonville Division (Case No. 3:16-bk-02230).

France's ownership of recovered artifacts dates back to the expedition on the site of the wreck in 1987, in which the Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER) played an active part, namely the use of its vessels by Oceanic Research and Exploration Ltd. to dive on "HMS TITANIC to promote the survey of the wreck and to recover objects from the Titanic".

Under Article 20 "Recovery of objects" agreed upon in a Charter signed by both parties (IFREMER as the owner and Oceanic Research and Exploration as the Charterer), it was formally agreed that "Charterers shall not sell the objects collected by Owners but shall use them only for exhibition purposes".

In 1993, Titanic Ventures Limited Partnership (TVLP), RMST's predecessor-in-interest, sought and obtained the remit of French artifacts from the French Ministry of Equipment, Transportation and Tourism, subject to assurances made by the company that the collection would neither be sold nor dispersed.

The Department of State

* **French Desk**

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-4 Filed 08/17/16 Page 3 of 4
Case 3:16-bk-02230-PMG Doc 81-3 Filed 07/12/16 Page 2 of 3

Thus, in the attached letter from September 22, 1993, signed by the Director of TVLP, France was assured that "the artifacts will be used only for cultural purposes and will not, therefore, be part of any operations that would lead to their dispersion, with the exception of exhibition purposes, and none of the artifacts will be sold".

With this understanding and signed guarantee, the French administration agreed to grant the title to TVLP in a Procès-Verbal of October 20, 1993.

With the merger of May 1993, RMST acquired the artifacts held by TVLP for the French government and mounted other expeditions over the years, recovering more artifacts for which it was granted an in specie salvage award of title by the District of Virginia Court.

The Embassy of France notes that in the Eastern District of Virginia proceeding, the United States Department of Justice and the National Oceanic and Atmospheric Administration developed and obtained judicial approval of covenants and conditions for the protection and non-dispersal of artifacts recovered from the Titanic in the possession of private parties, RMS Titanic, Inc. and Premier Exhibitions, Inc. These covenants and conditions include maintenance of the artifacts as a collection not to be dispersed through sale or other disposition, i.e. the same conditions and covenants regarding the French artifacts.

The Embassy further observes that in those proceedings, the Fourth Circuit Court recognized that the French artifacts were subject to the same binding conditions, as it stated that "the 1993 French Administration decision also incorporated 'Titanic Ventures' assurances made in its September 22, 1993 letter stating that "Titanic Ventures agreed to make use of such objects in conformity with the respect due to the memory of their initial owners and not to carry out any commercial transaction concerning such objects nor any sale of any one of them nor any transaction entailing their dispersion, if not for the purposes of an exhibition" (RMS Titanic, Inc, 435 F 3d at 527-28).

Furthermore, these conditions are also consistent with the principles of the finalized text agreed by the United States, France, Great Britain and Canada for the International Agreement to Protect the Shipwrecked Vessel RMS Titanic in respect of any future recovery of artifacts.

The Embassy of France thus notes with concern that the intention was expressed by RMS Titanic, Inc., in the Middle District Florida to seek approval to sell and disperse French artifacts, in violation of the aforementioned Procès-Verbal and the covenants and conditions of the Eastern District of Virginia Court and under the erroneous assumption that France has no interest in the French artifacts.

Case 3:16-ap-00183-PMG Doc 1-4 Filed 08/17/16 Page 4 of 4
Case 3:16-bk-02230-PMG Doc 81-3 Filed 07/12/16 Page 3 of 3

This attempt and assumption are all the more surprising in that France has never been given any prior notice by RMST of its intention to sell the artifacts.

France would like to remind RMST that its interest in the fate of the artifacts is high, and that not only would the dispersion or sale of the artifacts infringe upon the due respect to the memory of its initial owners but also violate the principle of sovereign immunity.

The Embassy of France therefore requests the assistance of the Department of State and any other appropriate United States agencies to inform the courts of these matters and takes such action as appropriate to secure compliance with the above-referenced principles, covenants and conditions.

The Embassy of France takes this opportunity to assure the Department of State of its highest consideration.



Washington, July 8, 2016

CHRETIENNOT Nelly

De: BELLAYER-ROILLE Alexandra <alexandra.bellayer-roille@diplomatie.gouv.fr>
Envoyé: mardi 13 décembre 2016 12:36
À: CHRETIENNOT Nelly; VON DER MUHLL Agnes; BELLONE Alexia
Cc: HILPERT Christelle; LATAPIE Philippe; MAITREPIERRE Agnes; BEN YOUNES Anisse; alexandre.tremoliere@developpement-durable.gouv.fr; NAUDIN Olivier; ORTOLLAND Didier
Objet: RE: Affaire Titanic - convocation de la France devant le tribunal de commerce de Jacksonville

Bonjour,

Il nous semble que le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM), « héritier » du Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme dont relevait les signataires de la lettre du 12 octobre 1993 et du procès-verbal du 20 octobre 1993, est le plus compétent en la matière.

L'Administrateur des Affaires maritimes et le chef du Quartier maritime de Lorient, qui ont signé ces deux documents « remettant en propriété » les objets du Titanic à la société américaine, dépendaient en effet du ministère de l'Équipement à l'époque et toute l'affaire repose sur ces documents.

A défaut, le Ministère de la Culture pourrait être intéressé dans la mesure où il s'agit d'objets du patrimoine archéologique subaquatique.

Bien cordialement

Alexandra Bellayer-Roille

en charge du Droit de la mer, Délimitations maritimes, Recherche scientifique marine

Ministère des Affaires étrangères et du développement international

Direction des affaires juridiques

Sous-direction du droit de la mer, du droit fluvial et des pôles (DJ/mer)

57 boulevard des Invalides

75700 Paris 07 SP

Tel. +33 (0)1 53 69 36 57

alexandra.bellayer-roille@diplomatie.gouv.fr

De : CHRETIENNOT Nelly [mailto:Nelly.Chretiennot@justice.gouv.fr]

Envoyé : mercredi 30 novembre 2016 19:54

À : BELLAYER-ROILLE Alexandra; VON DER MUHLL Agnes; BELLONE Alexia

Cc : HILPERT Christelle; LATAPIE Philippe; MAITREPIERRE Agnes; BEN YOUNES Anisse;

alexandre.tremoliere@developpement-durable.gouv.fr; NAUDIN Olivier

Objet : RE: Affaire Titanic - convocation de la France devant le tribunal de commerce de Jacksonville

Bonsoir,

Je vous remercie de vos précisions dans ce dossier.

Toutefois, le BDIP doit remettre l'acte à son destinataire, et identifier pour cela qui peut recevoir l'acte pour l'Etat français.

Il faut en effet distinguer la volonté de l'Etat français de ne pas constituer avocat dans la procédure (si j'ai bien compris, l'Etat n'interviendra pas car il ne souhaite pas régler les honoraires d'un avocat dans la procédure américaine) et la notification d'un acte de cette procédure à l'Etat français.